

SOMMAIRE

REMERCIEMENTS

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

GLOSSAIRE

INTRODUCTION	6
PARTIE I: LA ZONE DE MAROANTSETRA ET SES POTENTIALITES TOURISTIQUES	9
CHAPITRE I: LA PRESENTATION DE LA ZONE DE MAROANTSETRA	11
1. 1 LA DESCRIPTION DE LA ZONE D'ETUDE ET SA POPULATION.....	11
1. 2 L'ENVIRONNEMENT DE LA ZONE.....	23
CHAPITRE II: LA SITUATION DE L'ECOTOURISME A MAROANTSETRA.....	34
2. 1 LES ATOUTS DE L'ECOTOURISME DE LA ZONE.....	34
2. 2 LES OBSTACLES DE L'EVOLUTION DE L'ECOTOURISME DANS LA ZONE.....	56
PARTIE II: LES INCIDENCES SOCIO-ECONOMIQUES DE L'ECOTOURISME ET LES PERSPECTIVES DE DEV.	61
CHAPITRE I: LES INCIDENCES DE L'ECOTOURISME AU SEIN DE LA ZONE DE MAROANTSETRA.....	63
1. 1 LA CONTRIBUTION DE L'ECOTOURISME AU DEVELOPPEMENT SOCIO-ECONOMIQUE DE LA ZONE	63
1. 2 ANALYSE ET CRITIQUE DE LA SITUATION ACTUELLE DE L'ECOTOURISME LOCAL.....	82
CHAPITRE II: VERS UN DEVELOPPEMENT LOCAL PROMETTEUR BASE SUR L'ECOTOURISME.....	87
2. 1 UN DEVELOPPEMENT LOCAL.....	87
2. 2 SUGGESTIONS ET MESURES DE REDRESSEMENT	89
CONCLUSION	105
BIBLIOGRAPHIE	107
ANNEXES	110
LISTE DES CARTES	115
LISTE DES GRAPHIQUES	115
LISTE DES TABLEAUX	115
TABLE DES MATIERES	116

REMERCIEMENTS

Nombreux sont ceux qui, au cours des années, nous ont apporté leurs concours; et leur influence est sensible à chaque page de ce mémoire, même s'ils n'ont pas contribué à sa rédaction au sens propre du terme. Nous tenons au premier abord à remercier Monsieur **Seth Arsène RATOVOSON**, notre encadreur pédagogique, qui, malgré ses lourdes responsabilités, a accepté de diriger ce travail.

Notre reconnaissance va également à l'endroit de Monsieur **Haja Miandrisoa SALAVA**, Directeur de Madagascar National Parks de Maroantsetra, notre encadreur professionnel qui, eu égard ses diverses occupations, a accepté de consacrer son temps et a fourni les renseignements nous étant nécessaires pour l'élaboration de cet ouvrage.

Sans oublier non plus toute la contribution des enseignants depuis notre enfance et les membres du personnel de l'université de Toamasina tout au long de notre étude universitaire. Sans leur contribution nous ne serions pas à notre niveau actuel.

Notre profonde gratitude va à l'endroit de Monsieur **Clément SAMBO**, professeur à l'université de Tuléar, Monsieur **François MARINDAZA** et Mademoiselle **Patricia Narindra Raoël BOTO** dont les conseils pertinents ont fait en sorte de mener à une bonne fin ce travail.

Nous saisissons cette occasion pour exprimer notre gratitude et notre satisfaction à l'endroit des opérateurs touristiques de Maroantsetra, ainsi qu'au personnel de Madagascar National Parks de Maroantsetra, en particulier Mademoiselle **Emérentienne MAMETSA** chef de volet Ecotourisme.

Notre remerciement va également à nos parents ainsi qu'à notre sœur et à notre *zandry* **Fredel MAMINDRA**, pour leur encouragement doublé de leur générosité à notre égard tout au long de notre étude.

Nous tenons enfin à remercier tous ceux qui ont contribué de près ou de loin à l'achèvement de ce mémoire.

MONDRA Frediot

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

- ANGAP : Association Nationale pour la Gestion des Aires Protégées, dorénavant appelée par *Madagascar National Parks* (angl.)
- AP : Aire Protégée
- CSB 1, 2: Centre de Santé de base (niveau 1 et 2)
- CHD 2 : Centre Hospitalier du district (niveau 2)
- CISCO : Circonscription scolaire
- COAP : Code des Aires Protégées
- DEAP : Droits d'Entrée aux Aires Protégées
- DTS : Droit des Tirages Spéciaux
- EPT : Education Pour Tous
- GOTM : Groupement des Opérateurs Touristiques de Maroantsetra
- IDH : Indicateur de Développement Humain
- IPF : Indicateur de la Participation des Femmes
- IPH : Indicateur de la Pauvreté Humaine
- ISDH : Indicateur Sexospécifique de Développement Humain
- PAE : Plan d'Action environnementale
- PIB : Produit Intérieur Brut
- PN : Parc national
- PNB : Produit national brut
- PNM : Parc National Masoala
- PNE : Politique nationale de l'Environnement
- PNUD : Programme des Nations unies pour le Développement
- PVD : Pays en Voie de Développement
- RN5 : Route nationale (numéro 5)
- RS : Réserve Spéciale
- SAVA : Sambava, Andapa, Vohémar (Iharana) et Antalaha (l'une des 22 régions)
- UNESCO : United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization (angl.),
Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture.
- ZOC : Zone d'Occupation contrôlée
- ZUC : Zone d'Utilisation contrôlée

GLOSSAIRE

- Antimaroa** : Ainsi sont appelés les habitants surtout ceux originaires du district de Maroantsetra
- Epiphyte** : Se dit des plantes qui croissent directement sur les troncs et sur les grosses branches, ces plantes vivent fixées exclusivement sur d'autres plantes, mais n'échangent pas aucune substance avec son hôte.
- Ecolodge** : «un établissement d'hébergement implanté à la périphérie des sites écotouristiques», tel est la définition originale de l'écolodge par le Code du tourisme en son article 48
- Impact environnemental** : cet impact est divers tel que l'érosion, la destruction de forêt, la tuerie des animaux
- Observation ornithologique** : observation de variants oiseaux existant au sein du parc ou d'un zoo.
- Plongée en apnée** : une plongée est en apnée, contrairement à une plongée avec une bouteille, si elle est faite avec un arrêt plus ou moins prolongé de la respiration. Ce genre de plongée est généralement pratiqué par la population locale.

INTRODUCTION

Promouvoir le développement est naturellement l'une des préoccupations majeures du gouvernement malagasy depuis ces dernières années et cela importe autant au niveau national qu'au sein des collectivités locales. Autant dire que le développement national devrait se réaliser en corrélation avec celui des collectivités locales.

«Etant un levier du développement, la promotion intensive du secteur tourisme figure parmi les priorités du ministère du tourisme pour cette année. Et ce, en développant la destination Madagascar afin d'attirer 350.000 touristes pour générer des recettes de 256 millions de DTS, sans négliger la création de plus de 20.000 emplois, la professionnalisation de la filière et l'ouverture vers l'extérieur. Dans ce cas, il s'avère indispensable de se pencher sur la construction d'infrastructures d'accueil de qualité, surtout dans les parcs nationaux qui attirent les 2/3 des touristes grâce à leur richesse, pour atteindre cet objectif». Telle a été la une d'un¹ des journaux quotidiens nationaux relative à la promotion du tourisme.

Au cours de ces dernières années, on a beaucoup entendu dire que le secteur tourisme constitue l'un des secteurs les plus générateurs de revenus, voire de devises au profit de la caisse de l'Etat malagasy.

Ainsi qu'avec son large panel de sites différents, Madagascar offre aux touristes sa biodiversité luxuriante et l'exceptionnelle richesse de sa faune et de sa flore avec les 80% d'espèces endémiques présentes en son sein.

Le tourisme à Madagascar se professionnalise de plus en plus sur les diverses branches telles que le tourisme de découverte, le tourisme de sport aventure, le tourisme humanitaire et l'écotourisme, qui constituent plus de la moitié des afflux touristiques.

Quand on parle de tourisme à Madagascar, il arrive directement à l'esprit d'importants pôles de développements touristiques à l'exemple de l'île de Nosy Be, au nord ouest de la Grande Ile, ou encore certains parcs tant renommés tel que Andasibe, situé non loin des centres villes.

Face à tous ces beaux chiffres tant en recettes, en nombre d'arrivées des touristes, qu'en nombre d'emplois créés, on se demande où en est ce secteur au sein des localités éloignées et enclavées.

Parmi ces localités, l'exemple le plus frappant en est Maroantsetra, qui, par le truchement de son parc national Masoala, aussi enclavée soit-elle, regorge tout de même d'une multitude de richesses avec sa biodiversité d'une beauté inégalée et sa richesse aussi bien en faune, tels que le Aye-aye, le vari roux, qu'en flore avec des variétés d'orchidées.

¹ Les nouvelles, quotidien national d'information et d'analyse, n°1300, paru le jeudi 12 juin 2008, p.22.

Il convient alors de focaliser notre analyse sur une zone déterminée de manière à percevoir l'impact du tourisme, plus particulièrement celui de l'écotourisme à l'économie locale. Il s'agit de la zone de Maroantsetra.

Il est incontestable que le tourisme avec ses branches différentes n'est pas la seule source des problèmes écologiques comme la déforestation et l'érosion des sols. Toutefois, il y contribue de manière importante.

Des perspectives d'avenir claires sont envisageables à l'égard de la population locale, en matière de développement. Pour cela, il importe que les gestionnaires ainsi que les planificateurs des sites naturels et touristiques changent de mentalité. De plus, ceux-ci devraient rendre leur travail plus actif avec l'industrie du tourisme, de connivence avec la participation des populations locales, dans leur prise de décision pour une utilisation de manière plus convenable du potentiel de l'environnement dans le cadre de leurs activités touristiques. Faisant partie du tourisme durable, l'écotourisme est la branche du tourisme pouvant convenir à tout ceci parallèlement à la préservation de l'environnement. Ainsi avons-nous choisi notre thème intitulé:

«L'ECOTOURISME: LEVIER DE DEVELOPPEMENT LOCAL Cas de la zone de Maroantsetra»

Bien qu'affluent d'année en année les touristes optant la Grande Ile pour destination, Maroantsetra n'en reçoit qu'un tout petit nombre.

L'enclavement dû à ses moyens difficilement praticables, la faiblesse de la promotion dudit parc national, la faiblesse de la capacité d'accueil de ses établissements touristiques, un manque grandissant en personnel qualifié pour ce secteur, l'insuffisance manifeste des activités valorisant les cultures locales, entre autres; autant de facteurs d'achoppement qui perturbent le bon développement des activités touristiques dans cette zone¹.

La moitié des recettes collectées par le biais des droits d'entrée aux aires protégées (DEAP), qui est octroyée à la communauté environnante du parc pour son développement économique, améliore la condition de vie des habitants. Néanmoins, les dépenses touristiques demeurent limitées dans cette zone.

Un stage auprès de l'ANGAP et une enquête que nous avons pu mener nous ont permis de percevoir la situation actuelle du tourisme, en particulier de l'écotourisme dans cette zone.

Notre ouvrage contient deux parties: la première porte sur la présentation de la zone de Maroantsetra ainsi que de ses potentialités touristiques. Quant à la seconde partie, nous y trouverons les incidences socio-économiques de l'écotourisme de même que les perspectives de développement au sein de ladite zone.

¹ Soulignons que la zone dont nous parlons ici compose les dix-huit communes.

Partie I: La zone de Maroantsetra et ses potentialités touristiques

Bien que difficilement accessible à cause des moyens très délabrés et dont les frais (par voie aérienne) ne sont accessibles que par les familles aisées, Maroantsetra essaie de montrer son for intérieur aux touristes par le biais du parc national Masoala riche en biodiversité, en faune qu'en flore, sans oublier les trois parcs marins parmi les quatre existant à Madagascar. Et ce à côté des cultures et traditions des *Antimaroa*.

Cette partie est constituée de deux chapitres; le premier chapitre porte sur la présentation de la zone de Maroantsetra et le second présente la situation de l'écotourisme au sein de ladite zone.

CHAPITRE I

LA PRESENTATION DE LA ZONE DE MAROANTSETRA

Dans ce chapitre nous essayerons d'établir tous les renseignements et descriptions portant sur ce district.

En effet, dans un premier temps, nous décrirons la zone d'étude que nous avons choisi, qu'est le district de Maroantsetra et sa population. Nous terminerons ce chapitre en relatant clairement son environnement.

1. 1 La description de la zone d'étude et sa population

1. 1. 1 Localisation

Le district de Maroantsetra, l'un des six (06) districts composant la région Analanjirofo est situé à l'extrémité nord de l'ex-province de Toamasina. Il longe la baie d'Antongil. Ainsi il est entièrement exposé au vent d'Est de Madagascar dénommé l'Alizé.

Ce district comporte dix huit communes¹, à savoir:

1. La commune rurale d'Ambanizana;
2. La commune rurale d'Ambinanitelo;
3. La commune rurale d'Ambodimanga ;
4. La commune rurale d' Anandrivola;
5. La commune rurale d'Andranofotsy;
6. La commune rurale d'Androndrona;
7. La commune rurale d'Anjahana;
8. La commune rurale d'Anjanazana;
9. La commune rurale d'Ankofa;
10. La commune rurale d'Ankofabe;
11. La commune rurale d'Antakotako;
12. La commune rurale Antsirabe-sahatany;
13. La commune rurale Mahalevona;
14. La commune rurale Manambolo;
15. La commune urbaine Maroantsetra;
16. La commune rurale de Morafeno ;

¹ Ces communes sont présentées d'une manière claire à la carte de la zone (voir infra).

- 17. La commune rurale de Rantabe;
- 18. La commune rurale de Voloina.

Le district de Maroantsetra est délimité:

- Au nord : par le district d'Andapa;
- Nord-ouest : par le district de Befandriana Nord;
- Ouest : par le district de Mandritsara;
- Sud-est : par le district de Mananara Nord;
- Est : par l'océan indien.

Cette zone a une vocation agricole. En effet, l'agriculture occupe la majeure partie de la population. Maroantsetra est renommée pour sa production de produits de rente tels que la vanille¹, le girofle, le café, etc.

1. 1. 1. 1 La situation géographique et physique

1. 1. 1. 1. 1 Le relief et paysage

Notre zone d'étude ne comporte que deux zones différentes eu égard à l'absence de zone du plateau à niveau intermédiaire, à savoir:

✓ La zone montagneuse qui représente la partie ouest dudit district le sépare des autres districts par une crête de montagne de moyenne altitude

Cette zone, essentiellement couverte de forêts primaires, fait de plus en plus l'objet d'une pratique de culture sur brûlis et de feux de brousse, de telle sorte que le programme de conservation environnementale dénommé «MAKIRA» y est implanté.

✓ La zone côtière de basses altitudes qui s'étend sur toute la partie orientale, est caractérisée par une grande étendue de plaines rizicoles ainsi que des parties marécageuses altérant avec des vallées peu profondes.

1. 1. 1. 1. 2 Le climat

Le climat constitue un facteur non négligeable pour l'écotourisme car l'afflux des touristes dans la localité en dépend.

¹ Avec son introduction dans les années 1900, ce produit de rente rendit depuis la colonisation la région nord-ouest de la Grande Ile parmi les régions à générer le plus de profits. Et il en va pareillement jusqu'à présent.

Bien que le district ne dispose pas de service météorologique, certaines Organisations Non gouvernementales (ONG) travaillant dans la Baie d'Antongil arrivent toutefois à fournir des renseignements météorologiques établis suivant leurs besoins spécifiques.

Notre zone d'étude dispose d'un climat du type tropical humide et chaud; un climat caractérisé par l'abondance de pluie et une absence de saison sèche bien marquée.

La température moyenne annuelle est de l'ordre de 24°Celsius et un taux d'humidité relative de 80%.

La saison de pluies, de novembre à mars est caractérisée par une forte chaleur; tandis que la saison fraîche du mois d'avril au mois d'août. Durant la saison de pluie la température moyenne varie autour de 28 degré Celsius

La pluviométrie moyenne annuelle est de l'ordre de 3300mm (précipitation moyenne) d'eau avec 230 jours de pluies par an, au point d'atteindre 6000mm par an de précipitation dans certains endroits de la Baie d'Antongil. Ainsi classe-t-on ce district comme le plus humide de la Grande Ile.

A noter tout de même que lors de notre descente sur terrain, on a remarqué que, pareillement à une bonne partie des régions de la Grande Ile, le climat de notre zone d'étude subit un petit changement. En effet, du fait du défrichement de forêts perpétré par la population pratiquant la culture sur brûlis ou pour toutes autres raisons telle que l'exploitation illégale de bois précieux (l'ébène, le palissandre, le bois de rose, etc.), on constate le déboisement de la zone d'une vitesse plus ou moins grande.

1. 1. 1. 1. 3 Le réseau hydrographie

Le district de Maroantsetra dispose d'un grand nombre de fleuves et de ruisseaux répartis dans l'ensemble de sa superficie. Parmi les principaux fleuves on peut citer:

- Andranofotsy;
- Antenambalana;
- Fananehana;
- Mahalevona;
- Manambia;
- Manambolo;
- Rantabe;
- Voloina.

Le réseau hydrographique assure une bonne partie de la circulation aussi bien des personnes que des marchandises. Cela est d'autant plus pratiqué du fait que ces fleuves affluent vers Maroantsetra, la grande ville.

De plus, ces fleuves facilitent l'accès dans de nombreuses communes rurales vu le mauvais état d'une bonne part des réseaux routiers de la zone. Ainsi a été né le dicton «*Antimaroa tsy mandeha tsy an-dakana*», traduit littéralement par «les gens du district de Maroantsetra ne se déplacent que par pirogue».

A noter en passant qu'une bonne partie de fleuves sus cités sont navigables à 30 km de leurs embouchures. Et ils se ramifient dans tous les endroits du district au point de relier les communes entre elles.

1. 1. 1. 1. 4 La biodiversité

Rappelons tout d'abord que la biodiversité d'une localité désigne l'ensemble des espèces vivantes (plantes et espèces animales) s'y trouvant. Elle représente une grande part des piliers de développement de l'activité éco touristique d'une région donnée, plus particulièrement celle du district de Maroantsetra. Aux dires des touristes que nous avons eu l'occasion d'enquêter, cela constitue la priorité de leurs visites de la localité. Ainsi devra-t-elle être préservée autant que faire se peut.

- *Une végétation riche et dense*

La zone dispose de vastes sites de forêt qui occupe une bonne partie de la localité. Cette forêt constitue également la ressource naturelle la plus disponible et la plus utilisée par la population locale. D'ailleurs le dernier rapport annuel disponible dans notre zone d'étude¹ précise que la forêt couvre plus de la moitié des terres non encore exploitées et que la Baie d'Antongil est entourée d'une des plus grandes étendues des forêts humides de Madagascar, là où existent environ plus de la moitié des espèces végétales terrestres. La vie de la population locale, plus particulièrement celle des exploitants forestiers dépend de ce milieu végétal.

Par ailleurs, de par l'enrichissement du parc avec ses nombreuses espèces rares et uniques, la localité a un attrait touristique en matière forestière. Parmi ces espèces on peut citer le palmier *Voanioala geradii*, la plante carnivore (*Nepenthes masoalensis*), etc.

S'agissant uniquement de la biodiversité du parc, celui-ci abrite divers types d'habitats caractérisés par des récifs coralliens, les mangroves sans oublier des forêts pluviales de basse et moyenne altitude qui constituent la réputation dudit parc.

Ces forêts, avec leur grande diversité botanique, occupent une place importante en matière de médecine traditionnelle. Elles forment la richesse primaire sans égale de la zone de Maroantsetra.

¹ Confer Rapport Annuel de la Circonscription du Développement Rural, district de Maroantsetra, année 2005, p 2.

L'exploitation de cette forêt s'exerce le long de l'année. Elle procure un revenu non négligeable pour bon nombre de ménages. Il est patent que font partie des exploitants de ces forêts ceux qui sont venus d'autres villes, mais en tout cas cela apporte une part de revenu aux gens locaux. Mais cette exploitation a tout de même un effet néfaste pour l'image éco touristique de la zone de telle sorte que cela mérite une analyse particulière par une étude comparative pour ces deux types d'activités.

A noter en passant que ce sont l'abattage illicite de ces forêts et les feux de brousse qui engendrent leur dégradation excessive. En principe, l'exploitation régulière se base sur autorisation. Ainsi la continuité de cette exploitation illicite met-elle en péril l'avenir touristique de la zone.

- *La faune richissime*

Quant aux faunes, le district est réputé pour la diversité d'animaux vivant dans le parc Masoala. Parmi ces divers animaux figurent de nombreuses espèces rares et uniques. Sans vouloir en dresser une liste exhaustive, on peut citer l'aigle serpenteaire (*Eutriochis astur*), le hibou rouge (*Tyto soumagnei*), le lézard *Phelsuma masoala*, les Uroplates (*Uroplatus sp.*), le lémurien vari roux (*Varecia variegata rubra*¹) avec son pelage d'un roux flamboyant très visible au milieu des canopées.

A cela s'ajoutent les timides Ayes-ayes (*Daubentonia madagascariensis*) qui errent la nuit; les espiègles lémur à front blanc (*Eulemur fulvus albifrons*) sans oublier le plus petit caméléon, pas plus long qu'un pouce, le Brookesia.

1. 1. 1. 1. 5 Les moyens d'accès

Comme on l'a évoqué précédemment, le désenclavement constitue l'un des problèmes auxquels font face les gens du district de Maroantsetra. Ce qui fait partie des obstacles au développement de la Grande Ile.

L'accès à ce district peut se faire par trois moyens, à savoir:

- par voie aérienne;
- par voie maritime;
- par voie terrestre.

¹ Il figure parmi les dix espèces de lémurien qu'on peut rencontrer dans le Complexe d'Aires Protégées de Masoala, de la famille des *Lemuridae* alors que le lémurien vari noir et blanc est sensé avoir été déjà introduit en 1920, ce qui amenait à prendre Nosy Mangabe comme une réserve naturelle.

- *Les liaisons aériennes*

Maroantsetra, de par son éloignement, est desservie par des lignes aériennes assurées par deux compagnies qui sont l'Air Madagascar et l'ATTR, la dernière vient de reprendre service après une certaine période de suspension d'activité.

La première compagnie offre à sa clientèle des vols réguliers. L'horaire de ses vols varie selon les saisons. En effet, ces vols sont de l'ordre de deux fois par semaine pendant la période de basse saison au point d'en atteindre quatre fois pendant la saison haute (du mois de mars au mois d'octobre), période durant laquelle les touristes affluent.

Cette compagnie aérienne assure la liaison de ce district avec les autres de la Grande Ile par ses appareils de 48 places et de 18 places. La ville ne peut accueillir de gros avions à l'exemple de Boeing du fait de l'insuffisance d'équipements au niveau de son aéroport.

Ainsi la liaison devient saturée pendant la saison haute.

Par contre, pour ce qui est de l'ATTR (Air Transport et Transit Régional), elle assure un à deux vols par semaine selon les saisons, avec son appareil de 48 places.

Aux dires des gens locaux et des passagers, cette voie demeure la plus sûre bien que les frais leur paraissent trop chers et réservés aux ménages les plus aisés.

Ce district possède un aéroport situé à 6.5 kilomètres du centre ville. Construit sur un vaste terrain, l'aéroport est doté d'une piste bitumée (1.300 mètres de long et 30 mètres de large), ne pouvant accueillir que des avions nécessitant un court atterrissage.

- *Les voies maritimes*

Cette voie est le deuxième moyen d'y accéder après celle aérienne. De plus en plus de bateaux dont la plupart sont localement fabriqués en bois assurent la liaison dudit district avec les districts voisins. C'est par le biais de cette voie que le ravitaillement du district est assuré d'une manière régulière, eu égard la pratique difficile de la voie routière.

En dépit de sa pratique parfois assez rude et risquée, cette voie demeure la plus accessible par une immense couche de la population locale.

La durée de voyage maritime varie d'une à trois journées selon la puissance des bateaux.

Il importe toutefois de souligner que voyager par bateau est trop risqué du fait que cela dépend de la saison et du temps. S'aventurer durant des jours en pleine mer peut éventuellement devenir une misère.

De plus, le traitement des passagers offerts par certains de ces bateaux laisse à désirer. Du coup, concernant l'état et les conditions de services offerts il reste encore beaucoup à faire de sorte que ces moyens de transport soient voués au transport touristique.

Par ailleurs, la majorité d'entre elles priorise le transport des marchandises si bien que le transport des passagers n'est qu'une activité complémentaire, ce qui le pousse à être mal mené.

Pour pallier à ce problème, bon nombre de caboteurs offrent des services réguliers reliant ce district à l'île Sainte Marie, Mananara et Tamatave.

Ces derniers temps, ces bateaux ne sont pas à même de transporter des passagers en raison des contrôles devenus de plus en plus rigoureux de la part des autorités compétentes.

- *Le réseau routier*

Etant la troisième liaison, la route nationale RN2, en dépit de son état secondaire depuis lors, permet l'ouverture du district de Maroantsetra aux autres districts tels que Mananara Nord, Fénérive Est, etc.

Vu son état actuel, de nombreux passagers voulant s'aventurer par terre se plaignent de la pratique assez rude. Les ponts sont en majorité en très mauvais état; sans vouloir critiquer l'état très accidenté de la route nationale.

L'état actuel de la RN2 fait que le voyage par la voie routière prend deux ou trois jours, ce qui peut paraître excessif pour certaines personnes ayant de nombreuses occupations.

Concernant la voie intérieure, la ville est traversée par une route principale goudronnée sur toute sa longueur (14 km environ) de l'aéroport à Andragnonangôzy. Mais actuellement, elle est en dégradation. Rappelons que le bitumage de cette route date de 1963. D'autres routes sont secondaires et houleuses.

1. 1. 1. 1. 6 Carte géographique de la zone de Maroantsetra

Carte n°1: Carte géographique de la zone de Maroantsetra

1. 1. 1. 2 Survol sur l'histoire de la zone¹

La découverte de la zone de Maroantsetra remonte il y a fort longtemps. Dès le quinzième siècle des navires étrangers, plus précisément en provenance de l'Europe, atteignaient la Baie d'Antongil. De par son emplacement qui lui méritait de devenir un port naturel, cette baie était un endroit de prédilection des marins étrangers, notamment portugais, hollandais et français.

L'île Nosy Mangabe a été découverte en 1503 par Diégo Fernandes Peteira qui y séjourna jusqu'à l'an 1504.

Plus tard, après l'abandon de cette région par les hollandais, la France grâce à la Société de l'Orient qui était devenu par la suite la Compagnie des Indes Orientales, avait établi un comptoir sur l'île de Nosy Mangabe.

Les Français, pour honorer celui qui dirigeait la France au temps de Louis XV, baptisaient le port de la baie d'Antongil par Port Choiseul.

Au dix-huitième siècle, le 15 février 1774 pour être plus précis, le baron Benyowski, aventurier polono hongrois qui obtenait le titre de «Commandant en île de Madagascar» et reçut l'ordre de régner sur l'île, créa un établissement à proximité du port de la baie d'Antongil appelé à l'époque par Port Choiseul qu'il baptisa Louisbourg. Faute de moyens pour réaliser ses ambitions et ses projets d'étendre ses pouvoirs sur l'île entière, ce baron obtint des navires et quelques matériels avec l'aide de l'Autriche, de l'Angleterre et des Etats-Unis. Cet aventurier revint dans la Grande Ile en 1785 et fonda un nouveau comptoir dans la Baie d'Antongil. Il fut tué le 17 mai 1786 par une escadre envoyée par le gouverneur de l'île de France. Cela permit aux armées du roi Radama I d'investir l'actuel emplacement de la ville et de s'en approprier.

De nombreuses sagaies eut été plantées par les armées afin de donner à l'adversaire Betsimisaraka l'impression d'une force importante. Ainsi serait fondé le nom Maroantsetra («*le lieu de nombreuses lances*»).

1. 1. 2 Population et sa composition démographique

Une étude du milieu humain mérite d'être accentuée de par la place qu'il occupe pour l'écotourisme. De ce fait, il importe d'avoir une connaissance sur la composition ethnique de la zone, de ses divers us et coutumes, de sa composition démographique; en bref tout ce qui est relatif à la population.

1. 1. 2. 1 Ethnies: une population essentiellement betsimisaraka

¹ Vincent, Verra, *Madagascar* 3ème édition, LE GUIDE, Carambole, 2002

Mis à part les étrangers, les dix huit ethnies existant dans la grande île y sont toutes représentées mais l'ethnie Betsimisaraka («*les nombreux inséparables*») prédomine¹ avec une proportion de l'ordre de 70% de la population. Par ordre d'importance, on cite d'autres ethnies telles que:

- Betsileo qui représente un taux de 18% de la population;
- Merina 8%;
- Antaisaka 1%;
- Sakalava 1.6%;
- Autres ethnies 1.4%.

La diversité ethnique que connaît cette zone ne présente aucun risque de conflits interethniques qui pourraient mettre en péril le projet d'écotourisme. En effet, outre les attraits de la zone, de par sa dotation d'une grande diversité de plantes que d'animaux, sa composition démographique apporte une valeur inestimable pour l'activité écotouristique qui y est présente. Et dépend de la qualité d'accueil octroyé par les gens locaux aux touristes y arrivant l'afflux de ces derniers.

Par ailleurs, la production de vannerie, fortement prisée des touristes et assurée par certaines couches de la population, donne une grande réputation aux *Antimaroa*. A ce sujet, citons la grande diversité de chapeaux tressés en raphia (*satroka rafia*) et de nattes en *penja* (*tsihy penja*) tant admirables une fois vernissés.

1. 1. 2. 2 La répartition de la population

La répartition de la population du district peut s'analyser :

- par milieu où les gens vivent;
- par commune;
- par âge et par sexe.

1. 1. 2. 2. 1 Répartition par milieu

En terme de milieu, la population peut être divisée en population urbaine d'un côté et celle rurale de l'autre.

Eu égard au sous développement de la zone, ce second groupe de population dispose une large proportion par rapport au premier; soit respectivement de l'ordre de 90% de la population totale du district contre 10%, celle de la population urbaine.

Cette répartition de la population est présentée par le tableau ci-dessous:

¹ Cela semble évident du fait que notre zone d'étude fait partie des districts de la province autonome de Toamasina, le territoire de ladite ethnie.

Tableau n°1: Répartition de la population par milieu (urbain et rural)

	0-5 ans	5-14 ans	15-59 ans	60 ans et+
Population urbaine	4 435	3 284	13 933	2 828
Population rurale	39 915	29 556	125 397	25 452

Source: Bureau de la population de Maroantsetra, Centre de district, 2006

Ceux, habitant dans le milieu rural, à l'âge de 15 à 59 ans représentent 46%, soit un peu moins de la moitié de la population au sein du district.

D'après les responsables du bureau de la population de Maroantsetra, on assiste ces dernières années à une ruée de la population rurale à destination de la commune urbaine.

1. 1. 2. 2. 2 Répartition par commune

Beaucoup plus détaillé, ce mode de répartition permet de voir la ou les communes qui ont le plus grand nombre d'habitants. Le tableau ci-dessous nous montre cette répartition.

Tableau n°2: Répartition de la population par commune

Communes	0-5 ans	6-14ans	15-59ans	60 ans et +	Total
Ambinanitelo	6198	4785	19653	3965	34601
Maroantsetra	4779	3690	15018	3060	26547
Ankofa	3855	2916	12015	2451	21237
Anjahana	3255	2339	9646	2003	17242
Anjanazana	2918	2229	9085	1857	16088
Androndrona	2865	2206	8999	1823	15893
Andranofotsy	2658	2065	8431	1822	14976
Manambolo	2701	2063	8330	1709	14803
Antakotako	2581	1981	8078	1632	14271
Mahalevona	2516	1938	7910	1603	13968
Voloïna	2219	1680	6856	1395	12151
Ankofabe	1518	1161	4754	974	8407
Rantabe	1357	1037	4129	858	7382
Anandrivola	1104	839	3422	696	6062
Antsirabe Sahatany	1072	835	3360	676	5943
Morafeno	1027	786	3224	657	5695
Ambodimanga	983	742	3053	620	5398
Ambanizana	746	574	2344	478	4142
Total	44351	33866	138310	28280	244806

Source: bureau de la population de Maroantsetra, 2007

On voit que la commune la plus peuplée est la commune rurale Ambinanitelo, suivie de la commune urbaine de Maroantsetra, et de la commune rurale d'Ankofa. La moins peuplée est la commune rurale Ambanizana.

La classe d'âge de 15 à 59 ans rassemble le plus grand nombre d'habitants et représente plus de la moitié de la population, soit de l'ordre de 56%.

1. 1. 2. 2. 3 Structure de la population

La prise en compte du sexe par classe d'âge de la population étudiée nous permettra d'aboutir à une analyse beaucoup plus concluante.

Nous allons alors tenir compte de la structure d'âge et du sexe de la population étudiée.

- *Structure d'âge*

L'âge de la population est divisé en quatre classes à savoir de 0 à 5 ans, de 5 à 14 ans, de 15 à 59 ans et de 60 ans et +. Le tableau ci-après nous présente cette structure d'âge de la population.

Tableau n°3: Structure d'âge de la population selon le sexe.

Tranche d'âges	Effectif		Pourcentage		Total par âge
	Masculin	Féminin	Masculin	Féminin	
0-5 ans	21 455	22 896	8,76	9,35	44351
6-14ans	16 381	17 485	6,69	7,14	33866
15-59 ans	66 902	71 408	27,33	29,17	138310
60 ans et +	13 626	14 654	5,57	5,99	28280
Total	118 377	126 429	48,36	51,64	244806

Source: tableau ci-dessus, 2007

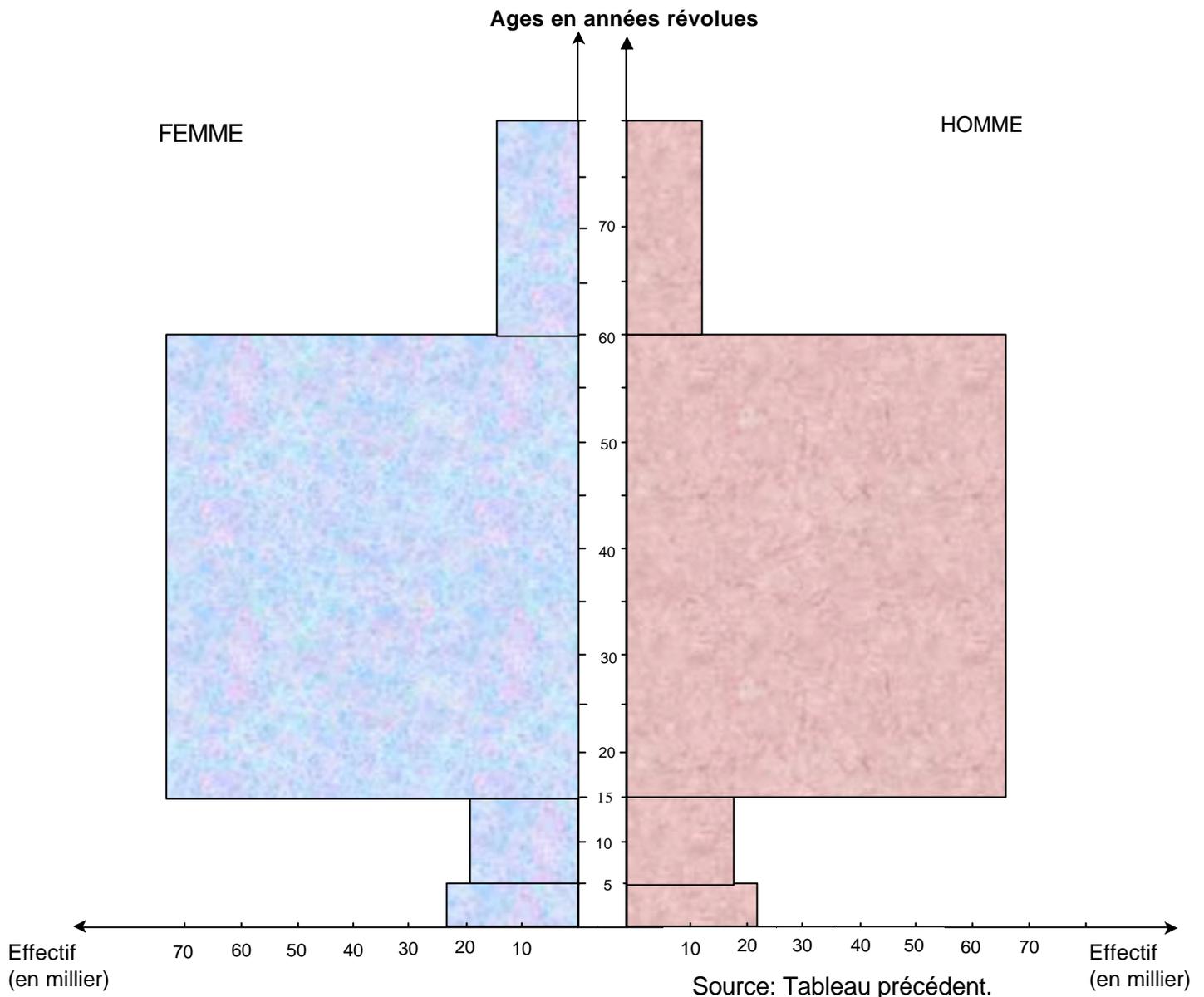
En comparant les effectifs de la population de chaque classe d'âges, l'on remarque que l'effectif de la classe de 15 à 59 ans vient en premier rang, suivi de la classe des enfants âgés de 0 à 5 ans. Et vient au final la classe des plus âgés de 60 ans et plus.

La case Total par âge s'obtient en additionnant l'effectif masculin à celui féminin de la classe d'âge correspondante. Quant au pourcentage de chaque classe, il est obtenu en rapportant à l'effectif de la classe lui correspondant au total général (244806).

Ce dernier tableau nous permet d'établir une pyramide des âges de la population du district de Maroantsetra qui sera présentée par le graphique ci-dessous.

- *Pyramide des âges*

Figure n°1: Pyramide des âges de la population de Maroantsetra 2007



On voit bien que la population de Maroantsetra est jeune car la classe d'âge [15-60] qui détient le plus grand nombre de population.

1.2 L'environnement de la zone

1.2.1 Environnement social

Auparavant, seul le secteur primaire occupait la majeure activité de la population. Et les Antimaroa s'occupent par la suite des secteurs d'activités de plus en plus diversifiés au point de réunir tous ceux existant à Madagascar.

Comme nous l'avons mentionné plus haut, grâce à l'existence de vastes étendues de plaines, les gens de cette localité vivent principalement de l'agriculture et de l'élevage. Et la pratique d'exploitation de forêt leur permet de se procurer de matières premières.

La vie sociale des Antimaroa est dominée par le *fihavanana* et cela s'explique par la forte proportion de gens d'ethnie Betsimisaraka qui y vivent.

Ce *fihavanana* (traduit littéralement par *amitié*) se pratique pour la recherche du bien-être. Cette façon se reflète par leur solidarité sur tous les plans, notamment au sein du domaine du travail. En effet, de nombreux vocables typiques de cette localité en sont les preuves, notamment :

le *findramana*, traduit littéralement par *emprunt* se pratique par l'échange de coup de main entre famille afin de se donner de l'aide. En d'autres termes, on sollicite l'assistance de membres de famille (grande famille) pour l'exécution d'une telle tâche en contre partie de laquelle le sollicitant (*tompon'asa*), afin de satisfaire les membres de famille sollicitées devrait octroyer un copieux repas muni d'un *betsabetsa*, boisson alcoolisée produite à partir de la canne à sucre et d'écorces, tant renommée sur la côte orientale de la Grande Ile.

Il importe de souligner que, de par son importance, la tâche à exécuter par le *findramana* demande au moins une journée.

1. 2. 1. 1 Us et coutumes: cultures présentes

Nous trouverons ici les croyances et traditions présentes dans ce district. Ainsi que nous avons mentionné plus haut, ce dernier est composé de quelques ethnies dont celle Betsimisaraka y est sans conteste la plus dominante. A cet effet, divers rituels auxquels les gens attachent une certaine importance y sont pratiqués.

1. 2. 1. 1. 1 La circoncision

Ce rituel est répandu dans plusieurs régions de la Grande Ile. D'ailleurs dans la tradition malagasy tout enfant mâle doit être circoncis afin d'acquérir sa virilité, mais bien entendu, sa pratique diffère également selon les régions. Ainsi, nous nous bornerons sur l'étude de pratiques de ce rituel au sein du district de Maroantsetra.

Appelé localement *Famosirana*, ce rituel réservé aux mâles, plus particulièrement aux enfants de sexe masculin, remonte loin dans le passé. Mais on l'attribue comme beaucoup d'autres coutumes importantes au roi ANDRIAMANELO (XVI^{ème} siècle) qui, comme le roi ANDRIANTOMPOKOINDRINDRA, ne faisait qu'enrichir ce rituel lors de la circoncision de ses deux fils RAMASY et RANORO.¹

¹ Histoire des Institutions, Envoi numéro 6, page 1, filière Droit 1^{ère} année CNTEMAD (Centre National de Télé-Enseignement Madagascar), 2005-2006.

Dans la zone, la cérémonie a lieu généralement durant la saison sèche et fraîche ; pendant l'hiver, plus particulièrement dans le courant des mois d'août et septembre au cours desquels les plaies se font rapidement guérir.

Il importe de souligner finalement qu'en dehors du respect de diverses cultures et traditions, la circoncision est utile du point de vue sanitaire.

1. 2. 1. 1. 2 Le «*famadihana*»

Ce rituel appelé «exhumation» consiste en un transfert d'ossements en les recouvrant par des «*lamba*» (linceul). En d'autres termes, cela se fait par le retrait des ossements du défunt de la terre où il était enseveli¹ et en le faisant rentrer dans une maison. Celle-ci n'est pas de même taille que celle des humains mais d'une taille beaucoup plus petite (*Hazo vato*).

De nombreuses circonstances peuvent engendrer la pratique du «*famadihana*»:

La première circonstance est lorsque le défunt n'a pu être enterré dans le tombeau de famille au moment du décès. Il appartient alors à ses proches vivants, quelques années plus tard, de le ramener au caveau familial.

Cette opération, réalisée pendant la saison sèche d'habitude dans le courant des mois de janvier, février, août et septembre, pour des raisons sanitaires, est toujours l'occasion de manifester sa joie et de fêter l'événement.

La deuxième circonstance s'impose aux vivants envers chaque défunt dans la conception religieuse traditionnelle malgache, puisque les vivants doivent honorer leurs ancêtres. On pense que longtemps enseveli l'ancêtre a froid et a donc besoin d'un nouveau linceul (*Lambahoany*).

La cérémonie du «*Famadihana*» est en principe fixée un certain nombre d'années après le décès (variant de 4 à 7 ans de la date du décès du défunt).

Notons que ce rituel ne devrait tenir lieu des jours de Lundi, Vendredi et Samedi, et ne se pratique que pendant le développement de la lune.

On pense que par le biais de l'exhumation que les morts retournent chez les vivants. La réalisation de ce rituel a une certaine importance aux *Antimaroa*. Cela est d'autant plus important à la famille organisatrice pour son honneur envers la société.

Ce rituel est une occasion pour les vivants de demander à leurs ancêtres des bénédictions, pour la santé, la réussite ou pour la richesse.

Bref, une solidarité familiale est ressentie lors du «*Famadihana*» au point de constater l'existence du respect du «*Fihavanana*».

1. 2. 1. 1. 3 Le «*Tsaboraha*» (*Rasa hariana*)

Après le *famadihana* on pratique le *Rasa hariana* pour demander aux ancêtres une bénédiction. En d'autres termes, seuls les défunts exhumés bénéficient de ce rituel. On pense

¹ Rappelons que l'essentiel des Antimaroa enterrent leurs défunts.

que, même exhumés, les ancêtres exigent encore leur part de richesses aux restes vivants. Ainsi appartient-il aux membres de la famille restant de procéder au «*Rasa hariana*» (Partage de biens) à moins de succomber aux diverses maladies voire périr leurs vies. La réalisation de cette pratique, pour l'essentiel des ethnies la pratiquant, est en raison de la crainte de risques consécutifs au manquement qui pourraient les subir.

Notons que cette cérémonie se pratique en famille et devrait être réalisée en présence des proches au titre de témoins

Elle devrait être mise sur pied à la même période que celle du *famadihana* (mois et jours).

Il importe de souligner entre temps que le «*Rasa hariana*» ne concerne que les adultes. La raison en est que chez les Malagasy, on pense que les enfants ne disposent encore de leurs propres biens, ce qui conduit à ce qu'ils ne bénéficient de partages de biens lors du «*Rasa hariana*».

Un zébu dont la tête est maintenue au sommet d'un «*Hazolahy*» ou «*Fisôkina*», est sacrifié à chaque cérémonie de «*Rasa hariana*»

1. 2. 1. 1. 4 Le «*Tsikafara*»

Ce genre de rituel, bien qu'en voie de disparition, est encore présent dans le district de Maroantsetra. Il consiste en une offrande de zébus aux ancêtres en reconnaissance de bénédictions dont on a bénéficié ou en raison de la réalisation d'un vœu.

Cette cérémonie ressemble au «*Tsaboraha*» avec cette différence qu'elle fait l'objet d'un remerciement des ancêtres pour avoir réalisé des vœux. A titre d'exemple, un couple désirant avoir des enfants fait un vœu, et un jour s'il en obtiendrait un, il procède au «*Tsikafara*» en sacrifiant un zébu.

1. 2. 1. 2 L'éducation et enseignement

L'enseignement dans le district de Maroantsetra se répartit en trois niveaux:

1.Niveau 1: l'enseignement primaire;

2.Niveau 2: les collèges;

3.Niveau 3: les lycées.

Ces deux derniers niveaux constituent l'enseignement secondaire.

1. 2. 1. 2. 1 L'enseignement primaire:

Ce premier niveau d'enseignement contient depuis lors le plus grand nombre d'élèves. Cela est d'ailleurs évident du moins par la suite de la mise en place de l'Education Pour Tous (EPT), projet élaboré par l'UNESCO et mis en application par ses pays membres dont Madagascar fait partie. Rappelons que ce programme envisage de faire fréquenter obligatoirement les écoles primaires par tous les enfants malgaches. Ce programme est accompagné de distribution annuelle de kits scolaires de nature à alléger les charges des

ménages ; lesquelles charges constituent de pierre d'achoppement de premier rang pour l'essentiel des ménages pour l'éducation de leurs enfants.

Cette année, l'on recense près de 190 établissements primaires dont 8 privés se répartissant au sein des dix-huit communes qui constituent ledit district. Et parmi ces établissements publics 41 (quarante et un) en sont assurés par la population locale. Cette contribution des parents d'élèves se fait par la fourniture des matériels et équipements pour la bonne marche de l'établissement scolaire.

Le tableau ci-dessous nous montre l'évolution des effectifs des élèves qui fréquentent l'école primaire, du nombre d'établissement ainsi que des enseignements du district.

Tableau n°4: L'enseignement primaire (niveau I) du district Maroantsetra

ANNEES	Nombre d'établissements		Effectifs d'élèves		Nombre d'enseignants	
	Publics	Privés	Publics	Privés	Publics	Privés
2004	146	7	38653	2318	524	51
2005	156	7	41928	2242	579	53
2006	172	7	44652	2104	761	57
2007	182	7	47652	1997	846	60

Source: CISCO Maroantsetra, 2007

De ce tableau, on constate une évolution respective des établissements tant privés que publics. Ces derniers ont connu une évolution assez frappante ces dernières années, évolution qui se situe de l'ordre de 10 à 13 établissements l'an. La raison en est la demande qui n'a cessé d'accroître ces dernières années vu l'accroissement de plus en plus grandissant d'enfants Antimaroa à l'âge d'entrer en classe. D'où la création d'autant plus nombreuse d'établissements.

De plus, le nombre d'élèves fréquentant l'école a connu une évolution sans cesse ces quatre dernières années. Cette augmentation, au mépris du secteur privé est considérable dans celui public avec un taux moyen annuel de l'ordre de 7.5%. Ce dernier a été de 8.5% en 2005 alors qu'il se situe à 6.5% en 2006 et de 6.7% l'année dernière.

Ainsi que l'on a souligné plus haut, à côté de l'augmentation incessante des élèves allant à l'école publique, ceux qui fréquentent celle privée ont connu une petite diminution.

Ce phénomène est dû aux mesures prises par le gouvernement malagasy depuis l'année 2003 ; une mesure selon laquelle l'Etat fournit annuellement de l'aide aux parents des élèves malagasy en leur octroyant des équipements scolaires (kits scolaires et tabliers). Et cela est dans le seul but d'en alléger la charge par la réduction voire la suppression de droits d'inscription dans les écoles primaires.

Cette assistance faite par l'Etat au profit des parents malagasy s'est auparavant limité aux élèves fréquentant les écoles primaires publiques et cela finit par la suite par concerner les écoles privées.

En somme, le taux de fréquentation d'écoles primaires ne cesse de croître année après année, ce qui amène le taux de scolarisation beaucoup plus élevé.

1. 2. 1. 2. 2 L'enseignement secondaire (les collèges):

L'effectif d'élèves à ce niveau est à l'évidence beaucoup plus inférieur à celui du primaire mais ceci étant, il demeure assez élevé. Les évolutions qu'a connues l'effectif des élèves et des établissements aussi bien privé que public ces quatre dernières années sont présentées par le tableau ci-dessous:

Tableau n°5: Les établissements secondaires avec les effectifs des enseignants et d'élèves.

Années	Etablissements		Effectifs d'élèves		Effectifs des enseignants	
	Public	Privé	Public	Privé	Public	Privé
2004	07	03	1 903	1 521	107	30
2005	07	04	2 129	1 702	81	32
2006	07	05	1 903	1 903	82	33
2007	07	06	2 129	2 129	85	35

Source: CISCO Maroantsetra, 2007

L'on constate une forte augmentation du nombre des élèves fréquentant ces établissements ces quatre années passées. Cette évolution est, comme nous pouvons le constater, beaucoup plus forte pour les élèves des écoles publiques que pour ceux des écoles privées. Mais il en est autrement en ce qui concerne l'évolution des établissements privés. En effet, contrairement aux établissements publics ne subissant annuellement aucune variation, ceux privés connaissent une évolution quoique moindre¹ au point d'atteindre six (06) établissements secondaires privés répartis au sein du district de Maroantsetra.

Par ailleurs, du côté des enseignants, ce groupe de personnels a connu une évolution dans les deux types d'établissements.

1. 2. 1. 3 La santé et l'hygiène

Comme la santé fait partie des clés de développement, il nous est nécessaire d'élargir notre recherche dans ce domaine.

¹ Soit un établissement créé par an.

1. 2. 1. 3. 1 Les infrastructures sanitaires

Maroantsetra est dotée d'un centre hospitalier de niveau 2 situé au centre ville de sa commune urbaine et quelques Centres de Santé de Base (CSB) de niveau 1 et 2. Ces centres sanitaires sont répartis au sein des communes rurales dudit district (voir tableau ci-contre).

Tableau n°6: Centres sanitaires du district de Maroantsetra

Centres sanitaires	Nombres
CHD2	01
CSB1	08
CSB2	16

Source: Centre hospitalier de Maroantsetra, 2007

Où:

CHD2: Centre Hospitalier du District, niveau 2 ;

CSB1: Centre de Santé de Base, niveau 1 ;

CSB2: Centre de Santé de Base, niveau 2.

Notons que ces centres sanitaires sont répartis dans des communes aussi bien rurales qu'urbaine.

Il est patent que le centre hospitalier du centre ville soit le mieux équipé vis-à-vis d'autres centres sanitaires de base. Cela tient en effet du fait que ces centres sanitaires sont dotés d'une manière inégale d'équipements médicaux par rapport à celui urbain. Celui-ci, de par son niveau et son emplacement, est doté d'un certain nombre de matériels médicaux beaucoup plus avancés et plus performants vis-à-vis d'autres centres sanitaires restants. Et à cela s'ajoute que seule la CHD2 de la commune urbaine de Maroantsetra est doté d'une chirurgie.

Du coup, son avancée tient également du fait que le centre hospitalier du centre ville dispose d'un plus grand nombre de personnel alors qu'au sein de certains centres sanitaires la carence en personnel se fait habituellement sentir.

Par ailleurs, la différence existant entre ces centres sanitaires se voit également à l'approvisionnement en médicaments. A cet égard, celui urbain est régulièrement approvisionné en certains médicaments de renom de base ; alors que d'autres CSB n'en ont pour l'essentiel que quelque peu.

Enfin, soulignons que parmi les dix-huit qui constituent le district de Maroantsetra, seules 12 d'entre-elles disposent d'au moins un centre sanitaire.

1. 2. 1. 3. 2 les maladies fréquentes

Etant donné que notre zone d'étude est un littoral chaud et pluvieux, quelques maladies à l'exemple du paludisme y sont endémiques. L'épidémie du paludisme constitue l'un des problèmes auxquels fait face annuellement la population locale. A cet effet, on observe que le nombre des malades atteints par cette maladie est d'autant plus grand que l'on éloigne le centre ville. La raison essentielle tient au fait que le niveau moyen d'instruction est à l'évidence d'autant

plus faible dans les communes rurales qu'au sein de l'unique commune urbaine. Ainsi constate-t-on que ces premières négligent les sensibilisations qui leur sont fournies en matière des mesures à prendre pour la prévention.

A cela, il convient d'ajouter que certaines d'autres maladies telles que la diarrhée, les IST (Infections Sexuellement Transmissibles), etc. y sont fréquentes.

1. 2. 1. 3. 3 Le personnel médical

Force est d'admettre que comme dans d'autres parties de la Grande Ile, cette zone connaît pareillement un problème de faiblesse d'effectifs en personnel médical. Celui-ci, réparti de façon inégale dans des communes de la zone, est en immense majorité de simples agents médicaux; rares sont les spécialistes ou du moins généralistes.

Cette insuffisance en personnel est d'autant plus ressentie au sein des communes rurales qu'au centre ville où se concentre une bonne part d'eux sans oublier l'afflux des généralistes, qui exercent leurs activités d'une manière indépendante en créant leur propre cabinet privé

De ce fait, l'insuffisance frappante en personnel médical, cumulée par l'augmentation sans cesse des prix des médicaments rend de plus en plus étriqué l'accès à la santé d'une large couche de la population de cette zone. Si bien que la pratique de la médecine traditionnelle par le biais des prises de plantes médicinales en décoction, etc. y constitue des monnaies courantes. Et cela est d'autant plus pratiqué en milieu rural qu'en milieu urbain.

1. 2. 1. 3. 4 L'accès à l'eau potable

La zone de Maroantsetra n'a jamais bénéficié de la distribution d'eau potable au sens propre du terme. La JIRAMA (Jiro sy Rano Malagasy) de cette zone n'a depuis lors fourni que de l'électricité dans les limites du centre ville, la commune urbaine.

Puiser de l'eau dans des puits auxquels n'ont accès que seuls les 30% des ménages de cette zone, constitue des pratiques courantes. De toute évidence, l'usage des puits se limite en majeure partie au centre urbain et à un certain nombre de villages. Mais malgré l'existence des puits dans plusieurs villages, la majeure partie de la population villageoise vit des cours d'eau et de la rivière tant pour l'alimentation que pour la propreté.

En d'autres termes, l'usage des puits est d'autant plus élevé au centre urbain qu'en milieu rural où les ménages puisent pour l'essentiel dans des rivières ou des cours d'eau.

A noter cependant qu'à l'heure actuelle la commune urbaine envisage de mettre sur pied la distribution d'eau potable pour tous ses quartiers urbains¹. En même temps, l'adduction d'eau potable dans plusieurs villages est en cours.

¹ Voir PCD (Plan Communal de Développement) de la Commune Urbaine de Maroantsetra, 2003

1. 2. 2 Environnement économique

Nous trouverons dans cette section les différents secteurs d'activités existant au sein du district.

1. 2. 2. 1 Les secteurs d'activités

Quoique minime en terme de volume, les secteurs d'activités présents au sein de ce district constituent la force vitale de l'économie de celui-ci. Le secteur informel y tient encore sa place. Parmi ces secteurs d'activités on pourrait en citer l'agriculture, la pêche, le commerce, et l'artisanat.

1. 2. 2. 1. 1 L'agriculture et la pêche

Malgré ses vocations touristiques, les producteurs y maintiennent leurs cultures traditionnelles. L'exploitation des terres s'y fait, comme dans beaucoup d'autres régions de la Grande Ile, sous formes d'exploitations familiales paysannes.

Les investissements d'une grande envergure dans ce secteur se font encore rares. Et la grande majorité des agriculteurs de cette zone pratique une agriculture de subsistance avec des cultures vivrières, qui occupent de petites surfaces.

Malgré la disponibilité en terres que connaît cette zone, son agriculture bute encore contre des difficultés, du fait de la sous-exploitation menée pour ce secteur. Cette sous-exploitation de l'agriculture s'explique par:

- Le manque de conseils et d'informations techniques pour ces producteurs ;
- Le maintien de techniques traditionnelles à faible rendement ;
- L'enclavement du district, ce qui augmenterait les prix des outils par le coût de transport élevé, et le faible pouvoir d'achats des agriculteurs rendant difficile leur accès aux intrants;
- Une très faible mécanisation voire inexistante ;

Concernant la culture vivrière, le riz a une très grande place en terme de production, puisqu'il rentre dans les habitudes alimentaires de l'ensemble de la population locale. Il sert par ailleurs de monnaie d'échange pour certaine famille productrice en vue d'acquérir des biens de consommation.

Le tableau ci-dessous nous présente la production de paddy ces quatre dernières années.

Tableau n°7: Production de paddy dans le district de Maroantsetra.

Années	2004	2005	2006	2007
Production de paddy (en tonne)	56.610	64.077	76.200	88.438

Source: Centre du district de Maroantsetra, 2006

Outre le riz, d'autres cultures vivrières y sont pratiquées telle que la culture de manioc, de patates douces, des maïs, des haricots, de banane, notamment. C'est la culture du maïs qui a le plus souffert. Cela se voit au volume de sa production qui ne connaît qu'une petite variation chaque année. La production de patate douce obtenue ces quatre dernières années ne cesse de décroître avec un taux moyen de 10% par an. Il en est de même pour celle de la banane et celle des brèdes. Cela est fortement ressenti dans ce district, ce qui en amène une forte augmentation de prix.

Soulignons qu'un manque de données pour la production de l'année de 2007 nous amène à appliquer le taux moyen d'accroissement de ces trois premières années pour sa prévision.

La culture maraîchère (tomate, petsai, salade, etc.) y est fortement pratiquée par la population.

Quant aux cultures de rente, ce district a également une certaine réputation, en particulier en matière de cultures d'exportation. Ces dernières prennent une assez grande place à la détermination de revenus des gens locaux. Il s'agit de la vanille, du café, du girofle, du cacao et des épices tels que la cannelle, le poivre...Malgré la crise en 2003 causée par une dépréciation de la qualité et la mauvaise foi de certains opérateurs non professionnels pour la filière, la vanille reste parmi les plus rémunérateurs de revenus des gens. Viennent ensuite le café et le girofle dont le prix a tendance à s'améliorer ces dernières années au point de se situer à 5000Ar le kilo lors de l'ouverture de la campagne de cette année.

D'autres cultures de rente y sont présentes comme le raphia mais dont la gestion n'est à l'heure actuelle faite que de façon rationnelle

La variation annuelle des prix de ces produits de rente ne décourage pas pour autant les agriculteurs, même si cela influe l'état de traitement de ces cultures fait par ceux-ci.

Bien que l'arboriculture ne fasse pas l'objet d'une grande exploitation, l'on pourrait trouver certaines cultures fruitières telles que l'ananas, le coco et le litchi, par exemple. Ces cultures sont exercées et pratiquées dans toutes les communes du district. A part le coco, le marché local est assuré par les 18 communes.

En raison de l'exiguïté de l'espace, l'élevage est peu développé à Maroantsetra.

L'élevage bovin se développe à une vitesse plus ou moins lente. A l'heure actuelle, ce district compte environ 750 têtes de zébus. Cet élevage est lié à la consommation en viande de la population et destiné au labour des terres et rizières. Il est également destiné aux diverses cérémonies requérant des bovins ainsi qu'au besoin touristique.

Pour pallier au manque de zébus, Maroantsetra en importe des districts voisins, en particulier celui de Mandritsara.

Par ailleurs, l'élevage porcin est également pratiqué par la population locale, et cela est plutôt réservé à la consommation journalière du district.

Quant à l'élevage de basse cour, l'essentiel des ménages possède une petite ferme traditionnelle. Cet élevage a beaucoup progressé ces dernières années avec l'arrivée de l'activité avicole (élevage de poules pondeuses, et des poulets de chair), qui est de plus en plus exercée par la population locale.

En matière de pêche, quoique sous-exploitée, celle-ci assure depuis lors la consommation locale. L'expansion de cette activité est pour l'essentiel liée à l'abondance de fleuves au sein du district si bien que le risque d'abandon de cette activité est loin d'être imaginable. D'ailleurs cette activité constitue un gagne pain de bon nombre de ménages, soit plus de 100 ménages environ qui l'exercent directement.

En somme, que ce soit dans l'agriculture ou au niveau de la pêche, l'exploitation n'atteint pas encore son ultime développement. Ainsi un système bien organisé mérite d'être mis en place pour ces activités.

1. 2. 2. 1. 2 L'artisanat et le commerce

Maroantsetra est depuis longtemps très renommée pour sa richesse artisanale. Elle regorge de variants arts tressés, comme le chapeau en *penja*, *raphia*, *via*, etc. ainsi que des nattes ou en *penja* ou en *orefo*¹, avec toutes leurs couleurs tant admirées par le public national que par les étrangers. La liste des objets fabriqués en vannerie est longue d'autant que le district en connaît d'une grande diversité.

Chaque commune exerce quelques-unes de ces activités artisanales, mais leur niveau d'exploitation diffère de l'une à l'autre. La commune urbaine est réputée grâce à son quartier Marogisa. C'est dans ce quartier que la population exerce le plus cette activité et où plus de la moitié des femmes savent tresser et pratique la vannerie à titre d'activité secondaire en complément de leur activité agricole. L'on constate que l'exercice de cette activité est d'autant plus accentué principalement pendant la période de soudure, c'est-à-dire en hiver. En matière de vannerie, le quartier Ambodivoafaho est loin de se faire oublier.

Par ailleurs, la commune urbaine est admirable par ses quartiers de fabrication de bateaux de mer en bois, c'est d'ailleurs le cas des quartiers Anjahamarina I, Androkaroka Sud ainsi qu'Ambatomasina Sud).

Quant aux communes rurales, elles disposent chacune leur propre potentialité. Parmi celles-ci l'on pourrait citer, à titre d'exemple, celles d'Ankofa, de Voloina.

Quant aux diverses sculptures, leur exploitation est encore à un très bas niveau. Seul la sculpture sur bois est pratiquée à Maroantsetra.

Quant au commerce, il s'est développé ces derniers temps; d'ailleurs cette ville est au bord de la mer et possède un port fluvial, tout cela la rend à vocation commerciale. Ceci étant, il est difficile d'avoir une statistique montrant l'effectif exact de tous les commerçants au sein du district, où le secteur informel gagne du terrain.

Notons que si seul le petit commerce a existé depuis lors, le gros commerce commence à se développer ces derniers temps. Et cela touche aussi bien la commune urbaine que celles rurales.

¹ *Penja*, *raphia*, *via*, etc. autant de matières premières indispensables pour le tressage de chapeaux, paniers ou de nattes ou de toutes autres choses.

CHAPITRE II

LA SITUATION DE L'ECOTOURISME A MAROANTSETRA

Maroantsetra peut satisfaire l'écotourisme par ses multiples atouts. Riche en zones naturelles pouvant attirer les visiteurs, ce district offre une multitude de merveilles. Parmi celles-ci nous citons le parc Masoala.

Avec son Parc national Masoala, englobant la réserve naturelle Nosy Mangabe et trois parcs marins, Maroantsetra est à même d'offrir à ses touristes sa biodiversité éblouissante ainsi que sa richesse inestimable en faune et flore.

2. 1 Les atouts de l'écotourisme de la zone

L'écotourisme fait partie des formes du tourisme qui occupent une plus grande place et représentent ensemble plus de la moitié des arrivées, plus précisément 58% de ces dernières¹.

2. 1. 1 Brèves précisions sur l'écotourisme

2. 1. 1. 1 Définitions et concepts

Nombre de définitions ont été avancées par divers auteurs au fur et à mesure que le tourisme se développe. En d'autres termes, « le phénomène touristique a généré une terminologie très riche et des concepts souvent assez proches les uns des autres, évoluant eux-mêmes en fonction des pratiques. Cette richesse terminologique est certes révélatrice d'un secteur dynamique traversé par les grands courants de pensée animant nos sociétés en questionnement permanent»²

Le concept d'écotourisme a vu le jour en Amérique du Nord dans les années quatre vingt, une fois rendu compte des risques causés par la sur fréquentation touristique de certains sites. En effet, le tourisme contribue sans aucun doute à la création des problèmes écologiques du fait de la fréquentation des touristes dans des milieux où la biodiversité est encore loin de la domination humaine, c'est-à-dire intacte ou peu perturbée. L'écotourisme a alors été créé pour

¹ Le tourisme à Madagascar, Fiche de synthèse, missions économiques, actualisation mars 2006, page 1.

² Dominique ZUPAN, Tourisme rural et de découverte, p 13, Province autonome de Toamasina, rapport de mission Tétrakys, décembre 2004,

pallier ces problèmes, plus particulièrement amoindrir les effets négatifs apportés par la fréquentation touristique.

La société internationale d'écotourisme a défini l'écotourisme comme « une forme de voyage responsable dans les espaces naturels qui contribue à la protection de l'environnement et au bien-être des populations locales ». Cette forme de voyage à destination des espaces naturels a de multiples objectifs. Parmi ces objectifs, nous relevons l'étude et l'admiration du paysage, des plantes et des animaux sauvages, l'étude de la biodiversité ainsi que de l'histoire naturelle et culturelle de l'environnement (diverses manifestations sont observables au sein de ces zones). Et tout cela est à la seule condition de ne pas altérer l'environnement mais aussi d'apporter des bénéfices de ces visites aux populations locales.

Ce type de tourisme se préoccupe en même temps de l'environnement et de la dimension humaine. D'une manière plus explicite et beaucoup plus complète, c'est une forme de tourisme consistant non seulement à visiter et à admirer le paysage, les plantes et animaux sauvages des zones naturelles mais également dans un seul but de les étudier.

Bon nombre d'auteurs apportent leurs propres définitions de cette terminologie. En voici quelques unes, récapitulées dans ce tableau ci-dessous:

Tableau n° 8: Diverses définitions de l'écotourisme selon les auteurs.

Auteurs et ouvrages	Définitions
Ceballos-Lascurin (1987), cité dans Boo	Forme de tourisme qui consiste à éviter des zones naturelles relativement intactes ou peu perturbées, dans le but d'étudier et d'admirer le paysage et les plantes et animaux sauvages qu'il abrite, de même que toute manifestation culturelle (passée et présente), observable dans ces zones
Ziffer (1989)	Forme de tourisme qui inspire avant tout de l'histoire naturelle d'une région, notamment de ses cultures autochtones, qui nécessite aussi une gestion active de la part du pays ou de la région d'accueil, qui prend l'engagement d'établir et de maintenir les sites de concert avec les résidents, d'assurer une commercialisation appropriée, d'assurer l'application de la réglementation et d'affecter les recettes de

	l'entreprise au financement de la gestion des terres et au développement communautaire
The International Ecotourism Society–TIES/Société Internationale d'Ecotourisme (1991)	Forme de voyage responsable, dans les espaces naturels, qui contribue à la protection de l'environnement et au bien être des populations locales.
Union mondiale pour la nature-UICN (1996)	Voyage responsable sur le plan environnemental et visite des milieux naturels relativement peu perturbés dans le but d'apprécier la nature - ainsi que toute manifestation culturelle passée ou présente observable de ces milieux-, encourageant et s'appuyant sur une participation active des populations locales dans le but de générer des avantages.
Honey (1999)	Voyage à destination de zones naturelles fragiles et intactes – habituellement des aires protégées – visant un effet négatif très limité, s'adressant la plupart du temps à des petits groupes, favorisant l'éducation des visiteurs, générant des fonds pour la conservation, supportant directement le développement économique des milieux d'accueil et la prise en charge du développement par les communautés locales et favorisant le respect des différentes cultures et des endroits humains.

Source: Bernard SAMIZAFY, Nelly RANDRIANARIVELO V. H.,
Ecotourisme, cas de Masoala, 2006

Ainsi, l'écotourisme ne se limite-il pas aux administrations de la beauté sereine de la région par l'observation des animaux sauvages et plantes du parc. Il s'étale dans de plus large domaine, plus particulièrement au développement de la région environnante du parc. Ceci se réalise par l'apport des ressources touristiques aux gens locaux sans pour autant laisser de côté l'idée de préserver l'aspect naturel de la région. A ce titre, l'écotourisme apporte une contribution à l'économie de la communauté locale.

De nombreux auteurs se penchent ces derniers temps à l'analyse du tourisme et ses diverses branches. Paul Sherman et John Dixon, deux économistes spécialistes de l'environnement expliquent qu'un projet d'écotourisme s'analyse sous deux angles : l'aspect financier et l'aspect social.

L'écotourisme se compare à une entreprise, un type d'exploitation des ressources permettant à long terme de répondre aux objectifs sociaux divers. En effet, l'exploitation des ressources, notamment naturelles devrait se conjuguer à leur préservation.

A Madagascar, l'écotourisme contribue à la mise en place de la politique de conservation de l'environnement. Pour cela, des mesures ont été prises lors de l'élaboration de la Politique Nationale de l'Environnement (PNE), du Plan d'Action Environnementale (PAE) définissant les stratégies, les règlements pour l'institution de l'écotourisme.

En matière d'écotourisme, force est de constater qu'il repose sur la mise sur pied d'aires protégées que nous aborderons.

2. 1. 1. 2 Les Aires Protégées à Madagascar

2. 1. 1. 2. 1 Définition

Le Code des Aires Protégées (COAP)¹ définit l'aire protégée comme «un territoire délimité terrestre, côtier, marin, eaux larges saumâtres et continentales ou aquatiques, dont les composantes présentent une valeur particulière et notamment biologique, historique, archéologique ou culturelle et qui, de ce fait, dans l'intérêt général, nécessite une préservation contre tout effet de dégradation naturelle et contre toute intervention artificielle susceptible d'en altérer l'aspect, la composition et l'évolution».²

Comme son nom l'indique, ces aires protégées sont instituées de manière à ralentir, et pourquoi pas anéantir l'exploitation abusive tant forestière qu'animale perpétrée par l'homme.

2. 1. 1. 2. 2 La classification des aires protégées

Elles sont classées en trois statuts bien distincts:

- Réserve Naturelle Intégrale (RNI) : aire représentative d'un écosystème particulier à l'intérieur de laquelle la faune et la flore se trouvent mieux protégées;
- Réserve Spéciale (RS) : aire créée principalement pour protéger un écosystème, un site périphérique, une espèce végétale ou animale particulière;

¹ ANGAP, plan de gestion du réseau des aires protégées de Madagascar, Antananarivo, mai 2001, page54

² Cette définition est élaborée par la loi n°97-012 du 06 juin, modifiée et complétée par certaines dispositions de la loi 90-033 du 21 décembre 1990 de la charte de l'environnement

· Parc national (PN): aire délimitée dans le but de protéger et conserver un patrimoine naturel ou culturel dans son origine tout en présentant un cadre éducatif et récréatif.

2. 1. 1. 2. 3 Les caractéristiques des aires protégées

Deux zones constituent une aire protégée, entre autre :

· La première appelée « noyau dur » est une zone sanctuaire d'intérêts divers tels que ceux biologique, culturel, historique, esthétique, morphologique et archéologique. A l'intérieur de cette zone sont préservées d'une façon intégrale la faune et la flore. La pénétration dans ce noyau dur étant strictement réglementée. Cette zone constitue de pierre angulaire du maintien de l'aire protégée puisqu'elle contient l'essentiel de richesses tant en faune qu'en flore qui fait la réputation de l'aire protégée en question.

· La deuxième, la zone tampon entoure la première. Dans cette zone, les activités sont limitées de façon à assurer une meilleure protection de l'aire protégée. Elle permet d'assurer une pérennisation à la préservation de l'aire protégée vis-à-vis de ses richesses.

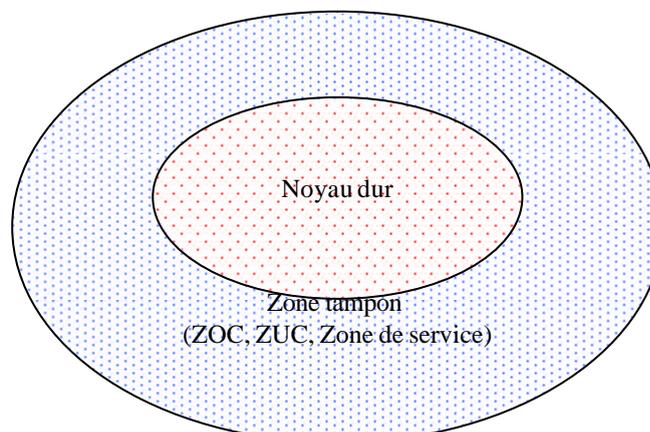
Cette seconde zone peut être composée:

- d'une zone d'occupation contrôlée (ZOC) : c'est une zone d'habitation des populations se situant à l'intérieur de l'aire protégée et existe avant la création du parc;
- d'une zone d'utilisation contrôlée (ZUC) : une zone au sein de laquelle est réglementée et contrôlée l'utilisation des ressources;
- enfin une dernière, de la zone de service, elle est destinée à l'implantation des infrastructures touristiques, éducatives ou fonctionnelles de l'Aire Protégée (AP).

De plus, deux autres zones se trouvant à l'extérieur de l'AP l'entourent, ce sont la zone de protection et celle périphérique. A noter que dans la première sont permises les activités agricoles ainsi que celles pastorales.

La norme de préservation des aires protégées devrait se présenter généralement ainsi qu'il suit:

Figure n°2: Présentation d'aire protégée



Et tout autour de la zone tampon ont lieu la zone périphérique et celle de protection.

2. 1. 1. 3 L'écotourisme dans les Aires Protégées

Comme nous l'avons déjà vu, l'écotourisme est lié à l'existence d'une aire protégée où la faune et flore sont beaucoup plus protégées et surveillées. Cela est dû au contrôle fait par les agents du parc (les gardes d'aires protégées assermentés). Ces derniers ont d'énormes pouvoirs à l'intérieur du parc, entre autre la poursuite en cas des infractions commises par les visiteurs. Ils ont qualité pour prévenir, rechercher, constater et poursuivre les auteurs des infractions qui ont été commises à l'intérieur de l'aire protégée. Bref, à travers des règles établies au sein du parc et ce sont par le biais des pouvoirs de sanction dont disposent les agents du parc que l'on oriente les comportements des gens venus en visite du milieu.

2. 1. 1. 3. 1 Les principaux rôles des Aires Protégées

Tel que nous l'avons déjà vu auparavant, les aires protégées présentent des rôles divers.

En premier lieu, elles ont pour vocation la conservation de la biodiversité dans son état lors de la création du parc. Cette conservation vise à préserver l'aire protégée contre diverses sortes de dégradations soit du fait de l'action humaine, soit du fait des cataclysmes naturels. Elle permet de partager le patrimoine naturel et culturel aux générations futures. Cette politique de conservation de la zone, par la protection de l'intégrité écologique devrait se faire selon le principe de durabilité écologique.

De plus, les aires protégées font souvent l'objet de recherches biologiques; des chercheurs venant du monde entier viennent faire des recherches sur le botanique et sur la faune présents au sein de la zone protégée. A l'aboutissement de leurs recherches, ils présentent leurs rapports auprès de l'organisme gestionnaire de l'AP (aire protégée). Le peuple Malagasy devrait, selon le COAP (Code de gestion des Aires Protégées), tirer profit de ces recherches effectuées au sein des aires protégées se trouvant sur le territoire national¹. Les conditions de ces recherches, de leur utilisation ainsi que le bénéfice de leurs résultats sont établies entre l'institution de recherche et l'organisme gestionnaire.

A cet effet, ces recherches contribuent d'une manière large à la valorisation de la biodiversité étudiée. Elles permettent la mise en valeur du patrimoine naturel et du patrimoine culturel de la zone avoisinant l'aire protégée.

De surcroît, ces Aires Protégées ont pour vocation l'éducation et la récréation des citoyens. Le personnel du parc devrait dans la mesure du possible informer, amuser par diverses activités

¹ Les principes stratégiques de la loi n° 2001-005 du 11 février portant CODE DE GESTION DES AIRES PROTEGEES

récréatives mises sur pieds, intéresser et éduquer les visiteurs du parc. Comme nous le savons, l'éducation est un outil majeur de conservation de la biodiversité. Elle consiste à faire apprécier, à faire comprendre la valeur inestimable du patrimoine naturel et culturel et à faire adopter des pratiques respectueuses de ce patrimoine en facilitant l'accès du public aux Aires Protégées. En même temps, l'éducation consiste à l'appréciation des aires protégées par la mise en place d'aménagements appropriés au sein du parc. Cela se réalise par le biais des interprétations et animations présentes au sein de l'Aire Protégée, de manière à donner des informations sur ce qu'il y a à voir et à faire, de même qu'à expliquer les raisons de la création de la réserve.

Enfin mais non de moindre, les Aires Protégées ont pour vocation la promotion de l'écotourisme et contribuent au développement économique et social durable. Sans aucun doute, elles apportent des pierres à l'édifice au développement des communautés riveraines et par la suite au développement de l'économie régionale et nationale. D'une part, divers droits¹, notamment des droits d'entrée, des droits de recherche, des droits de propriété intellectuelle et des droits de filmage sont perçus aux divers groupes de visiteurs du parc et la moitié est destinée à la population riveraine. D'autre part, les touristes qui sont venus et séjournent dans la localité y injectent un surplus de moyens monétaires en vue d'améliorer le niveau de vie des habitants.

Soulignons finalement que l'orientation et la mise en valeur de ces Aires Protégées se font selon les modes de vie et les besoins des populations riveraines de celles-ci.

Bref, comme aires de récréations, d'appui majeur au développement du tourisme et à la création d'entreprises respectueuses de l'environnement et de lieux privilégiés pour les recherches biologiques, les Aires Protégées de par leur gestion doivent promouvoir le développement de l'écotourisme qui se caractérise par son souci de la conservation de la nature et ses retombées bénéfiques sur les populations locales, sans leur apporter l'acculturation.

2. 1. 1. 3. 2 Atouts de l'écotourisme dans les Aires Protégées

L'écotourisme est une activité touristique qui justifie et valorise les Aires Protégées. Il prône l'éducation environnementale lors du passage des visiteurs. En effet, la venue des visiteurs dans le parc valorise la biodiversité, ce qui favorise la prise de conscience du moins pour les visiteurs ainsi que leurs entourages des grandeurs et valeurs inégalées de la biodiversité que l'aire protégée détient.

Bref, l'écotourisme est lié à l'existence d'une aire protégée ainsi que de la richesse culturelle locale. Les coûts et bénéfices de cette branche du tourisme sont énormes; ce sont notamment:

¹ Les tarifs en vigueur de ces divers droits sont relatés dans l'annexe.

- de l'éducation environnementale;
- des apports de revenus pour la localité du fait de l'injection de nouveaux moyens financiers apportés par les touristes par l'effet multiplicateur de revenu (voir plus loin);
- de l'échange culturel. L'arrivée des touristes permet aux gens locaux une ouverture à de plus larges horizons;
- de la création d'emplois du fait de différentes activités liées à l'activité touristique;
- de la conservation et de l'amélioration de la biodiversité, ce qui la valorise de plus en plus.

2. 1. 2 Présentation des Aires protégées de la zone

Maroantsetra est dotée de deux Aires Protégées; l'une le Parc National Masoala et l'autre la réserve spéciale Nosy Mangabe.

Le parc national Masoala se situe au Nord-Est de Madagascar et dont une partie est comprise dans le district de Maroantsetra. D'une manière plus exacte, la presqu'île Masoala s'étend de la latitude 15.27' S à 15.59' S et de la longitude 49.54'E à 50.30'E. Ce parc est limité à l'Ouest par la Baie d'Antongil et par l'Océan Indien à l'Est. Il est à cheval entre la région Analanjirofo de son côté Ouest et celle SAVA pour sa partie Est.

Il a une superficie totale de 240.520 hectares et est composé de huit aires différentes¹:

- une grande parcelle terrestre couverte de zone forestière d'une superficie de 227.020 hectares;
- une parcelle détachée d'Andranoalanana ayant une superficie de 1.300 hectares;
- une parcelle détachée d'Andranomainty de 1.060 hectares de superficie;
- une parcelle détachée de Beankora d'une superficie de 620 hectares;
- trois parcelles marines de superficie totale de 10.000 hectares, dont 3.600 hectares pour le parc marin Tampolo, 3.300 hectares pour celui Ambodilaitry, et le reste pour celui de Tanjona;
- et enfin la huitième aire est la réserve Spéciale de Nosy Mangabe d'une superficie de 520 hectares.

Soulignons que la huitième aire du parc remplit les conditions d'aires protégées à tel point d'être qualifiée de réserve spéciale, qui n'est qu'une des trois sortes d'aires protégées. Ainsi nous la prendrons dans notre analyse à l'écart de celle du parc national Masoala.

2. 1. 2. 1 Le survol historique des Aires Protégées

¹ Bernard, Sambizafy, Nelly Randrianarivelo, *Ecotourisme: cas de Masoala*, Ariane tourism Institute, 2003 p.18.

Les deux aires protégées ne sont pas créées dans une même année. L'une, dénommée parc Masoala comporte une partie terrestre et une partie marine.

2. 1. 2. 1. 1 Parc national Masoala¹

Depuis longtemps une grande exploitation se faisait dans la forêt du parc Masoala. Cela est dû au fait qu'au cours du 19^{ème} siècle on commença à réaliser le potentiel économique de sa région. La première scierie de Masoala a été installée en 1850 par un dénommé Hardwick Wilson, originaire de l'île Maurice pour l'exploitation de forêt à l'intérieur des terres depuis Angotsy ou Cap Est à l'heure actuelle. Dès 1887, de plus en plus de gigantesques concessions pour l'exploitation du bois ont été délivrées par les autorités malgaches; relevons à titre d'exemple la concession forestière de 2500 kilomètres carrés obtenue par le Créole Mauricien Désiré Maigrot, consul d'Italie; d'autres concessions au britannique Kingdom et à deux Mauriciens, Thomé et Cayeux. Toutes ces concessions ont été octroyées à une contrepartie: 20% du bois abattu, un tiers des récoltes de caoutchouc et 10% des taxes d'exportation devraient être versés au profit de l'Etat.

En 1896, quand les Français s'emparèrent du pouvoir, l'exploitation du bois des forêts était pratiquée sur la péninsule, de même pour celle du latex, pour la production de gomme. Cette exploitation commerciale de bois précieux tels que l'ébène, le palissandre et le bois de rose, se poursuivit et s'est amplifié sous l'administration française.

C'est en 1927 qu'une première surface de forêt pluviale de 277 kilomètres carrés a fait l'objet d'une protection. Néanmoins en 1964, ladite protection a été abrogée par les autorités malgaches, qui ont autorisé à nouveau l'abattage des arbres. Ainsi, l'entreprise Grand Moulin de Dakar se mit à détruire la forêt par des méthodes d'exploitation radicales. Au bout de quelques années, la péninsule semble avoir été complètement déboisée. En 1996, la société malaisienne Timber Master a même demandé l'autorisation d'abattre toute la forêt de Masoala.

Heureusement, le gouvernement s'est opposé à ce projet et a décidé de protéger la forêt. C'est ainsi qu'est né, en 1997, le parc national Masoala. Les petites exploitations forestières et de scieries existant à un nombre restreint ne produisent du bois que pour le marché indigène illicite.

2. 1. 2. 1. 2 Réserve spéciale Nosy Mangabe²

¹ Alex Rubel, Matthew Hatchell, Tames Mackinnon, Priska Ketterer, *Maasoala, œil de la forêt*, TH. GUT VERLAG, p. 67.

² Ibid.

Les premiers hommes venant de l'autre côté de l'océan indien, s'établirent à Madagascar entre le sixième et le huitième siècle après Jésus Christ. Mais Wright conclue, grâce à ses recherches, que Nosy mangabe fût visitée par l'homme pour la première fois au 8^{ème} siècle.

L'anthropologie effectuée dans les années soixante témoigne que c'est à Nosy Mangabe qu'était découverte la première occupation humaine sur Madagascar. Cette première peuplade est considérée comme des ancêtres des Malgaches. Leur place à cette époque était appelée Antanangasy, un endroit servant d'abris pour les pêcheurs vivant aux alentours de la baie d'Antogil surpris de mauvais temps en mer. Cette île a subi par la suite d'énorme développement et l'exploitation humaine a donc laissé un impact sur ses forêts depuis presque plus de 1200 ans.

Au 16ème et 17ème siècles, les Hollandais sont les peuples européens les plus nombreux dans cet endroit qui établissaient une base sur cette île. Cela était fait dans le seul but de faciliter l'exportation d'esclaves vers leur colonie en Afrique du Sud, Indonésie et l'île Maurice. Ils ont signé plus tard un accord avec le «Roi d'Antogil», qui leur a accordé le monopole sur l'exportation d'esclaves provenant de la région. Ce traité fixait qu'il appartenait au Roi de livrer les esclaves aux Hollandais à Nosy Mangabe.

A l'heure actuelle les écritures de ces marins hollandais demeurent encore gravées sur des rochers et encore visibles, avec la gravure trouvée par les hommes de Lancaster, se trouvent sur la plage baptisée aujourd'hui la «plage des Hollandais».

On remarque plus tard que Nosy Mangabe est appelée Nosy Be dans le contrat établi en 1642 ; et dans des documents plus récents, elle est aussi appelée Nosy Marosy et Ile Marotte.

Vers le milieu de 18ème siècle, l'île de Nosy Mangabe est transformée en un compte français d'origine polonaise, le compte de Benyowski, servant de place de quarantaine pendant son passage dans l'endroit. Cette île est baptisée à cette époque par ce français en «île d'Aiguillon».

2. 1. 2. 2 Faune et flore des Aires Protégées de la zone

Ainsi que nous l'avons vu plus haut, le parc national Masoala regorge d'une multitude de richesses tant en faune qu'en flore. Cela est confirmé par le fait que ce parc est considéré par beaucoup de gens comme le «dernier paradis naturel Malgache¹».

En matière de la faune, ce parc est riche en au moins onze espèces de lémuriens, à titre d'exemple: makis, hapalémurs, microcèbes et varis. L'île de Nosy Mangabe abrite des varis à pelage noir et blanc alors que ceux à pelage roux habitent à proximité du centre de recherche

¹ La forêt pluviale de Masoala au zoo de Zurich, Guide des visiteurs, p.3, Zoo Zürich, 164 pages.

d'Andranobe. Le hasard vous donne l'occasion d'observer sur l'île de Nosy Mangabe le Aye-aye. En matière de mammifères nocturnes, l'on pourrait observer les tanrecs.

Par ailleurs, en terme d'oiseaux typiques de Masoala , l'on pourrait citer le coua, le calicalis malgache, la perroquet *vazaha*, le hibou rouge, le pygargue de Madagascar.

Vivant sur le feuillage et les troncs d'arbres, il y existe des reptiles et amphibiens tels que les caméléons, des geckos diurnes, des geckos à queue plate. Une large variante de grenouilles à l'image de grenouille tomate hante aussi bien la ville de Maroantsetra que le parc national.

Les 3 réserves marines par sa richesse en récifs coralliens offrent une multitude variée de poissons si on ne cite que les 22 espèces de dauphins y existant. On y trouve également le courant des mois d'août les mégaptères (les baleines à bosse) avec leurs jeunes.

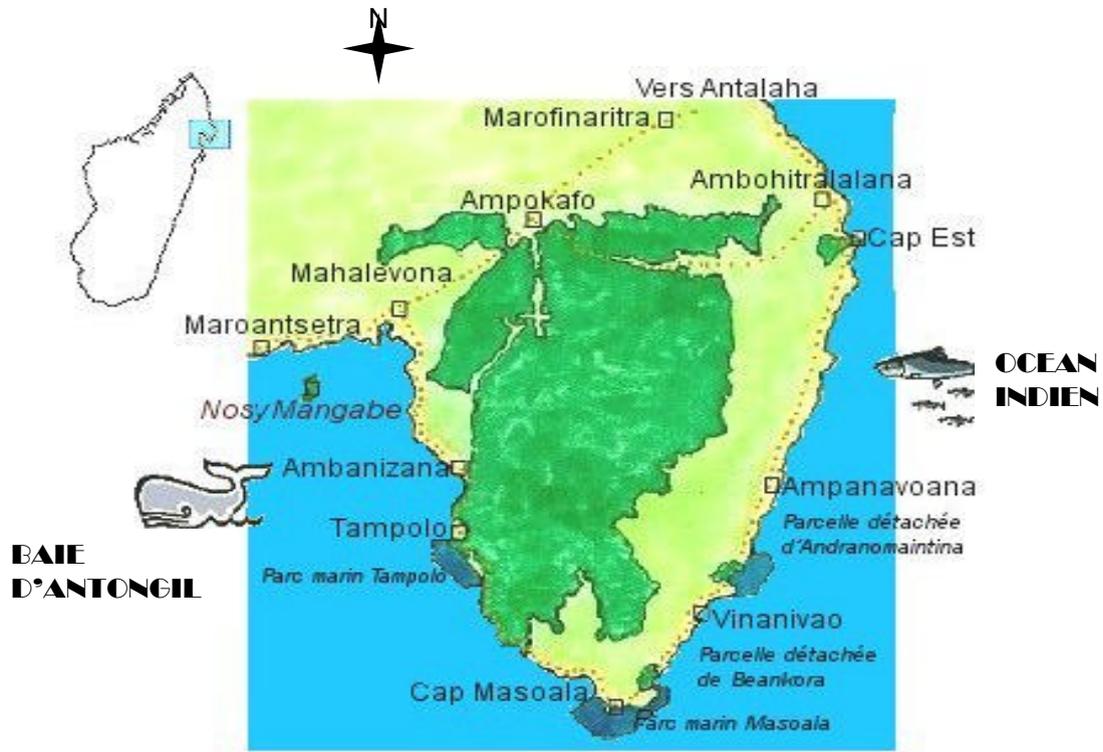
Comme le parc national Masoala dispose d'une forêt tropicale humide, la diversité d'espèces y est énorme. Il en est de même en matière de flore:

De la famille de cactacée ce parc abrite de cactus gui (*Rhipsalis baccifera*), de la famille de Pontédériacée, il y existe le jacinthe d'eau (*Eichhornia crassipes*). Quant il s'agit d'orchidées, le parc en est riche par plusieurs espèces tels que l'étoile de Madagascar (*Angraecum sesquipedale*) de la famille des orchidacées ; parmi les orchidées du genre *Angraecum*, le parc national offre et abrite l'*Angraecum vietchii*, l'*Aerangis biloba*, Vanillier (*Vanillia planifolia*), orchidacée. Ces orchidées dont l'essentiel est constitué par des épiphytes c'est-à-dire qui croissent directement sur les troncs et sur les grosses branches, sont des plantes ornementales très appréciées par beaucoup.

A tout cela, on pourrait ajouter l'igname sauvage (*Dioscorea quaternata*) et l'igname à bulbilles (*Dioscorea bulbifera*) tous deux famille de Dioscoracées; sans oublier le poivrier (*Piper nigrum*) Piperacée.

2. 1. 2. 3 Carte des Aires Protégées de la zone

Carte n°2: Carte de complexe des aires protégées Masoala



Source: www.masoala.org

2. 1. 3 Infrastructure touristique dans la zone

Nous parlerons dans cette rubrique de tous les équipements touristiques présents au sein du district de Maroantsetra. Cela prend en compte tous les parcs hôteliers et divers restaurants implantés au centre ville mais également ceux qui sont mis sur pieds à l'intérieur du parc.

La majorité de ces hôtels et restaurants suivent le plan d'urbanisme de la commune urbaine et respectent le paysage naturel bien qu'ils utilisent pour l'essentiel des matériaux locaux. Ainsi la majorité des hôtels qui y sont implantés offrent à leurs visiteurs des chambres de bungalows dont la toiture est en *ravinala*¹ de manière à respecter l'architecture locale.

Tout cela va également pour les infrastructures implantées au sein du site éco touristique qu'est le parc national Masoala. En effet, l'aménagement du site éco touristique devrait suivre certains objectifs et règles précis, à savoir:

- la protection des beautés naturelles dont la conservation constitue un facteur primordial d'attraction du parc;

¹ *Ravinala*: feuille de *ravinala* séchée servant de la toiture dans la localité. Précisons ici que, localement l'arbre et sa feuille sont tous deux appelés par *ravinala*.

- la réalisation sur la base d'objectifs et de plan arrêtés au préalable, d'un certain nombre d'activités et d'investissements propres à entraîner le développement complexe de toutes les valeurs qui constituent le parc;

- l'inventaire des ressources qui rendent le parc beaucoup plus attractif et prioritaire;

- la viabilisation de ce parc et la réalisation des infrastructures et de divers équipements à l'intérieur de celui-ci. Il s'agit de faire une analyse détaillée des différents potentiels du site et d'apporter des réponses tout en considérant l'ensemble de la problématique environnementale, physique, socioculturelle et économique que l'on pourrait rencontrer au sein de ce parc. A titre d'exemple, il est nécessaire aux opérateurs locaux de recourir à l'établissement des bungalows pour servir d'hébergement des visiteurs à l'intérieur du site. Cela importe à des conditions de respecter l'architecture locale d'un côté et de respecter le paysage naturel par l'utilisation des matériaux locaux, de l'autre.

2. 1. 3. 1 Les prestations touristiques de la zone

Les prestations en matière touristique s'exercent sous plusieurs formes. Elles touchent des domaines très larges.

2. 1. 3. 1. 1 Les parcs hôteliers

Le parc hôtelier de Maroantsetra est constitué de plus d'une quinzaine d'hôtels dont la plupart se trouve au sein de la commune urbaine, le reste se trouve au sein du parc Masoala. Certes, il existe des petits hôtels dans d'autres communes à l'exemple de la commune d'Anjahana; mais ceux-là en forment un petit groupe dont la capacité d'accueil est très limitée du fait de leur insuffisance en chambres. La majorité d'entre ces petits hôtels exercent leurs activités d'une manière informelle.

Cela dit, l'on recense à l'heure actuelle environ une quinzaine d'hôtels présents au sein du district de Maroantsetra, dont l'essentiel est de classification *ravinala*¹. La catégorie maximale est de 3 étoiles, catégorie à laquelle appartiennent deux hôtels à savoir Le Relais de Masoala et Masoala Resort. Ce dernier vient d'ouvrir récemment ses portes.

Le problème majeur auquel est confrontée la majorité des hôtels de Maroantsetra est la non classification. L'on recense à l'heure actuelle un bon nombre d'hôtels de catégories confondues et réparties au sein du district:

¹ Rappelons que les établissements touristiques sont classés de un à trois *ravinala* et de une à cinq étoiles selon leur degré d'équipement, de confort, de qualité de service et enfin selon le niveau de qualification du personnel (pour de plus amples informations veuillez voir le Code du tourisme)

Tableau n°9: Les établissements touristiques au sein du district de Maroantsetra

Dénomination	Catégorie (Classe)	Nombre de chambres	Nombre de couverts
HR Restaurant du centre	Ravinala	12	20
HR Ebène	2 ravinala	2b.d, 2d.s	16
HR La Pagode	En attente	12	50
Antongil	Ravinala	8	–
HR Relais de Masoala	3 étoiles	15	144
HR Coco Beach	Ravinala	15	103
Vatsy hôtel	Ravinala	11	10
Ecolodge Chez Aroi	En attente	8	20
HR Maroa hôtel	3 ravinala	6	120
Tampolo Lodge	2 ravinala	6 b.d	20
HR Le Glacier	Ravinala	6	16
Masoala resort	3 étoiles	13	60

Source: Enquête réalisée sur terrain, GOTMM, 2007

La ville de Maroantsetra est dotée de douze hôtels faisant un nombre total de 93 chambres. Ainsi mentionné dans ce tableau précédent, les chambres existant pour ces hôtels sont généralement des bungalows dispersés indépendamment les uns des autres.

Certes il existe également d'autres petits hôtels dotés de chambres ou bungalows simples dans les petits villages de certaines communes rurales de ce district. L'on pourrait citer à titre d'exemple Mahalevona, Fizonon, Ampokafo, Ankovana, etc. et leur capacité d'accueil est très limitée. De ce fait, le niveau de leur équipement demeure encore à une échelle très basse à tel point que les toilettes de certaines d'entre elles sont toutes traditionnelles et encore communes.

2. 1. 3. 1. 2 La restauration

Rares sont les établissements réservés uniquement à la restauration. Les restaurants sont souvent liés à des établissements d'hébergement; les hôtels sont à la fois des restaurants et disposent d'une catégorie unique. Cela dit, vu les nombres de couverts de ces différents hôtels, force est de constater que ce type d'activité ne cesse de se développer ces dernières années.

La raison tangible en est la profusion de nouveaux restaurants ces deux dernières années.

2. 1. 3. 1. 3 Les écolodges

Le code du tourisme en son article 48 définit l'écolodge comme un établissement d'hébergement implanté à la périphérie des sites éco touristiques. A cet effet, cet établissement d'hébergement est lié à l'existence d'une aire protégée.

▪ *Principes et concept*

Ces principes sont légions. Il s'agit notamment de:

- rehausser et améliorer le paysage;
- utiliser les énergies renouvelables;
- traiter les déchets organiques et eaux de vannes;
- prévoir de l'espace pour l'interaction sociale et la communion avec la nature;
- avoir généralement pour cible les petits groupes;

En somme, l'exploitation d'écolodge doit se faire dans le respect de l'environnement et ne laisser de traces dans le parc que des empreintes de pas des visiteurs.

▪ *Types d'écolodge*

On peut classer les écolodges en deux types selon leur mode de gestion, à savoir :

○ L'écolodge à gestion privée

Ce type d'écolodge est géré par une entité privée. C'est ce type d'écolodge qui se trouve présent à l'heure actuelle aux alentours du parc Masoala. Il s'agit entre autres de Tampolo lodge, du Forest lodge et Chez Arol. Ce dernier est à la fois un écolodge, un hôtel et un restaurant.

○ L'écolodge à gestion communautaire

Il appartient à la communauté précise d'assurer la gestion de ce second type d'établissement d'hébergement.

2. 1. 3. 2 Les équipements touristiques dans les A.P. de la zone

2. 1. 3. 2. 1 Les parcs marins

Le parc Masoala offre à ses visiteurs l'occasion d'apprécier la beauté de la forêt encore intacte qui s'étend jusqu'au bord de la mer. En plus de cette forêt très étendue d'altitude de plus

de 1000 mètres jusqu'à la mer, il leur offre également l'occasion d'admirer ses trois parcs marins. Soulignons notamment qu'il existe au total quatre parcs marins dans la Grande Ile, le parc Masoala en abrite trois.

- *Le parc marin de Tampolo*

Ce parc marin qui se trouve dans la commune rurale Ambanizana se situe sur le côté Est de la baie d'Antongil ; entre les embouchures de deux rivières Ambodiforaha et Antalavia.

Il est délimité par une ligne droite située à 3 kilomètres de la côte et a une superficie totale de 3600 hectares. Son noyau dur s'étend sur près de 200 hectares.

La visite de ce parc marin donne l'accès aux quatre sites touristiques à savoir les parcs d'Antalavia, de Maroantoka, d'Ambatomanasy et au final celui d'Anaravana. Et s'ajoutant à ceux-ci un site culturel qui se trouve à Nosy Ndrenja, un îlot où se place un tombeau de la population vivant dans les parages. Ce parc marin est favorable aux plongées sous-marines que ce soit en apnée ou en bouteille et pour les promenades en kayak, auxquels s'ajoutent les promenades en forêt primaire et longeant la plage.

Par ailleurs, il est également tant prisé par les touristes que par les pêcheurs pour deux raisons. La première est du fait qu'on voit encore à Antalavia la trace du «Grand Moulin de Dakar» qui y était installé il y a plus d'une quarantaine d'années. La seconde raison pour les pêcheurs est que Tampolo est une zone de pêche inégalée et est facilement accessible par navigation de Maroantsetra

- *Le parc marin Ambodilaitry*

Se trouvant dans la commune rurale Vinanivao, il se situe plus précisément entre l'embouchure de la rivière Beankora et la pointe Rantafay.

Ce parc marin est délimité par la barrière récifale et la plus haute marée du côté de la terre. Il est le plus riche en biodiversité de ces trois réserves marines du parc Masoala et a une superficie de 3.300 hectares, y compris les dix petits îlots tels que Nosy Tsomanga, Nosy ratsy, Nosy Bevorondoha, Nosy Behentona, Nosy Ndavibe, Nosy Nanto, Nosy Tsiry, Nosy Bakaka, Nosy Namalazana et Nosy Nepato.

Certains de ces îlots constituent de très intéressants et admirables sites. Il s'agit notamment du cas de Nosy Behento, Nosy Bakaka, Nosy Tsiry auxquels doivent s'ajouter le Passe de Ambatomikopaka, et le Passe d'Ambodilaitry.

Notons en plus que, ce parc est favorable aux travaux de recherches scientifiques et aux visites éco touristiques que ce soit pour la plongée en apnée ou en bouteille ainsi qu'aux promenades en kayak. Ses belles plages sont également attrayantes pour les promenades

touristiques. En somme, ce parc offre également aux visiteurs une observation panoramique à partir du vieux phare abandonné ainsi qu'une observation inoubliable des baleines à bosse dans le courant de mois de juillet et août.

- *Le parc marin Tanjona*

Se trouvant dans la commune rurale Ampanavaona, c'est le parc qui se situe le plus au Nord. Il s'étend sur une surface de 3100 hectares. Une grande diversité de récifs coralliens avec des petits atolls, de champs de phanérogames de mer et une assez importante bande de forêt de palétuvier longeant la côte.

Cette réserve marine s'étend de la pointe de cap Tanjona jusqu'à une distance de 300 mètres au Sud de l'embouchure de la rivière Anjanazana.

Deux sites touristiques prennent existence au sein de ce parc. Il s'agit du cas du récif de Halamisampana et de la forêt de mangrove.

2. 1. 3. 2. 2 Les terrains de camping

Faisant partie des établissements d'hébergement, le terrain de camping se définit, selon l'article 52 du Code du tourisme, comme étant un terrain privé ou public mis à la disposition de campeurs pour les recevoir dont les caractéristiques et les conditions d'implantation sont définies par voie d'arrêté.

Il existe deux types de terrains de camping qualifiés aussi d'aires de pique-nique:

- *Terrains de camping de destination*

Ils permettent d'organiser un campement et d'accueillir les visiteurs potentiels durant un certain nombre de jours.

- *Terrains de camping d'intégration*

Ces terrains sont souvent associés à d'autres activités tels que le parcours d'itinéraires de randonnées ou la visite de sites éloignés des villages, etc., ou nécessaires à l'exercice de certains services tels que la patrouille de contrôle, le suivi écologique.

Ce second type de terrain de camping est souvent rencontré au niveau de grandes boucles de sentier botanique.

2. 1. 3. 2. 3 Les circuits touristiques

Les pistes touristiques se définissent comme des pistes créées au sein du parc tout en respectant les zones d'activités dressées dans le plan de gestion de Masoala. Ils permettent aux touristes de circuler à l'intérieur du parc de manière à observer sa richesse et sa beauté. C'est par le biais de différents circuits présents que le produit principal du parc sera présenté aux visiteurs du site.

A Madagascar il existe différents types de circuits touristiques que nous pouvons grouper en trois types.

- *Les circuits « découverte classique »*

Ce type de circuit donne aux touristes l'occasion de faire des visites culturelles, des étapes balnéaires, la découverte des paysages du parc et la visite systématique d'au moins une aire protégée, qui est un produit touristique numéro un pour la totalité des Tours Opérateurs de Madagascar.

Ils représentent une proportion de 60% environ de l'activité touristique globale de la Grande Ile.

- *Les circuits « aventure »*

Ce second type de circuits est beaucoup plus orienté vers l'admiration de la nature, tout en proposant éventuellement aux visiteurs de passer des nuits en bivouac, de pratiquer des transports parfois longs et pénibles. Et tout cela est dans un seul but d'essayer de permettre aux visiteurs touristiques plus de randonnée que celle existant dans les circuits classiques.

Ces circuits, du fait qu'ils sont peu accessibles, sont de préférence réservés aux régions moins fréquentées par les touristes.

- *Les circuits naturalistes spécialisés*

Constituant le troisième type de circuits touristiques, les circuits touristiques spécialisés qui sont des circuits touristiques à thèmes telles que l'observation ornithologique, la découverte des orchidées, etc., sont souvent organisés eu égard les demandes des groupes de naturalistes venus visiter l'Aire Protégée.

Pour les circuits présents au sein du parc Masoala, quatre facteurs¹ déterminants doivent être pris en compte pour leur élaboration.

✓ Le premier facteur c'est la grande valeur intrinsèque de leurs produits qui ne sont que de la forêt avec sa faune et la mer. L'on présente aux touristes leur état primitif ou leur état naturel éloigné de modifications ou de dominations humaines de nature à leur aider à oublier tout derrière eux une fois introduits au sein du parc;

✓ Vient en second lieu l'image du parc: selon les points de vue des visiteurs, cette image se juge par les caractères primitif, mystérieux, isolé et enfin spacieux;

✓ La possibilité de réaliser des interprétations des objets qui peuvent sembler intéressants aux touristes tout en essayant de respecter le plus possible des sujets d'interprétation. A ajouter à cela, la possibilité de développer les circuits à offrir aux visiteurs en préservant l'image du parc qui se matérialise par une mise sur pied des infrastructures d'accueil et des supports de communication;

✓ Le développement de divers circuits dans le respect des zones d'activité touristique à faible et à haute densité définies par le Plan de Gestion.

Au sein du Cap Masoala, différents circuits se ramifient; il s'agit notamment de:

- *Circuit «aventure»*

Il regroupe les trajets de grandes randonnées. C'est un circuit assez rude qui demande une certaine aptitude physique ainsi qu'une disponibilité de temps chez les visiteurs.

Trois trajets différents existent à Masoala:

- L'axe Maroantsetra-Masoala

Découverte de différents villages et le mode de subsistance des habitants, leur culture de rente (café, vanille, girofle, etc.) et leur culture vivrière (riz, banane, manioc, etc.).

- L'axe Maroantsetra-Cap-Est

Découverte de différents villages avec le mode de subsistance des habitants, leur culture vivrière, et leur culture de rente.

- Le tour de la presqu'île

Le tour de la presqu'île Masoala longeant le bord de la mer permet aux visiteurs de découvrir la biodiversité terrestre et marine du parc ainsi que la beauté sans égale des paysages

¹ Cf. Plan de service du CAP Masoala, p.25

forestier et côtier. Il permet également de faire constater aux visiteurs les grandes menaces qui pèsent sur l'écosystème de Masoala.

▪ *Circuit «île de Nosy Mangabe»*

Ce circuit permet aux touristes de visiter la Réserve Spéciale de Nosy Mangabe. Ainsi mentionné précédemment, cette île résume en elle seule une partie de l'histoire, de la culture, et de la biodiversité de Masoala. Facilement accessible par bateau rapide, cette réserve donne aux visiteurs l'occasion de visiter certains sites intéressants. L'on peut en citer entre autres:

- la plage des Hollandais, ainsi nommée de par ses grands rochers sur lesquels sont gravées les écritures des Hollandais de passage dans l'île vers le 17ème siècle ;
- le cimetière Betsimisaraka;
- le phare;
- la plage allant de la zone d'accueil à Antanangasy.

▪ *Circuit «baleine à bosse»*

Ce circuit offre aux visiteurs la possibilité de faire une observation touristique de baleines à bosse dans la Baie d'Antongil ainsi qu'autour de l'île de Nosy Mangabe.

Force est de constater que l'exploitation de ce circuit ne se fait pas tout au long de l'année mais se limite à quelque mois, en particulier à la fin du mois de juillet et au début du mois d'août lors de la «fête de la baleine», l'un des festivals de cette localité.

▪ *Circuit «forêt littorale»*

Ce circuit favorise des balades forestières et celles sur la plage dans la partie ouest de Masoala.

▪ *Circuit «plante carnivore»*

Ce circuit se trouve dans la parcelle détachée d'Andranoala, tout près de Cap-Est. Ainsi que nous l'avons déjà souligné plus haut, le parc Masoala est réputé par sa richesse en plantes carnivores, ce qui fait l'objet du thème de ce circuit.

- *Circuit «découverte marine»*

Ce circuit permet aux visiteurs du parc de découvrir la faune et la flore marines de Masoala et d'admirer la beauté du paysage de la côte de Masoala (les mangroves, les forêts littorales, etc.).

- *Tourisme scientifique*

La recherche scientifique figure également parmi les motifs de visite du parc par bon nombre de touristes. Cela est en raison de sa diversité biologique, terrestre et marine exceptionnelle favorisée par l'état péninsulaire de Masoala. Cette diversité exceptionnelle se voit à travers la richesse de la presqu'île que ce soit en terme de faune et flore mais également du point de vue endémique.

Ce tourisme ne constitue pas de circuit touristique en tant que tel, doté de trajet tout tracé mais c'est un créneau méritant d'être développé.

2. 1. 4 La fréquentation touristique

Parmi les touristes qui sont venus visiter l'Aire Protégée de Maroantsetra, rares sont ceux qui ont pu revenir le même jour. Ils y séjournent au moins une journée vu l'isolation du district et du coup eu égard les difficultés des moyens d'y accéder.

Si la durée moyenne de séjours des touristes est de l'ordre de 15 jours au niveau national, cela varie en moyenne de 2 à 3 jours¹ dans la zone.

La raison de cette courte visite est en premier lieu l'exiguïté de la zone et de sa pauvreté en activité de plaisir ainsi qu'en manifestations culturelle et touristique.

2. 1. 5 Le profil de la clientèle touristique

Vu la statistique des visiteurs, on peut sans conteste souligner que ceux-ci sont de différentes nationalités, allant de la nationalité américaine à la nationalité israélienne.

Soulignons tout de même que parmi ces diverses nationalités, celles qui occupent les trois premiers rangs en terme de pourcentage, en dehors des touristes nationaux, sont respectivement les Allemands, les Américains et les Suisse. Et ce n'est qu'en quatrième lieu que figurent les visiteurs français.

Bref, la zone se voit ouverte aux étrangers de différentes nationalités.

Le tableau ci-dessous nous montre la statistique de visiteurs du parc l'année de 2007 durant.

¹ Selon l'enquête menée auprès des divers établissements touristiques dans la zone.

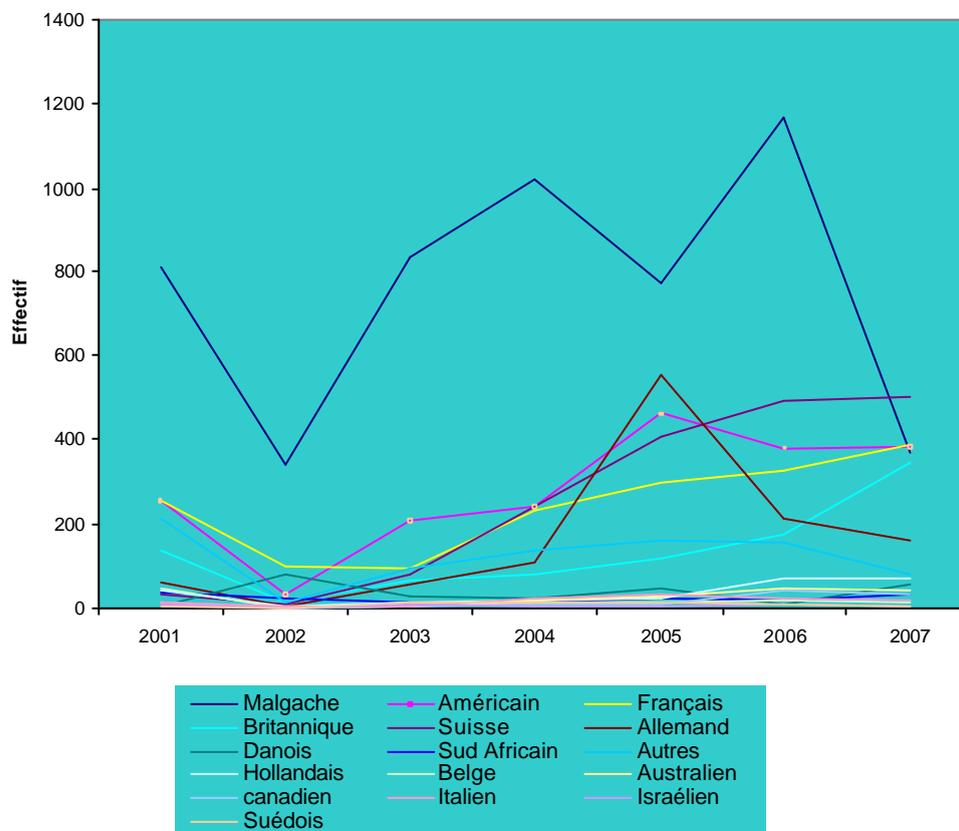
Tableau n°10: Les visiteurs du Parc national Masoala de 2001 à 2007 par nationalité.

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Malgache	810	339	835	1 017	777	1163	371
Américain	257	33	205	245	461	380	385
Français	256	96	94	230	300	328	388
Britannique	136	17	63	81	117	176	345
Suisse	31	10	81	245	408	496	503
Allemand	60	6	55	111	556	217	161
Danois	6	83	29	24	50	9	56
Sud Africain	37	26	17	13	25	21	32
Autres	213	14	92	136	164	159	80
Hollandais	42	4	13	19	24	68	75
Belge	50	0	5	16	16	21	15
Australien	14	1	9	21	27	49	41
canadien	16	2	6	9	8	44	31
Italien	12	5	5	25	32	26	22
Israélien	9	2	7	4	4	9	6
Suédois	4	0	11	12	18	7	4
Total	1 953	638	1 527	2 208	2 987	3 173	2 515

Source: ANGAP Maroantsetra, 2007

Pour une meilleure illustration de ce tableau, il nous importe d'en établir la graphique ci-dessous.

Figure n°3: Les visiteurs de Masoala de 2001 à 2007 selon leurs nationalités



Source: tableau dernier.

En lisant cette graphique, l'on peut constater que les visiteurs Malagasy détiennent en terme de pourcentage le record. Ils sont composés de ceux venus de loin en visite de la zone mais à côté de cela, ceux de la région avoisinant la zone représentent une part considérable.

2. 2 Les obstacles de l'évolution de l'écotourisme dans la zone

De nombreux facteurs constituent les pierres d'achoppement au développement des activités éco touristiques dans la zone. Il s'agit entre autres de:

2. 2. 1 Un manque grandissant d'infrastructures d'accueil

Non seulement que la majorité des établissements touristiques ne sont pas classés et ne répondent à aucune norme internationale mais également leur capacité d'accueil demeure faible. En effet, les hôtels sont pour l'essentiel dotés de chambres en bungalows pour l'accueil de leurs clients alors que cela exige un large espace pour pouvoir accueillir de plus en plus de clientèle. Si bien que la plupart des hôtels avec le nombre de leur chambre ne franchissant pas la barre d'une vingtaine se résignent à pouvoir accueillir un nombre limité de clients. Le district de Maroantsetra compte au total environ 93 chambres d'hôtels.

2. 2. 2 Un manque flagrant de personnel qualifié

La faiblesse de qualification des membres du personnel des établissements touristiques de la zone constitue également l'un des facteurs de blocage du développement des activités éco touristiques de la zone. En effet, rares sont les employés des hôtels et des restaurants qui ont suivi des études en hôtellerie ou en restauration des filières de tourisme des divers centres de formation et universitaires de la Grande Ile. Bref, un manque de professionnalisme règne au sein du personnel hôtelier et des restaurants.

Cette faiblesse de qualification au niveau du personnel se constate surtout en terme de langues dont la barrière se constate pour la majorité d'entre eux. Quoi qu'il en soit, à l'heure actuelle de plus en plus de langues étrangères sont parlées au sein de ces établissements touristiques.

Soulignons au final que cette insuffisance en ressources humaines qualifiées se conjugue avec la difficulté de trouver des formations pluridisciplinaires.

2. 2. 3 L'approvisionnement limité de la zone

Le problème d'approvisionnement en denrées frappe les établissements touristiques de la zone. Puisque la majorité des denrées à l'exemple des légumes sont importées de Tamatave par

voie maritime. Le frais de cabotage fait partie des facteurs qui suscitent l'élévation de prix de diverses marchandises. Il est de l'ordre de 500 Ariary le kilo de Tamatave à Maroantsetra.

En outre, l'électricité ne couvre que la ville de Maroantsetra ; or certains hôtels sont implantés à l'écart de la ville, ce qui les amène à utiliser des groupes électrogènes en dépit de l'évolution sans cesse de prix du carburant.

2. 2. 4 La faiblesse de niveau de communication et de sécurité

Auparavant, toute communication était assurée par le service de la poste et de la communication. Vu sa capacité, les communications sont très souvent perturbées voire annulées. Il arrive souvent que des clients voulant se renseigner auprès des gens de Maroantsetra se découragent et laissent tomber leur projet.

Ces trois dernières années, les opérateurs de téléphonies mobiles sont implantés à Maroantsetra. Il s'agit de *Zain* auparavant appelé par *Madacom* puis *Celstel*, *Orange* et il y a très peu l'opérateur *Telma*. S'ajoutant aux deux premiers opérateurs le *Telma* vient d'ouvrir ses portes avec son téléphone mobile et son téléphone fixe.

Toujours est-il, cette ouverture de la zone demeure encore limitée; en raison d'un nombre limité d'établissements possédant une liaison Internet. Si bien que la documentation via Internet y est encore difficile pour ne pas dire impossible pour la population de masse. Une lueur d'espoir repose sur cette arrivée de l'opérateur de téléphonie *Telma*.

Pour ce qui est de la sécurité, elle est plutôt instable, ce qui est caractéristique d'une ville commerciale. Ceci étant dit, le niveau de l'insécurité de la zone n'en reste pas moins faible en comparaison avec celui des autres parties de la grande Ile.

2. 2. 5 L'absence d'infrastructures de base

Ainsi souligné dans le chapitre précédent, Maroantsetra possède un centre hospitalier du district niveau 2 (CHD 2) et un certain nombre de centres de santé de base de niveau 2 (CSB 2). Pourtant, une insuffisance en médicaments reste le caractère commun de ces centres sanitaires. Si bien que tomber malade de passage dans cette localité serait un risque grave pour les touristes. A cela s'ajoute le problème d'évacuation des malades en raison des insuffisances d'offres de place dans le transport aérien.

De plus, depuis lors le district de Maroantsetra n'a jamais connu aucune distribution d'eau potable. Un projet de distribution de celle-ci y est déjà envisagé mais sa réalisation tarde à voir le jour de telle sorte que des problèmes de diarrhée y demeurent encore chaque année difficilement insurmontables.

A cela s'ajoute un manquement aux règles d'hygiène au niveau de la vie quotidienne du district. Une immense frange de ménages ne se dote encore de leur propre latrine.

Du coup, comme la commune urbaine est la seule commune du district qui dispose un faible niveau de système d'enlèvement d'ordures, la pollution fait sa règle au sein de la majorité des communes aussi bien rurales qu'urbaine de Maroantsetra. Des jets des détritrus dans tout coin font l'une des mauvaises habitudes de la population, qui est la première responsable de la pollution comme dans d'autres régions de la Grande Ile.

Du côté des autres infrastructures telles que le pont, celui-ci est à l'heure actuelle coupé ou ruiné, ce qui ternit l'image touristique du centre ville de Maroantsetra. A cela s'ajoute le délabrement de la principale et unique route goudronnée du district. Bref, l'urbanisme, qui constitue en principe une force motrice de l'image touristique d'une ville, prend du retard pour ainsi dire dans ce district.

2. 2. 6 La desserte de la zone

Trois raisons amènent Maroantsetra parmi les districts enclavés. Les trois moyens qui existent pour y accéder ont tous leurs propres faiblesses.

2. 2. 6. 1 Les liaisons aériennes

L'aérodrome de Maroantsetra connaît une limite qui ne peut pas accueillir des avions de grandes tailles à l'exemple de Boeing ni les accueillir pendant la nuit faute de balises.

De surcroît, les réservations de places restent encore des problèmes surtout lors de la haute saison où la liaison aérienne fait l'objet d'une grande saturation.

Quant aux tarifs de transports, ces derniers sont présentés par le tableau ci dessous:

Tableau n°11: Tarifs des transports reliant Tamatave avec le district de Maroantsetra

SAISON	Aller direct ou faisant escale à Antalaha		Via Tananarive	
	Haute saison	Basse saison	Haute saison	Basse saison
Classe affaire	324.700	299.700	380.700	355.700
Classe économique	274.700	254.700	330.700	310.700

Source: Air Madagascar Tamatave I, 2008 (*Unité monétaire Ariary*).

Concernant la fréquentation de vols, l'Air Madagascar relie ce district avec l'ancien centre provincial des Betsimisaraka par trois vols dont l'un via Tananarive et deux vols directs.

2. 2. 6. 2 Les liaisons maritimes

Les naufrages constituaient l'un des accidents et risques auxquels la population locale encoure depuis de bon nombre d'années. Si voyager par voies maritimes était une pratique courante de la population de cette zone, ce qui l'encoure aux grands risques, cela a diminué après la note du gouvernement qui consiste à empêcher le transport des passagers par les bateaux assurant régulièrement l'approvisionnement en marchandises du district.

Les voyages sont fréquents pourvu que le climat soit serein.

2. 2. 6. 3 les liaisons routières

La RN5 qui assure l'ouverture du district de Maroantsetra avec Mananara Nord et d'autres villes de la région Analanjirofo demeure à son état secondaire depuis longtemps.

Le voyage par cette voie dont le frais se situe au niveau de 80.000 Ariary, peut prendre de deux à quatre journées.

Soulignons que la prise de cette voie s'avère parfois trop risquée selon les saisons; cela est dû au délabrement des routes pendant l'été et aux ponts mal entretenus.

Maroantsetra, avec sa richesse en faune et en flore, est un district qui a de fortes potentialités touristique et agricole.

Malgré son enclavement qui ne date pas d'hier, avec divers établissements touristiques présents, cette zone est capable d'offrir à ses visiteurs et à ses touristes des accueils chaleureux et respectueux.

**Partie II: LES INCIDENCES SOCIO-ECONOMIQUES DE L'ECOTOURISME
ET LES PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT**

Un secteur en forte domination dans l'économie de l'essentiel des pays en voie de développement, le tourisme, en particulier l'écotourisme, qui est l'une des plus grandes branches, a des impacts au développement d'un pays ainsi que d'une zone.

Ces impacts tant négatifs que positifs sont nombreux, allant des impacts environnementaux, économiques, à des impacts socioculturels.

Pourtant de nombreux facteurs entravent le bon développement de ce secteur. Face à tous ces obstacles et contraintes, l'on se demande alors s'il y aurait une issue afin que l'écotourisme apporte des bénéfices pour une grande majorité de population de Maroantsetra mais non plus réservé au bénéfice de quelques opérateurs touristiques.

CHAPITRE I

LES INCIDENCES DE L'ECOTOURISME AU SEIN DE LA ZONE DE MAROANTSETRA

Dans ce chapitre, nous évoquerons les impacts que les activités écotouristiques ont pu apporter au sein de la zone de Maroantsetra. Ces impacts sont divers.

En effet, nous essayerons de voir, dans la première section, en quoi l'écotourisme contribue au développement d'un pays ou d'une zone; puis nous terminerons ce chapitre en essayant de relater les impacts réels (socio-économiques et culturels) des activités écotouristiques au sein dudit district

1. 1 La contribution de l'écotourisme au développement socio-économique de la zone

Il est sans conteste que l'écotourisme contribue au développement socio-économique de la zone. Cette contribution au développement est partagée par l'essentiel des branches du tourisme. Pour ce qui est de l'écotourisme, cela se vérifie à travers des impacts qu'il apporte par le biais des établissements touristiques de toute sorte, leur création d'emploi et leur contribution en amélioration de pouvoir d'achat des agriculteurs, qui les approvisionnent.

Avant d'analyser les impacts de l'écotourisme dans la zone, essayons de voir ce que sont les croissance et développement avec leurs divers indicateurs.

1. 1. 1 Croissance et développement socio-économique

1. 1. 1. 1 La croissance économique

1. 1. 1. 1. 1 Définition et signification de «croissance»

«Pour l'économie nationale, la croissance est une augmentation sur une longue période du produit national brut réel par tête.....L'apparition de la croissance exige des structures mentales, économiques et sociales aptes à la soutenir»¹. Le produit national s'obtient par la division du produit national brut (PNB), qui est la somme de valeurs de tous les produits et services générés par l'économie d'un pays au cours d'une année, par l'effectif total de la population.

¹ Lexique d'économie, 7^e édition 2002, dir. Ahmed Silem et Jean Marie Albertini, DALLOZ

$$\text{PNB/tête} = \frac{\text{PNB}}{\text{Nombre de population}}$$

En terme statistique, le PNB par tête est le produit moyen d'un individu.
La croissance peut être intensive ou extensive.

1. 1. 1. 1. 2 Croissance extensive

On parle d'une croissance extensive lorsque la production croît au même rythme que la croissance démographique avec le revenu par tête stagnant. C'est une croissance par accroissement des capacités de production passant par l'accroissement des facteurs de production. D'une autre manière, c'est une augmentation du *Produit Intérieur Brut (PIB)* réel due à l'augmentation du volume des facteurs de production.

1. 1. 1. 1. 3 Croissance intensive

Par contre, la croissance est dite intensive lorsque l'augmentation du PIB réel n'étant pas due à une augmentation de volume des facteurs de production mais à des gains de productivité obtenus par des changements structurels, l'amélioration de la qualité, la rationalisation des méthodes, etc.; bref, par l'utilisation des facteurs de production d'une manière beaucoup plus efficiente. En particulier, il y a croissance intensive si la production croît à un rythme supérieur au nombre de la population. Ce qui accroît le revenu par tête. Des conditions comme stabilité politique, investissement dans les secteurs productifs suivi d'une amélioration en qualité et en quantité des facteurs de production suivi d'une politique favorable aux investissements s'avèrent nécessaires.

1. 1. 1. 2 Le développement socio-économique

Le développement pour un pays, se définit par la « combinaison des changements mentaux et sociaux d'une population qui la rendent apte à faire croître cumulativement et durablement, son produit réel global »¹ De cette définition, nous pouvons tirer les deux principaux caractères du développement à savoir durable qui "dure au moins deux générations"² et cumulatif.

Lié à l'augmentation du niveau de vie de la population, le développement est un phénomène qualificatif irréversible.

¹ F. Perroux in Lexique d'économie, 7^e édition 2002, dir. Ahmed Silem et Jean Marie Albertini, DALLOZ, p.225-226

² Higgins, "Economic development", 1ère édition, 1959, p. 199

1. 1. 1. 2. 1 Le développement social selon l'UNESCO

L'UNESCO¹ a toujours soutenu que le développement est un processus global, ce qui est partagé par la communauté internationale à l'heure actuelle. Au-delà de la croissance économique, qui est un moteur et non une fin en soi, «le développement est avant tout social 2». Il est ainsi étroitement lié à la paix, aux droits de l'homme, à l'exercice démocratique du pouvoir, à l'environnement, à la culture et au style de vie, bref à l'amélioration de niveau de vie de la population. La modification de comportement est la clé des changements de structures apportés par le développement. Et, pour transformer le comportement quotidien individuel ou collectif, il faut «sensibiliser l'opinion publique à la globalité et la complexité des principaux enjeux et de promouvoir un esprit de solidarité³».

En effet, l'action pour le développement social doit viser les principaux objectifs suivants:

- ✓ créer des capacités endogènes c'est-à-dire mettre en valeur des ressources humaines, une rénovation approfondie du contenu de l'enseignement et des systèmes éducatifs à tous les niveaux, transfert et partage de connaissances aussi bien à l'intérieur du pays qu'entre pays;
- ✓ combattre efficacement la pauvreté et l'exclusion en assurant la participation de la population au développement social;
- ✓ intégrer les facteurs culturels à des stratégies de développement équilibré et prendre dûment en considération les contextes historiques, sociaux et culturels de chaque société. Il s'agit d'une condition essentielle pour assurer un développement social et durable ;
- ✓ promouvoir une nouvelle vision de l'emploi et du travail dans le cadre plus large du concept de « vie active » afin d'édifier sur cette base une société solidaire ;
- ✓ améliorer la qualité de vie de la population rurale sur le plan de l'éducation et accroître leur niveau de revenu en favorisant les activités productives et génératrices de revenus;
- ✓ promouvoir la sensibilisation à l'environnement et la participation de la population à l'utilisation équitable et rationnelle des ressources existantes et surtout à l'utilisation des énergies renouvelables;
- ✓ mettre en valeur et partager équitablement les ressources que constituent la science et la technologie;
- ✓ mettre au service du développement social les possibilités qu'offrent les réseaux de communication et l'informatique ;
- ✓ promouvoir les compétences endogènes en matière d'élaboration, d'évaluation et de gestion des politiques sociales.

1 United Nations Educational, Scientific and Cultural Organisation

2 Extrait de la « Note d'orientation présentée par le Directeur de l'UNESCO en vue de la préparation du sommet mondial pour le développement social » (Copenhague, Danemark, 6-12 mars 1995) Paris 29 juillet 1994, pp. 3-4 in « Revues internationale des sciences sociales : Mesurer et évaluer le développement », N°143, Mars 1995, p.11.

3 Ibid.

1. 1. 1. 2. 2 Croissance et développement

Ces deux termes décrivant le processus de développement d'un pays font parfois l'objet d'une confusion, mais se distinguent. On recourt parfois tantôt à la « *croissance économique* » et tantôt à « *développement économique* ». Ce sont deux termes fondamentalement distincts bien que des confusions subsistent. Ainsi des précautions doivent être prises lors de leurs utilisations.

La « *Croissance économique* » signifie l'élévation du revenu par tête ou du *Produit National Brut (PNB) réel*. Il s'agit de la valeur de tous les produits et services générés par l'économie d'un pays dans un an rapportée au nombre total de la population. L'élévation de la production de biens et de services dans un pays par quelque moyen que ce soit, peut être appelée « *croissance économique* ». C'est une notion quantitative, c'est-à-dire qu'on raisonne en terme de valeur ici.

Le « *développement économique* » a davantage d'implications. Il est de nature qualitative contrairement à la croissance, qui est de nature quantitative. Un des éléments clés du développement économique est que les habitants du pays doivent être parmi les principaux participants au processus qui a amené les modifications structurelles du pays. L'amélioration de la qualité de vie de la population est requise pour qu'il y ait un développement. L'intervention du Reste du Monde est possible et inévitable mais elle ne saurait constituer l'essentiel de la mise en marche de l'économie nationale. Lorsque la croissance ne bénéficie qu'à une petite minorité prospère, nationale ou étrangère, il n'y a pas de développement.

Ces deux phénomènes économiques sont liés; il ne peut y avoir un développement sans croissance économique. Par ailleurs, pour que le fruit de la croissance économique arrive à réduire la pauvreté de la population d'un pays, plus particulièrement ceux en voie de développement, il faut que:

- ✓ le taux de la croissance économique dépasse celui de la croissance démographique;
- ✓ la croissance soit durable c'est-à-dire qu'elle devra être renforcée par l'accélération de l'investissement des ressources et être soutenue par la progression de la consommation;
- ✓ le gain de la croissance soit bien réparti au niveau de la population et non réservé à un petit groupe social. Les pouvoirs publics doivent encourager la croissance économique dans le souci d'accroître le bien-être de la population.

L'intervention de l'Etat est de mise pour soutenir cette croissance à travers sa politique économique, d'une part, et pour partager l'avantage par le biais de la politique fiscale, d'autre part.

1. 1. 1. 3 Concepts et mesures de développement et bien-être

1. 1. 1. 3. 1 Répartition de revenu

Il y a deux sortes de répartitions de revenus :

◇ la répartition par fonction: elle présente les modalités de partage du revenu national en fonction des facteurs de production tels que le salaire (facteur travail), l'intérêt (facteur capital), la rente (terre), et enfin le profit pour l'entreprise. Elle permet de mesurer les apports des différents facteurs à la production.

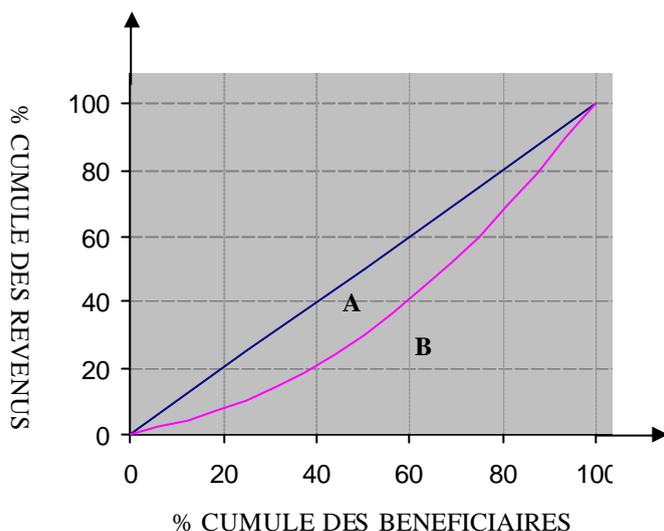
◇ la répartition par ordre de grandeur: elle montre les montants de tous les types de revenus fonctionnels reçus par chaque catégorie (les riches, les démunis et la classe moyenne); les catégories socioprofessionnelles se trouvent accentuées dans ce mode de répartition de revenu. Elle est souvent interprétée comme une mesure directe du bien-être.

◇ Etant donné que la répartition par ordre de grandeur dépend du mode de propriété des facteurs de production et du rôle joué par chaque facteur dans le processus de production, la répartition de revenu par fonction exerce une incidence majeure sur le bien-être. En effet, à une forte concentration de la propriété de la terre et du capital, toute augmentation du rendement de ces facteurs aggrave les inégalités et, par conséquent, affecte négativement la répartition du revenu par ordre de grandeur. Symétriquement, la hausse de salaire minimum garanti considéré comme le salaire de la population active non qualifiée conduira à une répartition par ordre de grandeur beaucoup plus égalitaire.

1. 1. 1. 3. 2 Mesures des inégalités

La courbe de concentration ou courbe de Lorenz-Gini et le coefficient de concentration de Gini sont les plus fréquemment utilisés pour mesurer l'inégalité d'une population:

Figure n°4: Courbe de Lorenz Gini



Pour le traçage de cette courbe, nous classons en abscisse les titulaires de revenus, du montant minimum au montant maximum. La courbe montre elle-même la part totale de revenus obtenus par chaque pourcentage cumulé des bénéficiaires. Sa forme indique les degrés d'inégalité dans la répartition des revenus.

Par définition, la courbe doit coïncider avec la droite à 45° à l'angle inférieur gauche – 0% des bénéficiaires doivent recevoir 0% de revenu - comme à l'angle supérieur droit – 100% des bénéficiaires doivent recevoir 100% de revenu-. Si tout le monde avait des parts égales de revenu, la courbe de Lorenz coïnciderait avec la première bissectrice: cas de l'égalité parfaite où la distribution des revenus est égale. Par contre, si un individu ou un ménage était le seul détenteur de revenu, elle suivrait l'abscisse et l'ordonnée de droite du graphique : cas de l'inégalité parfaite. Dans les cas concrets, elle se situe, naturellement, entre les deux situations.

Plus la courbe de Lorenz s'éloigne de la droite à 45%, plus la surface A sera plus grande, les inégalités dans la répartition de revenu prennent alors des niveaux d'autant plus accentués.

Le coefficient de concentration de Gini est dérivé de la courbe de Lorenz. La meilleure façon de le comprendre consiste à diviser la valeur de la surface A à celle de la surface A et B. C'est dire que la valeur du coefficient de concentration de Gini augmente à mesure que s'accroît la valeur de la surface A, surface comprise entre la droite à 45° et la courbe de Lorenz. La figure ci-dessus montre que l'intervalle théorique du coefficient de Gini varie de zéro (cas d'égalité parfaite) à 1 (cas d'inégalité parfaite). En pratique, les valeurs mesurées dans les répartitions du revenu national présentent un écart beaucoup plus restreint.

1. 1. 1. 3. 3 Egalité et équité

L'égalité signifie que chacun obtient le même revenu ou que chacun possède la même richesse. L'égalité d'une manière absolue, qui préconise que la suppression des inégalités doit se faire par l'intervention de l'Etat, est difficile à réaliser. Cependant, il existe une doctrine appelée Egalitarisme dont l'objectif est d'instaurer cette égalité absolue aussi bien en matière politique qu'en matière sociale. Bref, la recherche de l'égalité se fait par l'intervention de l'Etat, en particulier par la loi (droit positif). Par contre, l'équité, c'est une disposition à respecter les droits naturels de tout un chacun. Elle part de la justice naturelle ou d'un droit naturel. La recherche de l'équité n'implique pas forcément la suppression des inégalités mais réside dans la définition d'un niveau équitable des inégalités. Ces dernières sont de toutes les manières inévitables, voire nécessaires. Ainsi, la plupart des notions d'équité admettent un certain degré d'inégalité dans la répartition de revenu.

1. 1. 1. 3. 4 Mesures de la pauvreté

Alors que les inégalités se définissent clairement à partir des revenus relatifs, la notion de pauvreté¹ est centrée sur les faibles revenus, en terme de chiffres, reçus par des groupements familiaux. Cependant, le calcul du niveau de revenu minimum indispensable à la survie physique montre que l'on peut vivre avec le strict minimum.

La pauvreté ne se limite seulement pas aux revenus en chiffres absolus, mais elle touche également en partie les revenus relatifs. Sur le plan social, les personnes défavorisées sont celles qui doivent vivre au dessous du niveau que la majorité considère, à une période et à un endroit donnés, comme la norme minimum acceptable. Psychologiquement, les pauvres sont ceux qui s'estiment privés des avantages dont jouit autrui de son groupe de référence.

La mesure quantitative de dénuement dans un pays commence généralement par la détermination d'un seuil de pauvreté. Théoriquement, ce seuil se définit en fonction des revenus individuels par ménage. Ceux ayant un revenu par tête inférieur au seuil de la pauvreté sont définis comme pauvres. A l'opposé, ceux dont les revenus le dépassent ne le sont pas. Le pourcentage des foyers pauvres par rapport au total et le comptage des démunis constituent la mesure la plus simple et la plus classique de la pauvreté.

Une autre mesure consiste à prendre également en compte l'ampleur de la part des revenus des indigents qui est inférieur au seuil de la pauvreté. La réduction de la misère se mesure à cet effet par la baisse du pourcentage des ménages démunis par rapport au total des ménages et par l'augmentation des revenus absolus de la population défavorisée.

¹ Ahmed Silem et Jean-Marie Albertini soulignent clairement dans leur Lexique d'économie (7^{ème} édition, 2002), que *la pauvreté étant une situation d'un individu ou d'un groupe d'individus qui ne dispose pas de ressources suffisantes au sein d'une société donnée pour satisfaire ses besoins en biens et services disponibles dans cette société.*

L'étude de la pauvreté peut se faire par l'application des normes semblables ou différentes suivant les époques et les lieux. Dans ses publications, la Banque Mondiale fait parfois état des aspects quantitatifs et de la répartition de la pauvreté dans le monde. Dans son calcul, elle détermine un seuil unique de pauvreté mondiale de l'ordre de 1 dollar, soit environ de 1300 Ariary, par jour et par personne.

1. 1. 1. 4 Les indicateurs du développement de PNUD

1. 1. 1. 4. 1 L'Indicateur de développement Humain (IDH)

En 1990, le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) a introduit un Indice du Développement Humain ou l'IDH. Cet indicateur essaie de mesurer le développement à côté de la croissance économique en intégrant des indicateurs qualitatifs.

L'IDH a comme objectif d'essayer de mesurer le niveau de développement des pays, sans en rester simplement à leur poids économique mesuré par le PIB ou le PIB par habitant. Il intègre donc des données plus qualitatives. Un indicateur, appelé Indicateur composite ou synthétique fait la synthèse de trois séries de données :

✓ l'espérance de vie à la naissance qui donne une idée de l'état sanitaire de la population d'un pays;

✓ le niveau d'instruction mesuré par deux indicateurs: le taux brut de scolarisation¹ et le taux d'alphabétisation des adultes,

✓ le PIB réel par habitant calculé en parité de pouvoir d'achat c'est-à-dire en montant assurant le même pouvoir d'achat dans tous les pays; le PIB par habitant donne une indication sur le niveau de vie moyen du pays.

L'IDH est la moyenne arithmétique des indicateurs de longévité (A), de niveau d'éducation (D) et de niveau de vie (E):

- ***l'indicateur de longévité (A)*** s'obtient par le rapport:

$$A = (\text{espérance de vie} - \text{espérance de vie minimum}) / \text{écart maximum}$$

- ***l'indicateur de niveau d'éducation (D)*** se calcule en deux temps:

(i)- Indicateur d'alphabétisation : il se calcule de la façon suivante :

$$B = (\text{Taux d'Alphabétisation} - \text{taux d'alphabétisation minimum}) / \text{écart maximum}$$

Il est à noter que le taux d'alphabétisation minimum est de zéro et l'écart maximum est de 100.

¹ *Taux brut de scolarisation* se calcule par le rapport du nombre d'élèves des écoles primaire, secondaire et supérieur à l'effectif des classes d'âge concernées

(ii)- Indicateur de scolarisation:

La formule suivante permet de le calculer:

$$C = (\text{Taux de scolarisation} - \text{taux de scolarisation minimum}) / \text{écart maximum},$$

Le taux de scolarisation minimum est de zéro. Donc, l'écart maximum est égal à 100.

=> Et l'Indicateur de niveau de l'éducation **D** s'obtient en faisant la moyenne pondérée de **B** (coefficient 2) et **C** (coefficient 1)

$$D = \text{Indicateur de niveau d'éducation} = (2B + C) / 3$$

- l'indicateur de niveau de vie (E) :

Pour le calcul de cet indicateur, on utilise le P.I.B. par habitant, ajusté, en PPA (parité de pouvoir d'achat). Le P.I.B. par habitant reflète toutes les dimensions du développement humain non prises en compte dans l'indicateur de longévité et d'éducation. Cette donnée est ajustée car il n'est pas nécessaire d'atteindre un revenu très élevé pour accéder à un niveau convenable de développement humain. Plus concrètement, le progrès du bien-être dans un pays n'est pas proportionnel à celui du PIB par habitant. Un PIB par habitant qui accroît, ne signifie pas une augmentation du bien-être pour ses habitants.

L'ajustement par les logarithmes, du PIB par habitant permet de prendre en compte ce fait : si l'on considère la suite $1, 10, 100, 1000, \dots$, il s'agit d'une progression arithmétique à raison de 10. Autrement dit, chaque terme représente 10 fois le précédent (*multiplication*). Le passage au logarithme népérien nous permet d'avoir une suite $0, 1, 2, 3, \dots$. Il s'agit, quant à la dernière, d'une progression arithmétique dont la raison est l'unité. Chaque terme s'obtient par une simple addition de 1 au précédent.

$$E = (\text{Log PIB par habitant en PPA} - \text{Log PIB par habitant minimum}) / \text{écart maximum}$$

La valeur de chaque indicateur ainsi calculé varie de 0 à 1, exprimant ainsi un résultat plus ou moins bon du point de vue du développement humain.

=> En résumé, l'IDH est la moyenne arithmétique de **A**, **D** et **E** :

$$IDH = (A + D + E) / 3$$

L'IDH est calculé par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). Il se présente comme un nombre sans unité compris entre 0 et 1. Le niveau de développement du

pays est d'autant plus élevé que l'IDH se rapproche de 1, l'unité. Le calcul de l'IDH permet l'établissement d'un classement annuel des pays.

Madagascar, selon le dernier classement¹ réalisé par la PNUD, figure au rang mondial de 143^{ème} contre 147^{ème} en 2003.

Quant à la zone de Maroantsetra, selon notre enquête, l'IDH est estimé aux environs de 0.469.

Un pays peut être beaucoup mieux classé mondialement pour l'IDH que pour le PIB par habitant. Ainsi la France a-t-elle été classée au 12^{ème} rang mondial en 2001 pour l'IDH, alors même qu'elle se situe au 18ème pour le PIB par habitant. Ce bon classement est obtenu grâce à de bons indicateurs dans le domaine de l'espérance de vie à travers son système de protection sociale efficace et dans celui du niveau d'instruction. Nous pouvons évidemment trouver d'autres exemples inverses pour d'autres pays, c'est-à-dire leurs rangs en PIB étant beaucoup plus en avance que leurs rangs en IDH.

Cela montre qu'avec une certaine quantité de biens et services produits, on peut faire des choix de développement différents et obtenir des résultats différents. Si le PIB par habitant d'un pays est relativement élevé alors que son IDH est relativement faible, cela signifie que les inégalités économique et sociale en son sein sont importantes: certains accaparent une grande partie des ressources et une grande partie de sa population restant démunie n'arrive pas à se soigner ni à s'instruire correctement.

1. 1. 1. 4. 2 D'autres indicateurs du développement Humain (ISDH, IPH-I et II)

▪ **L'indicateur sexospécifique du développement humain (ISDH)**

Introduit dans l'édition 1995 du *Rapport mondial sur le développement humain*, l'indicateur sexospécifique du développement humain (ISDH) et l'indicateur de la participation des femmes (IPF) sont eux aussi des instruments composites qui mesurent quant à eux les inégalités entre hommes et femmes en terme de développement humain. Alors que l'ISDH évalue les avancées du développement humain de base corrigées des inégalités entre hommes et femmes, l'IPF mesure les inégalités entre hommes et femmes sur le plan des opportunités économiques et politiques.

S'agissant de la zone de Maroantsetra, cette inégalité entre hommes et femmes demeure encore frappante d'autant plus que rare l'on rencontre des femmes occupant de postes à haute responsabilité.

¹ Ce classement est réalisé cette année 2007/2008 (Rapport mondial sur le développement humain-PNUD)

▪ L'indicateur de la pauvreté humaine (IPH)

Par la suite, le *Rapport mondial sur le développement humain 1997* a lancé le concept de pauvreté humaine, exprimé par une nouvelle mesure à plusieurs composantes: l'indicateur de la pauvreté humaine (IPH). Si l'IDH permet de mesurer les avancées moyennes dans les composantes élémentaires du développement humain, l'IPH se concentre quant à lui sur les déficits et les manques dans ces mêmes éléments.

L'indicateur de la pauvreté humaine mesure le dénuement au niveau de quatre grands aspects de la vie humaine : *la capacité de vivre longtemps et en bonne santé, le savoir, les moyens économiques et la participation à la vie sociale*. Ces éléments sont les mêmes pour tous les pays, qu'ils soient industrialisés ou en voie de développement. Seuls les critères les mesurant varient, pour tenir compte des différences dans les réalités de ces pays et en raison des limites imposées par les données.

Pour les pays en voie de développement (PVD), la pauvreté humaine est mesurée par l'IPH-1.

Le déficit de capacité à vivre longtemps et en bonne santé se mesure par le pourcentage des personnes risquant de décéder avant 40 ans, le déficit de savoir par l'analphabétisme et le déficit de moyens économiques par le pourcentage d'individus qui sont privés d'accès aux services de santé et à l'eau potable ainsi que par le pourcentage d'enfants de moins de cinq ans souffrant d'insuffisance pondérale modérée ou aiguë.

Deux observations méritent d'être soulignées:

✓ dans les pays en voie de développement, l'aide publique occupe une grande place dans les moyens économiques par rapport au revenu du secteur privé. Dans le même temps, plus de quatre cinquième de revenus privés sont consacrés à l'alimentation. Dans ces pays, en effet, le manque d'accès aux services de santé et à l'eau potable associé à la malnutrition est traduit par le déficit de moyens économiques de manière plus concrète que d'autres critères.

✓ faute d'outil de mesure acceptable et des données nécessaires, l'indicateur de la pauvreté humaine ne peut pas restituer le déficit de participation à la vie sociale dans les pays en développement.

L'estimation de la valeur de cet indicateur est élevée pour le cas de Maroantsetra au sein de laquelle le dénuement au niveau des quatre grands aspects de la vie humaine reste encore aigu.

Dans les pays industrialisés, la pauvreté humaine est mesurée par l'IPH-2.

Le déficit de capacité à vivre longtemps et en bonne santé se mesure par le pourcentage des personnes risquant de décéder avant l'âge de 60 ans, le déficit de savoir par l'illettrisme, le déficit de moyens économiques par la pauvreté monétaire (le revenu privé constituant la

première source de moyens économiques) et le déficit de participation à la vie sociale par le chômage de longue durée.

De nouveaux instruments de mesure et de comparaison de bien-être dans différents pays se font attendre, et de mesures universellement acceptables sont loin de voir le jour. Quoi qu'il en soit, l'on s'accorde à souligner que le succès de développement en tant que satisfaction du bien-être passe par la hausse de la production individuelle, par la réduction de la misère, l'amélioration de la santé et l'allongement de la vie et exclut, en tout cas, l'exacerbation des inégalités.

1. 1. 2 Les impacts de l'écotourisme au développement de la zone

Les impacts de l'écotourisme sur le développement de la zone sont nombreux. Bien que ces impacts comprennent ceux environnementaux, nous nous bornerons dans notre analyse aux impacts économiques et socio-culturels de l'écotourisme.

1. 1. 2. 1 Impacts économiques:

Comme dans tous les pays en voie de développement, les impacts économiques dépassent d'une manière plus fréquente toutes autres considérations ou critiques en matière de développement touristique. Le besoin en devises de tous les pays et la facilité de condition dans laquelle cette industrie peut se développer par rapport aux autres secteurs; conduisent le développement touristique comme une priorité nationale voire locale dans beaucoup de pays.

1. 1. 2. 1. 1 Classement des impacts touristiques

Les impacts économiques peuvent être jugés de nombreuses façons. En raison de sa nature multisectorielle, les impacts du tourisme peuvent se faire classer comme suit:

En premier lieu il y a *les impacts primaires*, qui proviennent de l'afflux de devises résultant des dépenses des visiteurs. Ces dépenses en devises sont assez bien enregistrées par les institutions financières telles que les banques, et les activités commerciales tels que les compagnies aériennes, les hôtels, et enfin les restaurants. Leur mesure peut se faire facilement.

En second lieu, viennent *les impacts secondaires*; ils proviennent du fait que l'afflux de devises pénètre et circule dans d'autres secteurs. Ceci arrive quand l'industrie touristique transfère une de ses affaires à d'autres entreprises. Prenons un exemple d'une compagnie aérienne qui doit fournir des repas à bord. Les salaires gagnés par le personnel impliqué dans les services sportifs ou culturels rentrent également dans cette catégorie.

Troisièmement, enfin, prennent lieu *les impacts tertiaires*, qui proviennent du fait que les échanges ne venant non plus de dépenses touristiques mais du fait que la pratique du tourisme

engendre d'autres opportunités. Par exemple, un producteur de film étranger en vacances dans le pays peut décider d'utiliser ce pays pour son prochain film. Ou un touriste peut avoir été tellement passionné de la culture des vanilliers et décide d'en acheter un terrain de culture.

Pour ce qui est d'impact financier total du tourisme, son calcul est en fait difficile à calculer¹.

1. 1. 2. 1. 2 Croissance et développement socio-économique

Bien que cela touche de vaste domaine, nous nous limitons à l'analyse du chômage/emploi, de la croissance et du développement de la communauté locale.

- L'écotourisme et le chômage

- Quelques précisions sur le chômage

Nombre d'auteurs définissent selon leurs propres termes le chômage. Si celui-ci demeurerait un des problèmes de société, ce n'est qu'à partir de XIX^{ème} siècle que chômer trouve sa définition aussi bien politique économique. Selon Armand CAPOCCI, le chômage signifie l'absence de travail salarié pour ceux qui en ont besoin². En d'autres termes, Le chômage peut se définir comme étant une inactivité forcée de la main d'œuvre. Le chômage involontaire est indépendant des prix ou de l'absence de la flexibilité des salaires à la baisse. Par contre, on parle du chômage volontaire lorsque l'inactivité n'étant pas forcée, ce qui correspondrait à la situation des individus qui refusent de travailler pour un salaire qu'il juge trop bas, à des conditions qu'ils ne peuvent pas accepter.³

Les chômeurs sont des personnes aptes à travailler, en âge de travailler et désirant travailler mais n'ayant pas obtenu d'emploi au jour considéré. Chez un individu particulier, le chômage s'exprime par le fait d'être chômeur ou par la crainte de le devenir. Par contre pour une collectivité donnée, il s'exprime par le nombre des chômeurs recensés au jour considéré.

L'ensemble des personnes exerçant habituellement une activité professionnelle, salariée ou non, y compris celles se trouvant momentanément sans travail pour une cause ne dépendant pas de leur volonté, constitue les personnes actives (population active).

¹ Deux méthodes sont pratiquées à l'heure actuelle à Madagascar pour le calcul de revenu touristique: la première c'est *la méthode bancaire*, une méthode directe qui consiste à regrouper toutes les transactions en devises à destination de consommations touristiques. La seconde, la plus pratique, c'est la méthode indirecte qui consiste à évaluer les dépenses touristiques des non résidents par la multiplication du nombre de nuitées avec le montant moyen de dépenses journalières. (J.F. FIGARO, *Les impacts du tourisme dans la région de Sainte Marie, mémoire de fin d'étude en Economie, Université de Toamasina, 1997*).

² Armand, Capocci, LE CHOMAGE, p.16, édition HACHETTE, Col. QUI, QUAND, QUOI? France 1995, 79 pages

³ Ahmad, Silem, et Jean-Marie Albertini, *Lexique d'économie*, Dalloz, 7^{ème} édition, Italie 2002, 681 pages.

Le taux de chômage par le rapport en pourcentage du nombre total des chômeurs à la population active.

La théorie économique connue sous la loi des débouchés de Jean Baptiste Say, qui laisse explicitement dans son «Traité d'Economie Politique» que c'est la vente étant le but final de chaque producteur, est résumée plus tard par les économistes sous la formule couramment utilisée: «l'Offre crée sa propre Demande», connaît une certaine limite en terme de domaine d'application. En effet, cette théorie qui souligne que c'est l'offre qui crée la demande ne s'applique pas en matière d'offre du travail. Le taux de chômage est rarement abaissé jusqu'à un taux de 0% en raison du chômage naturel, le chômage non accélérateur des salaires;

o Différents types de chômage

Bien que le chômage puisse revêtir différentes formes, trois types de chômages méritent d'être soulignés: le chômage classique, celui keynésien et le chômage frictionnel.

Chômage classique

Ce type de chômage est dû à l'offre excessive de travail, en raison de salaires réels excessifs qui s'accompagnent d'une insuffisance des capacités de production¹. L'insuffisance des capacités de production conjuguée à la coexistence du chômage engendrent une demande excédentaire de biens, ce qui enfreint la loi des débouchés² de Jean-Baptiste Say.

Chômage keynésien

Le chômage keynésien est dû à une insuffisance générale de la demande globale de biens et services alors que les capacités de production sont suffisantes pour permettre le plein emploi. La demande n'arrive pas à suivre l'évolution de l'offre en raison du niveau trop élevé de l'épargne; la demande globale en ce cas est alors inférieure à l'offre globale.

Chômage frictionnel

Bien qu'une économie soit dans une situation où l'offre peut répondre à la demande ou vice versa, il arrive que cette réponse prenne du temps. Cette lenteur de l'ajustement entre l'offre et la demande provoque un troisième type de chômage qu'est le chômage frictionnel.

¹ Ibid. p126.

² Cette loi de Jean-Baptiste Say [1767-1832] stipule que l'égalité de l'offre et de la demande est automatique et que la monnaie ne joue que son rôle d'intermédiaire neutre.

Par définition, le chômage frictionnel étant une absence d'emploi momentanée, correspondant à la phase intermédiaire entre deux emplois. Il est *lié aux rigidités des structures et des agents économiques*¹.

- L'influence de l'écotourisme sur le chômage: opportunité d'emplois

Il n'y a aucun doute que la construction de divers établissements touristiques tend à réduire le niveau de chômage de la zone par le truchement des embauches de main d'œuvre locale. L'investissement, en particulier celui dans le domaine touristique engendre sans conteste une création de nouvelles richesses et il en va de même pour la création d'emplois. Nous classons ces derniers en deux groupes distincts selon leurs niveaux de dépendance à l'activité touristique, il s'agit entre autres, d'un côté les emplois directs, et de l'autre, ceux indirects.

- Emplois directs

Figurent dans cette catégorie les emplois qui sont en relation directe avec l'activité touristique. L'on peut évoquer les emplois qui bénéficient d'une manière directe les dépenses faites par les touristes. Parmi ceux-ci l'on pourrait citer, sans pour autant en énumérer une liste exhaustive:

- les membres du personnel de l'ANGAP;
- les prestataires de service hôtelier et de restauration;
- les services relatifs au guidage et les porteurs;
- les services relatifs au transport aussi bien terrestre que par bateaux destinés aux touristes (chauffeur de taxi, transporteurs maritime et fluvial des touristes, etc.);

Le tableau ci-dessous (tableau n° 11) nous expose l'effectif de la population de cette zone touchée d'une manière directe de l'activité touristique:

¹ Comme le souligne Fredel MAMINDRA dans son ouvrage de mémoire de maîtrise en Economie

Tableau n°12: Les bénéficiaires directs de l'activité touristique, par centres d'activités

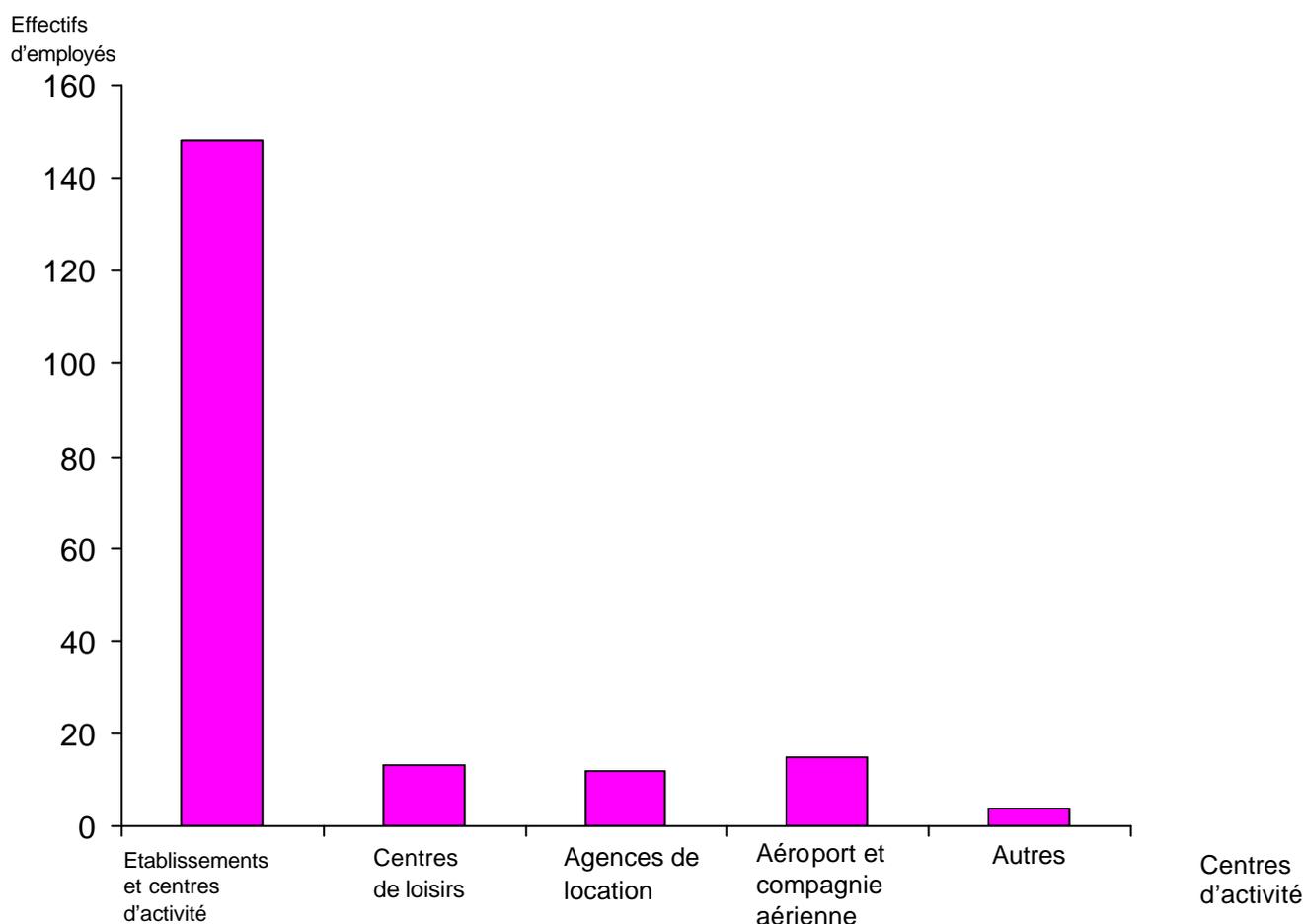
Centre d'activité	Etablissements et centres touristiques	Centres de loisir	Agences de location	Aéroport et compagnie aérienne	Autres
Cadres	25	5	4	5	0
Employés	123	8	8	10	4
Total	148	13	12	15	4

Source: Centre Fiscal de Maroantsetra, direction régionale du tourisme, Toamasina et enquêtes, 2006.

Précisons que les particuliers qui exercent leurs activités relatives au tourisme sont regroupés aux autres centres d'activités.

Pour une meilleure illustration de valeurs de ce tableau, il nous est nécessaire d'en faire l'histogramme:

Figure n°5: histogramme des bénéficiaires directs de l'activité touristique



Source tableau précédent:

Ces emplois directs sont en dépendance directe vis-à-vis de la demande touristique. Ce sont entre autres les emplois se trouvant dans les établissements touristiques tels que les hôtels et restaurants, les boîtes de nuit, les agences de location, et d'autres centres de prestation de service liés au tourisme sans oublier l'ensemble des membres du personnel assurant la bonne marche des activités touristiques au sein du district de Maroantsetra.

La lecture du dernier tableau nous amène à souligner que le tourisme ne nourrit directement qu'une poignée de la population locale, soit un nombre de 192 personnes au total qui s'ajoutent à l'effectif total des membres de personnels de l'ANGAP et des guides qui fait le total de 104. Ce qui ne représente qu'une infime partie (08% environ) de la population active. Bien que comparé au taux pour l'ensemble de la Grande Ile, d'une valeur ne dépassant de 1.7% environ, ce taux local demeure encore assez élevé. Il est évident que l'impact du tourisme dans la zone de Maroantsetra reste encore moindre vu la progression des activités touristiques dans des autres régions de la Grande Ile telles que le parc Andasibe.

o Emplois indirects

Comme son nom l'indique, sont indirects les emplois qui sont un peu à l'écart de l'activité touristique mais qui demeurent en partie sous l'effet de cette dernière. En effet, le développement de ces emplois se fait sentir d'autant plus que l'afflux des touristes connaît un plus grand nombre.

Figurent dans cette catégorie d'emploi les services dont les établissements touristiques ont besoin. Citons à titre d'exemple les services liés à l'agriculture qui alimentent les établissements touristiques par de variantes productions agricoles. Et il en est de même pour les services relatifs à l'élevage.

A défaut de statistique fiable dressant la liste de ces emplois nous ne saurions analyser l'évolution de ces emplois indirects face au développement des activités éco touristiques.

▪ **L'écotourisme et le revenu:**

Le volume de revenu tiré d'une activité quelconque permet de conclure qu'elle soit rentable ou non. Comme toute autre activité, celle touristique a sa propre contribution en terme de développement de la zone par le biais de revenu qu'elle apporte, dont l'évaluation exacte est difficile à établir.

Ainsi, le revenu du tourisme a des effets dans les bénéfices de la zone d'accueil et ses périphériques. L'effet multiplicateur permet d'apprécier l'effet de revenu touristique dans une région donnée; on parle en ce cas de ***l'effet multiplicateur du revenu touristique***¹.

Ce multiplicateur s'énonce comme suit:

$$R = \frac{1}{1 - \frac{dC}{dR}}$$

- Où:
- dC: accroissement de la consommation
 - dR: accroissement de revenu
 - R: coefficient du multiplicateur

¹ Ce multiplicateur a déjà été employé par H.G. Clément en 1961 selon la précision de Robert Lanquar dans son «Economie du tourisme», Que sais-je? Presses Universitaires de France (PUF), 1994.

Comme nous pouvons le constater, cette formule de multiplicateur n'est qu'une variante de la formule de multiplicateur K de l'investissement de John Meynard Keynes qui se présente comme suit:

$$K = \frac{dY}{dI} = \frac{1}{1 - c}$$

- Avec:
- dY désigne la variation du revenu;
 - dI représente celle de l'investissement;
 - c c'est la propension marginale à consommer.

Avec une propension marginale marginale à consommer c égale à 0.8, le multiplicateur K de l'investissement s'élève à une valeur de 5.

Illustration de cette formule:

En matière du tourisme, les dépenses effectuées par des touristes constituent une injection de nouvelles liquidités directes dans l'économie du pays récepteur. Ceux qui ont reçu d'une manière directe des revenus touristiques vont ensuite dépenser leur revenu lors de leur consommation; ce qui engendre de revenus indirects. Ceux-ci vont engendrer par la suite d'autres niveaux de revenus indirects, et ainsi de suite.

Comme toute activité en développement; celle touristique, plus particulièrement celle éco touristique génèrent sans aucun doute de revenus aux divers investisseurs aussi bien d'une manière ou d'une autre à la population locale. Et la question qui doit être posée c'est si les revenus générés par cette activité seront au profit des l'économie locale ou ne seraient qu'au bénéfice des opérateurs touristiques venant de l'étranger dont les revenus finissent par être exportés vers leurs pays d'origine. De telle sorte que seule une infime partie de ce revenu serait versée à l'économie locale et dans la même logique à l'économie nationale.

▪ Le tourisme et prix

De toute évidence, les activités touristiques ne sont en elles seules responsables de l'augmentation sans cesse de prix de biens dans la localité mais elles en constituent une partie. L'inflation ne cesse de sévir localement.

A l'heure actuelle le prix des biens dans la localité de Maroantsetra a presque doublé si on les compare au prix pratiqué dans d'autres régions de la Grande Ile, en particulier ceux pratiqués à Tamatave. Tel est le cas, par exemple, au niveau de prix de légumes devenus produits de luxe arrivant dans la zone.

Le tourisme attire les ressources qui auraient pu être affectées dans d'autres secteurs tels que l'agriculture, la pêche, etc. Cette mobilisation de ressources d'un secteur au profit d'un autre secteur apporte une influence sur le volume des biens destinés au marché ainsi qu'à la consommation. Ce qui se répercute au niveau de prix des produits éventuellement disponibles pour la consommation et/ou au marché. A cela s'ajoute les répercussions des frais de transport de biens qui ne cessent d'accroître dû à l'augmentation sans cesse de prix des carburant

1. 1. 2. 2 Autres effets du tourisme dans la zone (Socioculturels)

Les impacts socio-culturels du tourisme sont vastes et malheureusement, contrairement à ce que pense bon nombre de gens, beaucoup en sont négatifs. Ils comprennent entre autres:

1. 1. 2. 2. 1 Acculturation

On assiste à une intrusion de la culture étrangère. Pour le cas de Madagascar, la culture occidentale commence à prendre racine. De plus en plus des populations locales ont tendance à émuler les consommateurs étrangers. Ils ne se rendent pas compte que l'essentiel des touristes venus à Madagascar, après leur dure année de travail, est en vacances, c'est-à-dire ce qu'ils font sur la Grande Ile au courant de leur séjour sont pour les loisirs. Du coup, le tourisme donne aux gens locaux l'impression d'avoir un style de vie fort enviable; ainsi, tentent-ils de copier les touristes en terme d'habillement, de biens personnels tels que des montres, des lunettes, etc. Certaines traditions se sentent vite négligées ou de plus en plus simplifiées.

L'on assiste alors à un dualisme de cultures, l'une occidentale et l'autre traditionnelle.

1. 1. 2. 2. 2 Les pertes de systèmes de valeur

Les systèmes de valeurs peuvent être érodés, plus particulièrement dans les régions pauvres où la venue des touristes peut être perçue par la population locale comme l'occasion de faire de l'argent facile. Cela se matérialise par la prolifération de la prostitution, de la mendicité, de la subtilisation, etc. Ce qui finira par nuire l'image touristique de la dite région.

1. 1. 2. 2. 3 Le non respect des coutumes locales

Diverses coutumes locales ne sont pas souvent respectées par les touristes soit par méconnaissance, soit par moquerie. Et cela au risque de perturber les dignités et/ou valeurs des us et coutumes de la localité.

1. 2 Analyse et critique de la situation actuelle de l'écotourisme local

Dans cette rubrique nous allons analyser l'évolution de l'écotourisme que Maroantsetra a connue durant ces années passées. Ensuite nous allons relater les différents impacts que cette activité a pu laisser de traces dans ce district.

1. 2. 1 Evolution de l'écotourisme

Vu le nombre de touristes venant visiter ce parc Masoala, il n'est pas tort d'évoquer que l'écotourisme connaît une certaine recrudescence. Et cela, en dépit de perturbations de la venue des touristes au cours de certaines années telles que l'année de crise de 2002 par exemple, est approuvé par l'effectif en hausse d'année en année des touristes. Ci-dessous le tableau résumant l'évolution de nombre des touristes venus visiter ledit parc.

Tableau n° 13: L'évolution du nombre des visiteurs du parc Masoala 2001-2007

Années	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Nombre de visiteurs	1 953	638	1527	2208	2987	3173	2515

Source: ANGAP Maroantsetra, 2006

En lisant ce tableau on pourrait constater que mise à part les perturbations qu'a connues les activités touristiques pendant l'année 2002 et celle de 2007, le nombre des touristes en visite du parc est en évolution. Cette diminution d'effectif en 2007 peut s'expliquer par le manque d'attrait touristique que Maroantsetra a dû subir par suite de la coupure du pont Anjahanambo qui faisait partie de piliers de l'embellissement de la ville des Antimaroa.

Comparé à l'évolution des arrivées des visiteurs non résidents au niveau national, ceux qui ont pu visiter le parc Masoala n'en demeurent qu'une infime partie. Comme exemple, le nombre des visiteurs du Parc Masoala en 2004 ne représente que 0,96% de celui national, contre 1,08% en 2005, 1,02% en 2006, au point d'atteindre le taux de 0,73% l'année dernière(en 2007). Ci-dessous le tableau comparatif du nombre des visiteurs du Parc avec celui des visiteurs pour l'ensemble de la Grande Ile:

Tableau n°14: Comparaison du nombre des visiteurs locaux avec celui des visiteurs nationaux.

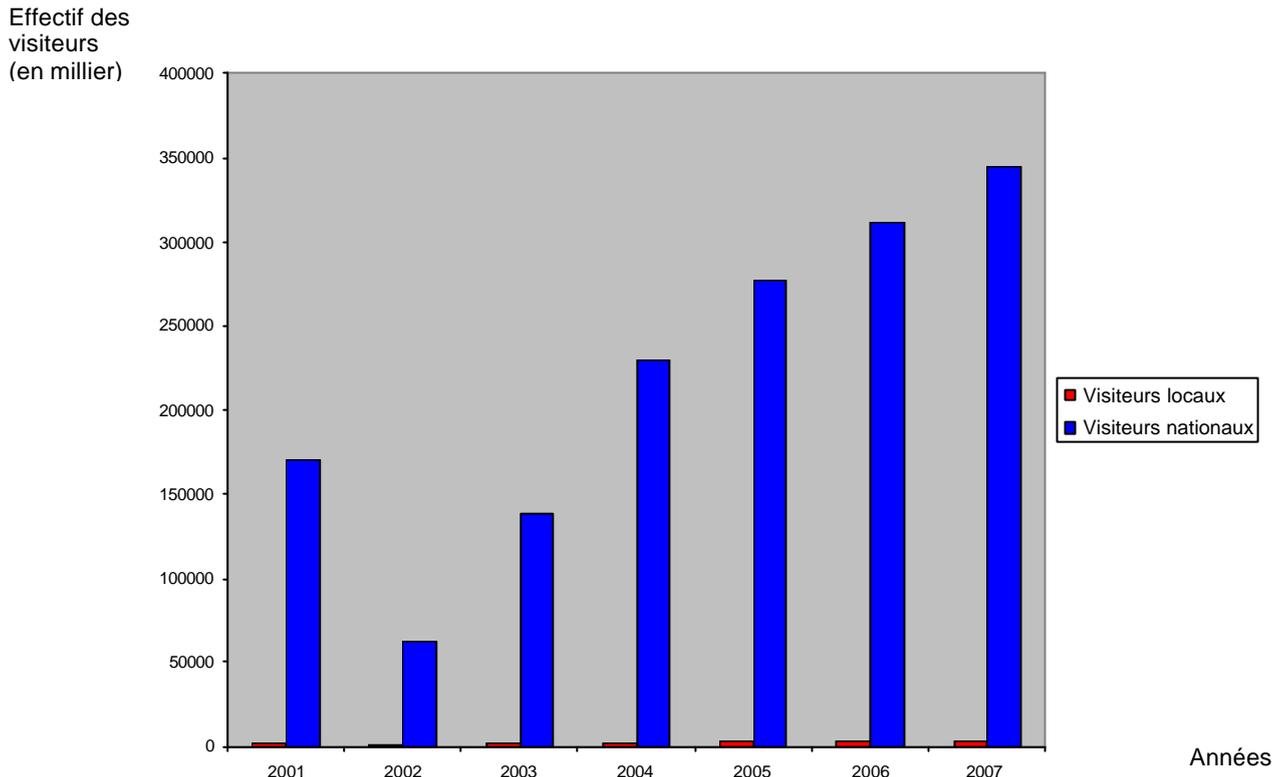
Années	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Visiteurs locaux	1 953	638	1 527	2 208	2 987	3 173	2 515
Visiteurs nationaux	170 208	61 674	139 230	228 784	277 051	311 730	344 348

Source: MEEFT/Secrétariat d'Etat chargé de la sécurité publique/ADEMA DCE/STAT et ANGAP Maoantsetra, 2007

Excepté l'année 2002, l'année de crise, ce tableau nous permet de souligner que les visiteurs du Parc Masoala ne constituent qu'un nombre très faible comparé à ceux nationaux.

C'est en 2006 que ce nombre a atteint son plus haut niveau dépassant la barre de 3000 visiteurs, au point de diminuer l'année dernière, alors que celui national n'a cessé de croître. Une des raisons pertinentes permettant de nous expliquer cette diminution est l'état de ruine en terme touristique de l'image de Maroantsetra en raison des endommagements subis par les infrastructures de base (le pont Anjahanambo). Ci-dessous l'image illustrative de ce tableau :

Figure n°6: Histogramme comparatif du nombre des visiteurs nationaux avec celui des visiteurs locaux



Source: tableau précédent.

1. 2. 2 Capacité d'accueil

Vu le niveau actuel de la capacité d'accueil des hôtels au sein du district de Maroantsetra, il n'est pas tort d'affirmer que le taux d'hébergement de ces hôtels demeure encore faible. Ainsi, cette faiblesse en nombre de chambres de ces hôtels constitue un des problèmes au développement des activités touristiques à Maroantsetra.

Les hôtels qui y sont installés ont au maximum 15 chambres doubles. Celles-ci sont pour l'essentiel des bungalows, ce qui demande de l'espace pour l'augmentation de leurs capacités d'accueil. Or, le problème foncier étant encore un des problèmes de taille du district de Maroantsetra.

1. 2. 3 Les retombées de l'écotourisme local

Les activités touristiques, en particulier celles éco touristiques devraient apporter pleinement des retombées au niveau local outre celles enregistrées au niveau national; sans citer les revenus au profit de divers opérateurs touristiques et d'un certain nombre des salariés relatifs au tourisme. Pourtant, pour le cas de Maroantsetra, la proportion des bénéficiaires directes de l'activité touristique demeure tout de même à un très bas niveau. Bien que le nombre total de bénéficiaires tant d'une manière directe qu'indirecte soit difficile à dénombrer, le nombre des bénéficiaires directs ne portent à l'heure actuelle qu'à un total de 200 personnes.

La première raison en est que la population locale n'arrive pas à répondre aux divers besoins touristiques en particulier en biens et/ou en marchandises ni en produits agricoles. La majorité des produits tels que les légumes sont importés de Tamatave.

De plus, il faudrait souligner que peu de gens dans cette localité ont des connaissances en terme de tourisme. Le personnel, qui en est qualifié, est en nombre insuffisant. Cela est en raison que la filière du tourisme demande de multitudes et de larges connaissances. Plusieurs centres d'activités touristiques de ce district sont gérés ou sont entre les mains des étrangers de telle sorte qu'une masse considérable de bénéfices engendrés par ces activités sont à destination de leurs pays d'origine, et cela à ajouter aux revenus versés au profit de mains d'œuvre étrangères pour la mise en marche de ces activités; sans oublier les revenus versés à l'étranger pour la promotion ou la publicité du tourisme de diverses régions de Madagascar. Cette situation dans les pays en voie de développement est résumée par Pierre Py dans son ouvrage en ses termes:

«Une grande partie des devises obtenues grâce au tourisme est consacrée à financer des importations nécessaires au fonctionnement de cette activité ou bien ces fonds sont rapatriés par les agents économiques étrangers qui ont produit les biens et services touristiques»¹.

Ce qui reste des revenus, au bénéfice de ces pays des importations étrangères varie selon le niveau de la diversification de leur économie.

Par ailleurs, des magasins des objets artisanaux et/ou de souvenir pour des touristes ne voient pas encore de l'existence, du moins jusqu'à l'heure actuelle. Seuls les vendeurs de produits de vannerie y abondent.

A tout cela on pourrait ajouter que les activités de divertissement s'y font rares; il en va également pour les festivals touristiques. Parmi ces derniers on peut en citer les deux fêtes qui s'y font célébrés à l'heure actuelle tels que le *Feon'ny varika* qui tient lieu annuellement dans la commune de Manambolo, et la fête des baleines qui a lieu annuellement à la fin du mois de juillet et au début du mois d'août

¹ Tourisme: un phénomène économique, les études de la documentation française

L'on perçoit également qu'un manque d'activité de loisirs, excepté les discothèques ou les boîtes de nuit, règne à Maroantsetra.

De surcroît, les conditions climatiques de ce district font également partie de facteurs de blocage de la venue des touristes. Et cela est dû au fait que Maroantsetra est la zone la plus humide de Madagascar et ne se visite dans des conditions favorables aux touristes qu'entre septembre et décembre¹, période sèche et chaude (période de haute saison). Et cette région est plutôt adaptée pour les naturalistes qui ne représentent qu'une partie des visiteurs touristiques.

Le désenclavement de la zone de Maroantsetra avec une hausse sans cesse de frais de transport surtout les transports aériens constitue la dernière et la plus grande raison de limitation des visiteurs dans cette zone de telle sorte que l'impact de l'écotourisme au niveau local reste faible. Les dépenses des touristes qui y arrivent sont en grande partie absorbées par les compagnies de transport et agences de voyage. Celles qui sont nettement réservées au niveau de cette zone sont moindres étant donné que la durée moyenne de séjour des touristes y est en moyenne 3 jours.

1. 2. 4 Les dépenses touristiques à Maroantsetra

Dans cette rubrique, nous parlerons de la structure des dépenses touristiques des visiteurs venus en terme de touristes à Maroantsetra.

En matière de dépenses, les touristes venant localement n'y dépensent qu'une portion de leurs dépenses prévues. Le taux de dépenses qu'ils ont effectuées auprès de la population locale, par des achats des biens leur servant de souvenirs, par exemple ou encore par des achats des produits locaux ne constitue qu'une partie de la totalité de leurs dépenses. Cela avoisine selon la dernière enquête, le taux de moins de 10% de leurs dépenses totales². Viennent ensuite en second rang celles effectuées par les touristes au bénéfice des entreprises de voyages et de prestations touristiques qui sont à un taux légèrement supérieur à 10%. Or, ces entreprises se font peu nombreux au niveau local, ce qui amène à la confirmation de l'idée susdite précisant la faiblesse des impacts des activités touristiques, en particulier écotouristiques à Maroantsetra.

Seuls les hôtels et/ou restaurants absorbent plus de 80% des dépenses des touristes. Or, ces établissements touristiques sont en une dizaine de nombre, et parmi lesquels ceux gérés et de propriété par des étrangers n'en font pas un.

¹ Annuaire officiel du tourisme, 2006, p.225.

² En moyenne un touriste séjournant à Maroantsetra, pour l'achat de des articles de souvenir, fait une dépense variant de 10 à 23 Euros.

CHAPITRE II

VERS UN DEVELOPPEMENT LOCAL PROMETTEUR BASE SUR L'ECOTOURISME

Nous avons vu à travers les chapitres précédents les obstacles et les contraintes qui entravent le développement de la collectivité.

Dans ce chapitre, nous allons avancer des suggestions concernant ces divers obstacles et proposer les mesures qui permettent de sortir cette zone de son gouffre de sous-développement. La réalisation des mesures qui vont suivre, dans la mesure du possible, devrait être effectuée d'une manière parallèle et selon leurs ordres d'importance.

2. 1 Un développement local

2. 1. 1 Définition

Comme nous l'avons vu précédemment, en plus de la croissance qui se caractérise par l'accroissement du revenu par tête générée par l'augmentation des quantités produites qui accroissent le PNB, le développement implique une réduction de la pauvreté, du chômage et surtout la satisfaction des besoins fondamentaux. Ce développement combine aussi bien les changements mentaux que les changements sociaux d'une population qui la rendent à même d'accroître cumulativement et durablement son produit réel global. Il passe par une amélioration des conditions de vie de la population en satisfaisant ses besoins fondamentaux tels que l'alimentation, la santé, l'éducation, la réduction des inégalités, du chômage et de la pauvreté.

Bref, il s'agit «d'un mouvement vers le haut de tout le corps social»¹.

Parallèlement au développement global qui est relatif à la population entière d'un pays, un développement local est plutôt réservé à une collectivité déterminée. Ce développement local présente les caractéristiques similaires au développement général d'un pays.

2. 1. 2 Plan de développement local

2. 1. 2. 1 définition:

Un plan de développement économique est un ensemble des dispositions permettant à l'économie d'un pays ou d'une région d'atteindre, au cours d'une période donnée, des objectifs de croissances et de développement. Elaboré en fonction des objectifs de planification, ce plan est l'expression de la politique de développement d'un pays.

¹ Brasseul Jacques, Introduction à l'économie du développement, ARMAND COLIN, 1989, p.15.

Parrallèlement à ce plan, le plan de développement local détermine l'ensemble des orientations et des objectifs prioritaires à atteindre pour une collectivité donnée, de manière à promouvoir les actions qui permettent d'améliorer les conditions de vie de la population.

2. 1. 2. 2 Caractéristiques

L'élaboration d'un plan de développement local doit tenir compte des réalités économiques et sociales de la collectivité en question. D'une autre manière, une collectivité doit se développer selon ses propres critères et besoins au vu de ses richesses, de ses potentialités, et enfin de sa capacité. Faire progresser une collectivité par des critères étrangers ou différents de ses réalités économiques et sociales est une grossière erreur.

Dans la mesure du possible, ce plan de développement local ne doit en aucun cas se contenter des aides étrangères de nature à éviter que la collectivité ne s'enlise sous une dépendance financière, c'est-à-dire qu'elle ne soit obérée de dettes vis-à-vis des étrangers.

2. 1. 2. 3 Contenu:

D'une manière générale, le contenu du plan de développement local devrait porter sur trois parties essentielles, à savoir:

2. 1. 2. 3. 1 Recensement des facteurs moteurs de développement local

Il s'agit de déterminer les potentialités dont la collectivité dispose en elle-même pour son développement économique et social, et la manière de les exploiter au profit de la population locale. Ce recensement de facteurs doit tenir compte des ressources naturelles (ressources du sous-sol, ressources forestières, ressources halieutiques, etc.), des ressources humaines de la collectivité et doit également définir les compétences économiques et sociales de celle-ci.

2. 1. 2. 3. 2 Analyse des obstacles du développement

Après avoir déterminé les facteurs qui sont susceptibles de promouvoir le développement de la collectivité, il est fondamental de relever tous les facteurs ou obstacles sur lesquels achoppe son développement. En d'autres termes, il s'agit de déterminer tous les facteurs qui sont à l'origine du sous-développement et de la pauvreté de la population. Cela facilite la recherche des remèdes ou des solutions aux problèmes.

Cette détermination de facteurs doit en premier lieu porter sur le constat de la qualité des ressources humaines présentes, ensuite délimiter les problèmes qui ont des implications directes sur la qualité de niveau de vie de la population, des problèmes ayant des conséquences néfastes directes sur le développement local.

2. 1. 2. 3. 3 Détermination des axes stratégiques de développement

Ces axes stratégiques pour le développement économique et social de la collectivité, à une période donnée, doivent être déterminée selon la priorité de celle-ci et doivent identifier les programmes à court terme à côté des programmes à long terme. Elles doivent tenir en compte des obstacles déterminés et porter des mesures pouvant y remédier.

Force est de préciser que ces stratégies à mettre en place devraient en premier lieu axé sur la valorisation ou le perfectionnement de la qualité des ressources humaines locales. D'une autre manière, l'investissement en capital humain est fondamental pour tout plan de développement local.

Par ailleurs, pour permettre la durabilité à ce plan, celui-ci ne doit en aucune façon négliger la restauration et la préservation de l'environnement dont dépend la production du secteur agricole, qui constitue, à l'heure actuelle, un des facteurs moteurs de croissance au même titre que le capital et le travail, du moins pour les pays en développement.

2. 2 Suggestions et mesures de redressement

2. 2. 1 En matière de développement proprement dit de la zone

2. 2. 1. 1 Investissement en capital humain

Il est primordial de prendre en considération le facteur humain comme étant l'objet ou la base de la politique de développement. Cela veut dire que tout processus de développement devrait commencer par une mise l'accent sur le niveau d'instruction et de l'état sanitaire de la population, plus particulièrement la santé de la femme et des enfants.

2. 2. 1. 1. 1 Le capital humain

- Définition

«Notion mise en valeur par Théodore W. Schultz, Gary Becker, le capital humain désigne l'aptitude de l'individu à travailler»¹. En d'autres termes, il désigne les capacités intellectuelle et professionnelle d'un individu, capacité propre à lui assurer des revenus monétaires futurs.

Selon d'autres économistes, le capital se définit comme étant la valeur de l'apprentissage et de l'expérience, que représentent les travailleurs et qui augmente, comme le capital matériel, la productivité du travail et les revenus pour la production des biens et services.

- Eléments constitutifs

La santé et l'éducation constituent deux éléments principaux qui composent le capital humain.

¹ Lexique d'économie, p.104.

2. 2. 1. 1. 2 Investissement en capital humain

L'investissement en capital humain désigne, pour un individu, l'ensemble des dépenses d'éducation et de santé destinées à accroître la productivité du travail. Les dépenses d'éducation regroupent l'ensemble des dépenses engagées dans la recherche d'une connaissance et d'une information permettant à un individu d'accéder à un niveau beaucoup plus élevé de revenu et au final, d'améliorer ses conditions de vie.

L'investissement en capital humain qui améliore la qualité du travailleur est qualifié d'investissement qualitatif.

«Les activités qui influencent les revenus monétaires futurs, de type monétaire ou non monétaire sont désignées par l'expression *d'investissement en capital humain*.

Les nombreuses formes que peuvent revêtir ces investissements incluent: l'éducation scolaire, la formation professionnelle sur le tas, les soins médicaux, les migrations, la recherche d'information sur le prix et les revenus»¹.

Théodore Schultz souligne que cette forme de placement est plus intéressante que l'investissement en capital réel.

▪ L'éducation

Le temps n'est plus là où on discute de l'étendue de l'importance de l'éducation sur plusieurs domaines de l'économie. L'éducation contribue de manière forte à la productivité du facteur travail et conditionne l'accès à un niveau élevé de revenu. Aujourd'hui il faut être une personne extrêmement documentée et équilibrée pour s'insérer et pouvoir suivre l'évolution sans cesse de la société. Tout emploi exige des savoir-faire et un certain nombre de connaissances, c'est-à-dire l'éducation.

De plus, celle-ci, dans la lutte contre l'inégalité sociale, fait partie des moyens ayant le plus d'efficacité. Autant dire qu'on ne peut réduire les inégalités sociales que par le truchement du système de l'éducation.

Enfin, elle permet également d'influencer sur la croissance démographique à travers la réduction de la fécondité.

Somme toute, l'investissement en capital humain, qualifié parfois par certains auteurs d'investissement qualificatif, contribue à accélérer la croissance économique du fait qu'il permet d'élever la productivité du travail, de prendre moins accentué le clivage existant au sein de la famille à travers la réduction des inégalités et enfin de favoriser l'investissement dans le capital matériel.

○ Accroître le niveau d'instruction de la population

Soulignons qu'aussi variant soit-il, le projet de développement envisageable à mettre en œuvre, le niveau d'instruction de la population constitue la garantie de leur succès. La réalisation

¹ GELEDAN Alain, Histoire des pensées économiques, Sirey, p.331.

d'un projet de développement exige un certain minimum de qualification des participants, en particulier la qualification des personnels.

Diverses mesures et méthodes permettent d'assurer une bonne éducation de la population, c'est-à-dire d'améliorer son niveau d'instruction.

- La lutte contre l'analphabétisme

Cette politique a été depuis longtemps optée par le Gouvernement malagasy, mais son rythme s'est accentué ces dernières années. Cela a fait des échos dans les médias de toute la région de la Grande Ile.

Soulignons que l'objectif ici ne devrait surtout pas se limiter à donner une éducation et une formation pour une certaine durée à ceux qui sont analphabètes, mais à juguler ou à empêcher l'envahissement de ce mal à des nouvelles générations. En voici quelques moyens qui permettent d'y parvenir:

✓ Service de proximité

Il s'agit de mettre en place une école d'enseignement de base de qualité surtout au bénéfice des enfants de campagne, avec des enseignants de bon niveau et régulièrement recyclés.

De plus, il s'agit de faire bénéficier les enfants de chaque localité de l'enseignement secondaire (de 6^{ème} à 3^{ème}).

Par ailleurs, plutôt que de traîner les élèves pour une durée aussi longue, il est fondamental d'offrir aux jeunes générations malagasy la possibilité de se faire focaliser à des spécialités, comme exemple celle technique, agricole, etc. dès leur niveau secondaire. Il faut se rendre à l'évidence dans ce cas que la nécessité de devoir faire appel à des techniciens professionnels est de taille pour l'orientation des élèves.

Enfin, il est incontestable que l'instruction civique est primordiale pour l'éducation des enfants générations futures de notre société. Pourtant, force est de constater que sa position au niveau de l'enseignement, du moins public, a pris de recul à l'heure actuelle.

Tout cela est dans le seul but de juguler l'abandon scolaire fait par la plupart des élèves de la campagne n'ayant pas la possibilité de se déplacer en ville pour pouvoir continuer leurs études.

✓ Exiger un niveau de scolarisation

Il est inutile de foncer dans la création ou dans l'amélioration des infrastructures scolaires lorsque la non fréquentation des établissements scolaires règne encore chez les enfants.

Cette politique exige certes un bon nombre d'enseignants disponibles ; ainsi que l'Etat et/ou les autorités doivent imposer aux enfants malagasy un délai minimum de scolarité obligatoire. Et cela devrait être accompagné de mutation des enseignants sanctionnée de

motivations, de manière à ce que les établissements scolaires, aussi enclavés soient-ils, se dotent d'un certain nombre minimum d'enseignants pouvant mener à bien l'établissement.

Etant admirables les efforts dont l'Etat a fait preuve ces dernières années à aider les parents démunis dans l'achat des fournitures scolaires pour les enfants.

✓ Créer des centres d'animation socioculturelle et de formation

L'institution de centres d'animation socioculturelle et de formation permet aux analphabètes beaucoup plus âgés de sortir du gouffre ou de l'abîme de l'analphabétisme. Mais les modalités de la formation devraient être adaptables selon leur besoin et leur disponibilité. Cela, afin de leur permettre de suivre d'une manière continue la formation, mais non pas se limiter tout au plus en quelques semaines.

○ Amélioration de la qualité de l'éducation

Le niveau d'instruction des enseignants et leur motivation, la proportionnalité entre le nombre d'enseignant et celui d'élèves (ratio nombre d'élève/enseignant), le niveau d'instruction des parents et du milieu socio-économique où l'enfant grandit, autant de facteurs dont dépend la qualité de l'éducation.

Ainsi, se focaliser sur ces points, plus particulièrement sur les deux derniers qui sont les plus importants, pourrait améliorer la qualité de l'éducation.

En parlant de la motivation, celle-ci touche aussi bien en termes de salaire qu'en termes matériels. Cette motivation devrait être conséquente afin de pouvoir empêcher les enseignants à pratiquer d'autres activités extra-professionnelles au détriment de l'enseignement, leur activité principale.

Par ailleurs, une mise à jour régulière des programmes de l'enseignement en fonction des besoins de l'économie nationale voire internationale fait également partie des moyens permettant de rendre beaucoup plus efficace l'amélioration de l'éducation.

○ Renforcer les centres de documentation dans la zone

Il s'agit d'offrir aussi bien aux étudiants qu'aux adultes qui aiment lire l'occasion d'enrichir leurs connaissances par le truchement de documentation auprès de centres de lecture.

Certes, la bibliothèque catholique est déjà une bonne chose, bien qu'insuffisante par rapport au nombre d'habitants. La création des bibliothèques municipales ou privées est nécessaire à la population de Maroantsetra pour leur permettre une plus grande ouverture.

De toute évidence, il existe d'autres moyens facilitant la recherche ou la documentation, à titre d'exemple l'Internet. Pour autant, l'accès à l'Internet est très limité pour l'ensemble de la population de la zone. Seule une poignée de gens de quelques établissements y a accès.

Bref, il va falloir de toute urgence créer des centres de recherches et de documentation tels que la bibliothèque, les cybercafés. Lesquels centres permettraient à la population de

Maroantsetra de s'ouvrir davantage non seulement au pays entier mais également à l'ensemble des pays de quatre coins du monde et de savoir en temps réel ce qui se passe aux recoins de la planète.

- Améliorer la santé publique

La santé se définit, selon l'OMS (Organisation Mondiale de la Santé), l'agence des Nations Unies responsable des programmes pour l'amélioration des normes sanitaires, comme «l'état de bien-être total physique, mental et social».

Comme nous l'avons évoqué plus haut, les dépenses de santé constituent, telle que l'éducation, des investissements qualitatifs ou investissements en capital humain. Il est en effet indéniable que la santé publique est importante sur l'essor économique d'un pays ou d'une région. Et que l'état sanitaire de la population (absence de toutes sortes de maladies et infections, un bon état nutritionnel) joue un rôle prépondérant dans le développement économique d'un pays ou d'une région. Il permet à la population de contribuer d'une manière forte au niveau de la productivité et la permet également de faire preuve d'endurance au travail.

- Les centres de santé au service de la population

Comme nous l'avons vu dans la première partie, seules douze (12) communes parmi les dix-huit possèdent au moins un centre sanitaire de base. La mise en place de CSB (Centre de Santé de Base) dans chaque commune conjuguée à l'investissement en matériaux et équipements sanitaires doit être une priorité ; Du coup, l'on constate également une nécessité grandissante en personnels de santé au sein de la zone. Si selon le rapport de l'OMS, un médecin devrait s'occuper de 10 000 habitants, et un paramédical pour 5 000 habitants, et qu'en moyenne à Madagascar un médecin s'occupe 17000 habitants et un paramédicaux y compris les infirmiers s'occupe 45 000 habitants, les nombres demeurent élevés s'agissant de la zone.

Pour parvenir à cet objectif, l'intervention de l'Etat à côté de la participation beaucoup plus forte des bénéficiaires au niveau de recouvrement des coûts est nécessaire. Et à ajouter à tout cela, il faut que la qualité et la quantité de soins soient satisfaisantes afin de permettre une vie plus descente à la population.

- Régulation de naissance:

Pour une meilleure santé des femmes et afin de leur permettre de gagner du temps pour s'occuper d'autres activités outre le ménage, leur formation et leur conscientisation sur l'espacement de naissance sont de mise. Cette régulation de naissance devrait être accompagnée de l'utilisation renforcée des méthodes contraceptives; ce qui permet d'alléger leur charge éducative. Les femmes et hommes à droit égal, décident librement et d'une manière consciente du nombre de leur enfant ainsi que de l'espacement de naissance.

Quant à la santé des enfants, pour une prévention de diverses maladies, les campagnes de vaccination périodique demeurent un moyen efficace.

La politique sanitaire adoptée par notre Gouvernement ces dernières années est d'ailleurs axée de plus en plus sur la santé de la femme et des enfants.

○ Exploitation des plantes médicinales

La Grande Ile est riche en variations de plantes médicinales. Maroantsetra figure parmi les régions riches en ces plantes.

Eu égard à cette richesse inestimable, l'on en arrive à se poser la question plutôt qu'importer des médicaments à des coûts élevés, pourquoi l'accent et l'effort du Gouvernement ne se concentreraient pas se concentrer sur l'exploitation de cette richesse à travers ces plantes.

2. 2. 1. 2 Restauration et préservation de l'environnement

De nombreux projets et programmes ont été optés par les Nations Unies pour la restauration et la préservation de l'environnement. Le gouvernement Malagasy exerce également sa propre politique environnementale à travers ses programmes environnementaux (PE I, II, III). Mais en dépit des diverses interventions dans ce domaine, les surfaces brûlées et défrichées et les effets de dégradation environnementale ne cessent de se développer d'année en année. La pollution fait ses règles et diverses maladies font leur loi.

Toujours est-il, plutôt que se montrer désespérée, la recherche des mesures drastiques et incitatives permettant d'atténuer ce fléau est de mise. Mais l'application de ces mesures devrait être précédée d'analyse des causes fondamentales des activités dévastatrices.

D'une manière générale, font partie de ces causes l'ignorance, la pauvreté et la non application de la loi en vigueur pour la préservation environnementale. Ainsi, conscientisation des gens est primordiale.

Comme l'activité touristique, en particulier les activités éco touristiques utilisent d'une manière forte des ressources naturelles et humaines dans leur contribution au développement économique, il est incontestable que ses impacts environnementaux soient énormes. Ainsi, la préservation de ces ressources naturelles qui sont la force du maintien des activités éco touristiques, a une grande importance.

Il est important de garder à l'esprit que l'objectif ultime ici étant de faire réconcilier les idées de protection et le développement; d'atténuer autant que possible les effets de présence et de comportement des touristes au sein de la localité et encore plus au sein du parc. Diverses mesures devront être mises en application pour la préservation environnementale; il s'agit notamment de:

2. 2. 1. 2. 1 Recourir à la formation et à l'éducation

L'étude environnementale devrait être prise en compte ou figurer dans le programme d'enseignement. Et ce, devrait concerner primordialement l'enseignement du niveau primaire ou de base qui doit être obligatoire. Rendre les élèves à aimer et à valoriser l'environnement de leur

enfance en exerçant leurs devoirs civiques. Faire prendre conscience à la jeune génération de l'importance de l'environnement par le biais d'un enseignement approprié est un moyen efficace pour la préservation environnementale.

Quant à la sensibilisation des analphabètes à la valorisation de l'environnement, des programmes d'information, d'éducation et de communication devraient être appliqués par l'entremise des mass média.

Bref, l'objectif est d'inculquer à l'esprit des gens un réflexe environnemental.

2. 2. 1. 2. 2 Réduire la pratique des cultures sur brûlis

En dehors des mauvaises intentions de certains paysans, les cultures sur brûlis étant en général le recours des paysans butant contre l'insuffisance des rizières et de terres cultivables. Ainsi l'aménagement des terres accompagné de l'utilisation d'engrais avec l'application des techniques agricoles modernes, constitue la garantie d'éradiquer cette pratique de cultures dévastatrices de forêt.

2. 2. 1. 2. 3 Faire participer les paysans dans la restauration et la préservation de l'environnement

Il s'agit de les faire participer davantage à la gestion de leur entourage environnemental et de les empêcher de continuer l'exploitation illicite de leurs ressources naturelles. Cette gestion devrait toucher en premier lieu les bassins versants, source d'eau.

De plus, il faut sensibiliser les paysans à intercaler de plus en plus leur coupe d'arbre. Il s'agit, en effet de faire respecter aux gens une certaine distance lors de leur abattage.

Par ailleurs, il importe également d'encourager les paysans à reboiser périodiquement. D'ailleurs, le reboisement devrait être une obligation de tout un chacun apte à le faire mais non pas réservé à une certaine couche de la population ni non plus limitée à une certaine localité. Mais il faut que les surfaces reboisées soient régulièrement entretenues afin d'assurer un bon développement à ces nouvelles plantes d'arbres. Bref, le reboisement est un moyen efficace pour la préservation de l'environnement.

En outre, force est de rappeler que la pauvreté est une des explications pour ce ravage environnemental. Les dommages perpétrés par des gens sur les ressources naturelles sont d'autant plus aggravés qu'ils se plongent dans l'abîme de la pauvreté. Pour leur survie actuelle, ces gens mettent au risque et hypothèquent lourdement l'avenir de tous. Ils priorisent leur consommation au détriment de la protection du milieu naturel. Ainsi, les mesures à adopter pour la préservation environnementale devraient être accompagnées de politiques de réduction de la pauvreté. Et il faut que la préservation de l'environnement elle-même constitue une source de revenus pour les paysans.

Des réunions villageoises lors desquelles devraient participer vivement les paysans, doivent être entretenues. Cela permet aux paysans de reconnaître les méfaits de leurs activités et les faire prendre conscience de l'importance de la sauvegarde de leur entourage.

Il appartient aux organisations non gouvernementales, aux diverses associations et aux forces vives de chaque localité d'organiser ces réunions.

2. 2. 1. 2. 4 Autres mesures d'accompagnement

A ces recours sus cités, il convient d'ajouter des mesures d'accompagnement dont l'application est également primordiale. Parmi ces mesures d'accompagnement, l'on peut citer notamment:

La modération de la consommation du charbon de bois par l'usage des foyers améliorés (*fatana mitsitsy*) et stimuler les ménages de classes moyenne et supérieure à utiliser à la place du charbon autres combustibles tels que le gaz, l'électricité ou l'énergie solaire;

La sérieuse application de la loi en vigueur afin d'éradiquer l'abattage anarchique de la forêt, d'une part et pour annihiler les pratiques de feux de brousse, d'autre part;

La gestion de décharge des déchets et ordures de nature à lutter contre la pollution, qui est la cause de l'essentiel des maladies;

Encourager les ménages à construire des latrines et à fabriquer des puits. Ce que fait le projet MEDAIR dans ce domaine dans la localité est déjà une bonne chose mais mérite d'être accentué;

Construire des WC publics surtout dans chaque village afin d'éviter la pollution des eaux de rivières et de forêt par des défections humaines;

Déterminer et respecter la capacité maximale d'accueil du parc afin de ne pas nuire à l'avenir des activités éco touristiques de la zone;

La réalisation de ces objectifs exige la synergie de chaque organe. Et comme la protection de l'environnement est un devoir de chaque citoyen et une affaire de tous, il appartient à tout un chacun, auprès duquel devrait être menées des campagnes de sensibilisation, d'apporter des pierres à l'édifice pour la préservation de l'environnement.

2. 2. 1. 3 Redressement au niveau de l'agriculture

Etant donné la forte proportion de la population paysanne, il est incontestable que le processus de développement de la zone devrait prendre en considération de l'importance du secteur agricole et sa place au niveau de l'économie d'un pays en développement. Ce secteur est considéré comme des nerfs nourriciers de l'économie régionale car tout projet de développement de la zone est vainement envisagé sans l'appui ou la prise en considération du secteur agricole.

Pour mettre fin aux problèmes d'irrégularité ou de l'insuffisance en approvisionnement des produits agricoles, des campagnes de sensibilisation aux phénomènes touristiques doivent être menées auprès de la population. Que les paysans décuplent leur production, ce qui leur permet de se procurer de revenus grâce à des réserves qu'ils pourraient constituer.

Il s'agit d'orienter l'offre locale à subvenir la demande hôtelière et de restaurants de cette zone.

A côté de tout cela, l'Etat devrait appuyer les paysans que ce soit au niveau de procuration de semences ou en terme des intrants nécessaires. La remise de la réputation de la zone en production de bananes et de manioc devrait être fixé comme des objectifs prioritaires. De la même façon, la culture maraîchère, à côté de la riziculture et de la culture de rente devrait être accentuée.

2. 2. 1. 3. 1 Faciliter l'accès aux propriétés foncières et son exploitation

L'acquisition et l'accès aux propriétés foncières créent parfois des obstacles aux gens pour la mise en valeur des terrains et pour le développement de l'agriculture. Ainsi importe-t-il de recourir aux mesures suivantes:

- Réduire le fermage

Il s'agit de plafonner la part de récolte que le propriétaire peut exiger à l'exploitant à titre de loyer de son terrain. L'abus de certains propriétaires dans la détermination de ce fermage rend bon nombre de ménages à s'engouffrer dans des cercles vicieux d'endettement. Ce cas est fréquent dans l'essentiel des villages de la zone.

- Améliorer le régime de l'agriculture

L'objectif est de décupler le volume de production et du rendement. Ainsi, la professionnalisation accompagnée de l'extension de surfaces cultivées avec l'utilisation des techniques à haut rendement est de mise. A cet effet, parmi les régimes fonciers qui pourraient se faire, nous allons suggérer deux régimes suivants:

- L'agriculture collectivisée

La surface cultivée ici est, outre celle familiale, est la propriété ou est sous le contrôle d'une coopérative ayant pour membres les habitants eux-mêmes d'un village. Les membres élisent parmi eux les membres du comité qui assure la gestion et se partagent la production à raison de leur travail effectué.

- L'exploitation agricole à grande échelle

Il s'agit d'une exploitation nécessitant une grande surface exploitée à une productivité élevée et qui utilise des techniques modernes. Employant une main d'œuvre journalière les activités sont fortement mécanisées.

Notons que la mise en application de ces régimes devrait être accompagnée du changement de cadre d'exploitation. La diversification des plantations est vivement conseillée aux agriculteurs afin d'assurer l'autosuffisance alimentaire de la zone.

Regrouper les exploitants au sein d'une association ou coopérative:

Les exploitants devraient se regrouper dans une association ou coopérative, ce qui leur permet de sortir de l'agriculture de subsistance et d'orienter vers l'agriculture de plantation moderne. La création de ce groupement donne aux producteurs une multitude de bénéfices car cela facilite beaucoup plus le contrôle et la vulgarisation effectués par les experts techniciens intervenant dans le domaine de développement agricole. Qui plus est, l'existence de coopérative facilite l'accès des producteurs aux crédits agricoles ainsi que la constitution de la garantie exigée par les institutions financières. Elle permet également d'amoinrir le risque de non-recouvrement des emprunts.

2. 2. 1. 3. 2 Vulgariser l'agriculture

La vulgarisation de l'agriculture qui se fait par le biais de l'encadrement exige une disponibilité des techniciens experts en agriculture. Mais pour assurer une efficacité à l'encadrement des cultivateurs, la formation doit prendre en compte la réalité économique de la zone. D'une autre manière, le système de formation de chaque zone devrait se faire en fonction des besoins pour son développement économique. De ce fait, l'étude technique des terrains devrait être faite au préalable, ce qui devrait être accompagnée de la connaissance des structures sociales et des coutumes de la population.

De plus, la vulgarisation des agriculteurs dans les PVD (pays en voie de développement) tel que le nôtre n'est pas chose facile car l'essentiel des paysans n'ont pas persévéré dans leurs études pour ne pas dire analphabètes. Ces derniers ont du mal à croire à l'efficacité de nouvelles techniques sans aucune démonstration réelle. Ils ont tendance à pratiquer leurs habitudes culturelles.

Au total, la mise en application de cette vulgarisation agricole demande des engagements des partisans. Et afin de mener à bien cette politique agricole, la zone de Maroantsetra a besoin plutôt des vulgarisateurs de terrain prêts à servir les agriculteurs que de vulgarisateurs sur table.

2. 2. 1. 3. 3 Construire et aménager les infrastructures agricoles

Il s'agit de maîtriser l'irrigation des terres cultivables qui est la pierre angulaire de développement du secteur agricole. De plus, la pratique des cultures contre-saison permet aux paysans de développer davantage le rendement de leur superficie exploitée. Pour ce faire, l'exploitation des ressources déjà existantes tels que les cours d'eau, les lacs, etc. est primordiale. La construction des canaux d'irrigation devrait être assurée par le travail collectif de la population du village.

Quant à la construction des infrastructures d'une plus grande envergure telle que le barrage hydraulique par exemple, cela appartient à l'Etat par le biais de son aide en développement mais effectivement avec la participation de la population bénéficiaire.

En outre, l'amélioration et l'entretien des infrastructures routières y compris les pistes rurales sont nécessaires surtout pour les communes rurales fort loin de la commune urbaine. En ce qui concerne les communes rurales telle que la commune rurale de Manambolo dont le seul accès fluvial est difficile surtout pendant la saison de pluie, l'entretien de fleuve est nécessaire.

L'objectif est, d'une part, de faciliter la sortie des produits, l'entrée des intrants et matériels agricoles et, d'autre part, d'éviter qu'il n'y ait beaucoup d'intermédiaires, ce qui provoque la flambée de prix. Ces intermédiaires achètent les produits locaux au détriment des producteurs.

Enfin, une politique permettant de juguler l'exode rural, qui provoque le délaissement du secteur agricole, doit être mise en œuvre. La mise en place des infrastructures sociales telles que les écoles, les centres de santé, lieux de marché public, lieux de rencontre sportive, les centres de loisirs, etc. devrait être alors primordiale et devrait être prise en considération dans le processus de développement de la zone. Il s'agit, en effet, pour l'éradication de l'exode rural, de rendre moins frappant l'écart des inégalités entre le milieu urbain et le milieu rural ; lequel écart d'inégalité est la principale origine de la migration urbaine.

2. 2. 1. 3. 4 Inciter les investissements dans l'industrie agricole

Vu que le secteur agricole tient une place importante au sein de l'économie malagasy, il appartient à l'Etat de favoriser la création d'industries exploitant les produits agricoles comme matières premières. Mais pour ce faire, il convient d'adopter des mesures incitatives permettant d'attirer l'épargne de la population à destination des secteurs plus productifs.

2. 2. 1. 4 Donner des impulsions au secteur élevage

Comme ce secteur demeure encore à l'heure actuelle sous exploité, l'incitation de la population à donner davantage de développement pour ce secteur est nécessaire. Il s'agit de faire changer la structure de l'élevage. En effet, changer la mentalité des éleveurs et les orienter vers la professionnalisation de leurs activités font l'objet de priorités. Pour ce faire, force est d'éduquer les éleveurs pour qu'ils considèrent l'élevage comme une activité génératrice de revenu et renoncent à leurs techniques traditionnelles.

A cet effet, pour la propulsion du secteur élevage, force est, d'une part, d'assurer la formation et la vulgarisation des éleveurs, d'intensifier ce secteur par l'introduction de nouvelles races et d'utiliser de techniques modernes (pratiquer l'insémination artificielle pour l'élevage bovin et faire régulièrement la vaccination des animaux), d'autre part.

2. 2. 1. 5 Galvaniser le secteur pêche

La création de dizaine d'associations de pêcheurs est déjà une bonne chose. La pêche fait vivre, à l'heure où nous parlons, plus d'une cinquantaine de ménages.

Malgré la sous-exploitation de ce secteur, force est de faire participer davantage les paysans dans la gestion et le contrôle des ressources halieutiques, en leur inculquant une attitude cherchant à préserver à tout prix tant les richesses d'eau douce que celles marines. Il appartient aux pêcheurs d'instituer un comité de développement dont les membres dirigeants élus par les villageois devraient assurer la surveillance et sécuriser la gestion des ressources d'eau douce et marines. Il leur appartient également d'assurer le contrôle de sortie des produits, des moyens utilisés par les pêcheurs pour la capture, de faire respecter aux pêcheurs la saison de fermeture de la pêche.

Par ailleurs, ces membres élus devraient regrouper les exploitants dans une association ou une coopérative afin de faciliter le contrôle et le financement, sensibiliser les membres à créer un fonds de solidarité pour leur secours pendant la période de soudure ou pendant la fermeture de la saison, améliorer la conservation des produits, et au final à ne pas oublier l'amélioration des matériels de pêches.

2. 2. 1. 6 Renforcer la sécurisation

Bien que l'insécurité ne soit pas à un niveau record rendant le district de Maroantsetra figurer parmi les zones rouges de la Grande Ile, son état devient de plus en plus critique ces derniers temps. L'on rencontre ce délabrement de sécurité aussi bien dans le milieu urbain que dans les communes rurales.

Pourtant, il est incontestable que tout projet, de quel objectif que ce soit, se solde par un échec à côté de la dégradation incessante de l'état de sécurité. L'inquiétude sans fin qui frappe des investisseurs et/ou des producteurs leur rend à prendre du recul plutôt que de se lancer dans des activités risquées. L'on constate alors un grand manque vu la production de certains endroits dangereux de Maroantsetra, les endroits amplement éloignés du centre urbain.

Ainsi, le raffermissement de la sécurité dans cette zone devrait être pris en avant pour tout projet de développement. Cela n'étant en aucun cas réservé uniquement à l'Etat. En effet, la population devrait également apporter sa contribution par la mise en place de groupement de jeunes hommes. Ceux-ci, en faisant le tour de rôle, devraient assurer la sécurité des alentours du village. Et ce, les cotisations de ménages du village serviront de rémunération.

2. 2. 2 Les suggestions et mesures de redressements touristiques de la zone

Pour parlerons dans cette rubrique les perspectives d'avenir du parc Masoala et de la réserve spéciale Nosy Mangabe. L'avenir du parc dépend de divers facteurs tels que la qualité des prestations offertes aux touristes, de la qualité des accueils, du service de guidage, et de tous autres produits touristiques.

2. 2. 2. 1 Les prestations offertes

Pour permettre une longue vie à l'exploitation des activités éco touristiques au sein du district de Maroantsetra, les prestations de services offertes aux touristes devraient être continuellement améliorées. Cela est dû au fait que la qualité des prestations offertes est l'un des facteurs permettant de parfaire l'attrait éco touristique de ladite zone. De nombreux domaines sont touchés allant des établissements touristiques tels que les hôtels et restaurants, aux simples centres de prestation touristiques tels que les agences de location, les transporteurs en tout genre, etc.

2. 2. 2. 2 L'accueil

Puisque l'activité éco touristique dépend en partie de la culture locale, la contribution de la population de Maroantsetra tout au long de l'exploitation de cette activité n'en est pas moins énorme.

La chaleur de leur accueil c'est-à-dire l'hospitalité légendaire de la part de la population locale fait partie des facteurs pour l'embellissement de l'image touristique de Maroantsetra.

Ainsi, leur éducation et leur sensibilisation mérite d'avoir lieu, ce qui finirait par valoriser les espaces protégés.

Cette perfection d'accueil touche de toute évidence des domaines socioculturels dans le seul but de développer l'écotourisme. Des appuis à l'initiative de manifestations culturelles devraient être faits à travers la création et l'officialisation des groupes artistiques et/ou folkloriques, l'implication de ces groupes dans l'animation des sites, la sauvegarde des valeurs traditionnelles locales, aussi bien dans ses fonds que dans ses formes (effets vestimentaires, traditions orales, etc.), et enfin une organisation de rencontres culturelles.

Au total, la formation des villageois en langues étrangères et des groupes en base de secourisme et l'appui à leur regroupement incluant toutes les personnes employées par le projet éco touristique sont de mise.

Les employés des centres d'accueil et d'hébergement spécifiquement devront être formés en principes de l'hôtellerie et de la restauration ; sans oublier la préservation des règles d'hygiène.

2. 2. 2. 3 Le service de guidage¹

La qualité de services de guidage offerts aux touristes constitue l'une des forces d'un bon développement de l'écotourisme. Dépend de l'ouverture des guides, de leur dynamisme, de la chaleur de leur accueil, bref de leur compétence l'afflux des touristes qui sont susceptibles de revisiter le parc.

¹ L'annexe 5 présente l'effectif complet des guides en règles au sein du Parc national Masoala.

Ainsi est nécessaire d'avoir des guides capables d'offrir des services de qualité aux visiteurs. Lesquels guides devraient tout au moins maîtriser la langue française et pourquoi pas la langue anglaise, eu égard que celle-ci fait tout récemment partie des langues officielles de la terre malgache. Mais vu que le site botanique riche en faunes tel que le parc Masoala soit un endroit de prédilection des touristes allemands, la maîtrise de la langue allemande est primordiale pour les guides de cette aire protégée.¹

Ils devraient également connaître les principes de base de l'accueil des touristes afin de parfaire l'attrait touristique dudit parc tout en améliorant la qualité de la prestation de service offerte aux touristes.

En outre, pour les guides optant spécifiquement la botanique et la faune sauvage, la connaissance de notions minimales de secourisme est nécessaire de telle sorte à ne pas trop risquer la vie des touristes lors de leurs visites.

Le niveau d'instruction des guides, à l'heure actuelle en moyenne se situe au niveau de BEPC, devrait être élevée au moins de niveau baccalauréat.

2. 2. 2. 4 Les produits touristiques

Comme nous l'avons vu précédemment, le district de Maroantsetra est de renom par sa richesse en divers produits artisanaux, surtout pour ses produits de vanne. Mais l'exploitation de cette activité souffre depuis longtemps au niveau de sa distribution. Ce qui conduit l'essentiel de gens à la prendre comme activité complétant leur activité agricole et laquelle activité se sert souvent de secours pour un bon nombre de ménages pendant la période de soudure, l'hiver.

De plus, n'est réservé à l'achat de ces produits de souvenirs qu'une infime partie des dépenses touristiques dans la zone.

Ainsi, force est d'améliorer la qualité des produits en parallèle avec leur distribution. Pour ce faire, la création de magasins de produits de souvenirs au sein desquels est étalée toute sorte de produits tant artisanaux que de vannerie, que Maroantsetra puisse offrir à ses visiteurs. Cela pourrait attirer beaucoup plus d'acheteurs et ainsi la promotion de la mise en vente des produits pourrait se faire beaucoup plus facile par plusieurs moyens de publicité.

2. 2. 2. 5 Appuyer les manifestations culturelles

La richesse culturelle d'une zone fait partie des facteurs de son développement écotouristique. Cette richesse englobe les traditions orales, les traditions proprement dites (coutumes), les modes d'habillement, de coiffure, les instruments de musique, bref tout ce qui spécifie une zone.

Ainsi, la préservation des valeurs traditionnelles locales tant dans ses fonds que ses formes devrait faire partie des priorités. A cet effet, il importe de promouvoir la création et

¹ Notons que l'essentiel des guides parlent français ; parmi les 8 guides rencontrés, seules deux parlent l'anglais et l'allemand à un plus ou moins bon niveau. Leur revenu varie de 2.000Ar à 5.000Ar la journée.

l'officialisation des groupes artistiques, en particulier ceux qui valorisent et vénèrent les cultures locales tels que les groupes folkloriques. Et lesquels groupes devraient contribuer dans la promotion et l'animation des sites touristiques.

En bref, l'appui à l'initiative des manifestations culturelles devrait se faire par l'organisation des rencontres culturelles lors desquelles devraient participer tous les groupes de la zone.

2. 2. 2. 5 Accentuer la promotion du parc

Cette promotion du parc devrait être accentuée tant au niveau national par le truchement des publicités ou des émissions¹ chez les médias, qu'au niveau international. Cette dernière devrait se faire par le biais du perfectionnement du site web du parc.

¹ L'émission télévisée ENTO AHO qui accentue le secteur tourisme, à la MBS TV tous les dimanches soirs en est un bon exemple.

Nombre d'impacts apportent les activités écotouristiques, cela va des impacts économiques, environnementaux, aux impacts socio-culturels.

Théoriquement l'écotourisme contribue au développement de la communauté locale par le biais des devises qu'il apporte, mais il est indéniable qu'il apporte aussi des impacts négatifs.

CONCLUSION

La zone de Maroantsetra est une zone à vocation agricole; elle en a une forte potentialité. Cette zone est soumise à deux saisons: l'été et l'hiver. Elle est composée de dix huit communes dont la population est en forte proportion (le neuf dixième de la population) rurale. Son histoire remonte il y a fort longtemps, plus précisément dès le quinzième siècle.

Parlant du milieu humain, la population est composée de différentes ethnies existant à Madagascar dont l'ethnie Betsimisaraka représente une large proportion avoisinant le 70% des habitants. La population est de type jeune et pour l'essentiel rurale. Les activités agricoles constituent la principale source de revenu de la population.

Outre ses diverses richesses, cette zone est en biodiversité. Cela est sanctionné par l'existence du parc national Masoala et la réserve spéciale Nosy Mangabe. L'anthropologie effectuée dans les années soixante précise que c'est dans cette réserve spéciale qu'était découverte la première occupation humaine sur Madagascar. Cette première peuplade est considérée comme les ancêtres des Malgaches.

Riche en ressources naturelles, Maroantsetra est également à vocation touristique, en particulier écotouristique. Les visiteurs du parc national Masoala n'ont de cesse d'augmenter ces dernières années, excepté l'année dernière de 2007. La ruine du Anjahanambo est l'un des facteurs qui ternissent l'image touristique de ladite zone. A côté de la forte augmentation des touristes de nationalités étrangères que l'on constate au niveau national ces dernières années, Maroantsetra n'en reçoit qu'une poignée de visiteurs y compris les visiteurs malgaches. Le nombre de visiteurs du Parc national Masoala ne représente qu'une très petite proportion, n'atteignant pas chaque année la barre de 2% des touristes à destination de Grande Ile.

L'enclavement de la zone figure dans la première position, son climat fortement pluvieux tout au long de l'année, la promotion insuffisante du parc, notamment autant de facteurs expliquant cette situation.

De plus, les retombées de l'activité écotouristique à cause de sous exploitation du secteur demeurent limitées et ne profitent que quelques groupes d'habitants, dont les opérateurs touristiques représentent la majeure partie.

L'activité écotouristique contribue indéniablement au développement local pourvu que la monnaie injectée soit plus ou moins grande et que la communauté présente une capacité d'absorption assez élevé.

Un développement d'une zone a comme premier critère la satisfaction des besoins essentiels de sa population. La croissance économique soutenue avec la valorisation des ressources humaines ainsi que la préservation des ressources naturelles sont les piliers du développement durable.

Bon nombre d'impacts peuvent être apportés par l'activité écotouristique. Ces impacts vont du domaine de l'environnement, du domaine économique au domaine socio-culturel.

Contrairement aux autres branches du tourisme, l'écotourisme prend en compte les dégâts perpétrés par les touristes à l'encontre de l'environnement et a comme principal souci de préserver celui-ci tout en valorisant les cultures locales.

S'agissant des établissements touristiques tels que les hôtels, ils présentent une capacité d'accueil plus ou moins faible étant donné le nombre limité des chambres. Lesquels établissements se regroupent généralement en ville et rares d'entre eux sont de hauts standings.

Parlant de frais de transport, se trouvant à une distance de moins de 400 kilomètres de Tamatave, le district de Maroantsetra, en raison de son enclavement, souffre de tarifs de transport galopants de la Grande Ile, ce qui affecte l'afflux des touristes dans cette localité.

A l'heure où l'Etat prône le développement durable et comme Maroantsetra se destine depuis longtemps dans l'écotourisme, ne serait-il pas intéressant d'adopter davantage le tourisme durable dont l'écotourisme n'en est qu'un sous-ensemble? Et que la zone de Maroantsetra, surtout sa production ainsi que sa population, serait-elle à même d'accueillir davantage de touristes? Enfin, comme l'écotourisme, branche du tourisme prônant la préservation environnementale, du moins à la limite d'aires protégées, ne serait-il pas nécessaire voire primordial d'élargir la zone préservée en dehors du parc, comme vient de faire le projet MAKIRA?

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES GENERAUX

- BERLE Peter A.A., *Nature tourism Managing for the environment*, Island Press, Washington, D.C., 1991, 223 p.
- BOO Elizabeth, *Ecotourism: The potentials and pitfalls* Volume 1, World Wild Fund (WWF), Washington D. C., 1990, 72 p.
- , *Ecotourism: The potentials and pitfalls* Volume 2, World Wild Fund (WWF), Washington D. C., 1990, 72 p.
- BRADT Hilary, *Madagascar The bradt travel Guide*, Edition 8, collection BRADT, 466 p.
- BRASSEUL Jacques, *Introduction à l'économie de développement*, ARMAND COLLIN, 1989
- CAPOCCI Armand, *Le chômage*, Hachette, coll. Qui, Quand, Quoi? France, 1995, 79 p.
- CARTER E. *Ecotourism in the Third World Problems and Prospects for Sustainability*, Earthscan Publication Ltd., France L. Sustainable tourism,
- CLEMENT H.G. *Economie du tourisme*, Que sais-je? Presses universitaires de France (PUF), 1994,
- DUQUET Marc, *Glossaire d'écologie fondamentale*, Nathan, France, 1998, 127 p.
- GELEDAN Alain, *Histoire des pensées économiques*, Sirey, 331 p.
- HONEY Martha, *Ecotourism and sustanaible development*, Island Press, Washington, D.C., 1999, 405 p.
- PY Pierre, *Tourisme: un phénomène économique*,
- RUBEL Alex, Hatchell Matthew, Mackinnon James, Ketterer Priska, *Masoala, oeil de la forêt*, TH. GUT VERLAG
- SILEM Ahmed, Albertini Jean-Marie, *Lexique d'économie*, 7^{ème} édition, Dalloz, Italie, 2002, 681 p.
- STEPHEN B.B., DORENN S., *Valuing local knowledge*, Island Press, Washington D.C., 1996, 333 pages.
- VERRA Vincent, *Madagascar* 3ème édition, LE GUIDE, Carambole, 2002, 388 p.
- WHELAN Tensie, *L'écotourisme: Gérer l'environnement*, Nouveaux horizons, Island Press, U. S. A., 1991, 198 p.
- ZUPAN Dominique, *Tourisme rural et de découverte*, rapport de mission Tétrakys, Province autonome de Toamasina, décembre 2004, 37 p.

SUPPORTS DES COURS

- CNTEMAD (Centre National de Télé-Enseignement Madagascar): Cours d'histoire des Institutions, filière Droit 1ère année, 2005-2006.
- HORACE Gatien, Cours de politique économique, 4^{ème} année économie, Université de Toamasina, 2005
- LEMIARY, Cours de macroéconomie, 2^{ème} année économie, Université de Toamasina, 2002.
- MODONGY Roland, Cours d'économie de développement, 3^{ème} année économie, Université de Toamasina, 2003

MEMOIRES DE FIN D'ETUDE ET DE MAITRISE

- BEHAJAINA Angelin, *Analyse organisationnelle de la gestion de l'écotourisme au niveau des aires protégées: cas du parc national Andasibe-Mantadia*, Université de Toamasina, 2002, 100 p.
- FIGARO Frederic Jean, *Les impacts du tourisme dans la région de Sainte Marie*, Université de Toamasina, 1997, 93 p.
- MAMINDRA Fredel, *La presse orale et développement: cas de la commune urbaine de Tamatave*, mémoire ès sciences économiques, Université de Toamasina, 2007, 113 p.
- SAMBIZAFY Bernard, RANDRIANARIVELO Nelly, *Ecotourisme: cas de Masoala*, Ariane Tourism Institute, 2003, 76 p.

JOURNAUX

- L'express de MADAGASCAR, mercredi 23 juillet 2008, n° 4062, «*Le tourisme durable est réclamé par le Marché*» p.6.
- Les nouvelles, Quotidien d'information et d'analyse, n°1300, Jeudi 12 juin 2008, «*Promotion du tourisme: 256 millions de DTS de recettes en 2008*» p.22 ;
- Les nouvelles, Quotidien d'information et d'analyse, n° 1340, Vendredi 14 novembre 2008, «*Maroantsetra, ville enclavée à haute potentialité*», p.5.
- Le Quotidien, Quotidien d'information de langue française, n°1440, Vendredi 11 juillet 2008, «*Tourisme: Multiplier le nombre des professionnels grâce à la formation*», p.3
- Le Quotidien, Quotidien d'information de langue française, n°1547, Samedi 15 novembre 2008, «*Gestion des aires protégées: l'ANGAP s'appelle désormais Madagascar National Park*», p.8.
- Tribune Madagascar, Quotidien national d'information, n°5916, Jeudi 24 juillet 2008, «*Tourisme durable: Madagascar en retard*» p.10 ;

Tribune Madagascar, Quotidien national d'information, n°5906, Samedi 12 juillet 2008,
«*Tourisme, La destination Madagascar dès lundi*»

DOCUMENTS, ARTICLES, PERIODIQUES

Annuaire officiel du tourisme, 2006, 225 p.

Code du tourisme, loi n° 95-017, décret n° 2001-027.

Loi n° 2001-005 du 11.02.03 portant *Code de Gestion des Aires Protégées* (COAP).

Info TOURISME Madagascar n° 2, (magazine officiel du tourisme), Office National du
Tourisme, mai 2008, 26 p.

Note d'orientation présentée par le Directeur de l'UNESCO en vue de la préparation du
sommet mondial pour le développement social, (Copenhague, Danemark, 6-12
mars 1995) Paris 29 juillet 1994, pp. 3-4 in «*Revue internationale des sciences
sociales : Mesurer et évaluer le développement* », N°143, Mars 1995, p.11.

Plan Communal de Développement (PCD), commune urbaine de Maroantsetra, 2003, 104 p

Rapport annuel de la circonscription du développement rural, district de Maroantsetra, 2005

Le tourisme à Madagascar, Fiche de synthèses, missions économiques, actualisation 2006

Zoo de Zürich, *La forêt pluviale de Masoala au zoo de Zurich*, Guide des visiteurs, 164 p.

EMISSIONS TELEVISEES

Ento aho, «*Nosy Mangabe*», MBS TV, Dimanche 05 octobre 2008, 20h 45

-----, «*Parc Masoala*», MBS TV, Dimanche 19 octobre 2008, 20h 45

-----, «*Etablissements touristiques de Maroantsetra*», Dimanche 02 nov. 2008, Ibid.

SITE WEB

<http://www.ecotourism.org>

<http://www.masoala.org>

<http://madagascar-tourisme.com>

ANNEXES

ANNEXES 1: Extrait du journal Les nouvelles, quotidien national d'information et d'analyse, n°1300, paru le jeudi 12 juin 2008 relatant la situation du tourisme malgache ainsi que les méthodes permettant d'atteindre cet objectif

PROMOTION DU TOURISME

256 millions de DTS de recettes en 2008

22



Etant un levier du développement, la promotion intensive du secteur tourisme figure parmi les priorités du ministère du Tourisme pour cette année. Et ce, en développant la destination Madagascar afin d'attirer 350.000 touristes pour générer des recettes de 256 millions de DTS, sans négliger la création de plus de 20.000 emplois, la professionnalisation de la filière et l'ouverture vers l'extérieur. Dans ce sens, il s'avère indispensable de se pencher sur la construction d'infrastructures d'accueil de qualité, surtout dans les parcs nationaux qui attirent les 2/3 des touristes grâce à leurs richesses, pour atteindre cet objectif.

TOURISME

MFT

256 millions de DTS de recettes en 2008

Le secteur tourisme n'a cessé de se développer ces deux dernières années. Cette performance a été marquée par la nette affluence des touristes à Madagascar, 344.348 et générant des recettes 211 millions de DTS en 2007. Des résultats satisfaisants mais il reste encore beaucoup à faire pour augmenter le nombre des touristes jusqu'à 350.000 cette année.

«**L**e ministère de l'Environnement des eaux et forêts et du tourisme projette d'améliorer les recettes générées par la filière tourisme à raison de 256 millions de DTS pour cette année», a déclaré le ministre Harisson Randriarimanana, hier

face aux députés à Tsimbazaza. La situation avait tendance à s'améliorer ces dernières années, pour 211 millions de DTS en 2007 contre 157,7 millions en 2006. Il en est de même pour le nombre des touristes qui a augmenté de 311.730 en 2006 à 344.348 en 2007. Ce qui amène à dire que le secteur tourisme se développe d'année en année et, étant un levier du développement, il fallait promouvoir intensivement la destination Madagascar en mettant en œuvre le programme national et en professionnalisant les métiers touristiques.

Tourisme écologique

Par ailleurs, il est important de rappeler que les deux tiers des touristes, soit 113.875 vacanciers s'intéressent à la visite des parcs nationaux. À cet effet, il s'avère prioritaire d'axer les stratégies de promo-

tion de la destination Madagascar sur l'écotourisme. Ce qui témoigne à quel point les parcs attirent les visiteurs grâce à leurs richesses naturelles. Et les recettes collectées par le biais des droits d'entrée, dont 50% sont destinées à la réalisation des microprojets, contribuent non seulement au développement socio-économique de la communauté environnante des parcs, mais aussi à l'amélioration de sa condition de vie. Dans ce cas, les parcs nationaux doivent être protégés et utilisés d'une manière durable, en tant que ressources naturelles uniques, pour promouvoir le secteur tourisme respectant l'environnement.

Pour en revenir aux réalisations, l'amélioration des infrastructures d'accueil est ainsi de mise. 164 établissements hôteliers ont été ouverts en 2007 et plus de 1.000 nouvelles chambres touchant toutes les catégories, allant des cinq étoiles au Ravinala. Près de 2.000 emplois ont également été créés, et cette année, l'on projette d'en offrir plus de 20.000 particulièrement aux jeunes. L'ouverture vers l'extérieur a aussi donné un coup de pouce au développement du tourisme, avec la participation à des foires et salons internationaux en France, en Allemagne, en Afrique du Sud et en Italie. À cela s'ajoute la mise en place des quatre offices régionaux du tourisme. Bref, les réalisations sont satisfaisantes mais il reste encore beaucoup à faire pour garder cet intérêt des touristes pour la grande île.

Noro Niaina



ANNEXE 2: Les maladies les plus fréquentes au sein de Maroantsetra

Années	Paludisme	Diarrhée	Infection respiratoire	MST	Effectif des malades
2003	23 899	7 577	15 220	4 747	51 443
2004	20 540	6 282	10 374	3 090	40 286
2005	14 924	5 132	8 332	3 270	31 658
2006	18 473	4 401	8 957	3 074	34 905
2007	19 542	4 323	8 832	3 007	35 704

ANNEXE 3: Les productions agricoles de Maroantsetra

▪ Les productions vivrières.

Cultures	2004	2005	2006	2007
Manioc	16.350	23.400	28.700	38.139
Patate douce	11.640	9.280	9.180	8.200
Maïs	350	380	380	396
Haricot	740	760	830	866
Banane	22.400	21.720	20.900	20.187
Taro	90	110	450	1.196
Brèdes	1.680	2.140	1.450	1.415

▪ Les productions de rente

Cultures	2004	2005	2006	2007
Girofle	1.240	850	2.800	5.571
Café	1.100	950	1.200	1276
Vanille	240	370	410	543
Cannelle	30	20	25	24
Canne à sucre	24 320	27 000	27 150	28 722
Poivre	07	05	06	06
Total	26937	29.195	31.591	36.142

▪ Les productions fruitières

Cultures	2004	2005	2006	2007
Coco	880	920	975	1033
Ananas	13.650	13.010	11761	10 632
Litchi	5 500	5.460	5 710	4 703
Agrumes	550	535	368	251
Avocat	80	270	728	1 234
Total	20.660	20.195	19 542	17 853

ANNEXE 4: Autres cultures et traditions présentes

- Le Petrabary ;
- Le culte des ancêtres ;
- La mort ;
- Les funérailles

ANNEXES 5: Les guides du Parc National Masoala

Les guides du Parc National Masoala				
	Effectif initial	Démissionnaires ou renvoyés 2008	Nouveaux reçus 2008	Effectif en fin de juin 2008
Agréés	15	0	0	15
Stagiaires	9	1	11	19
Pisteurs	2	0	3	5
Total	26	1	14	39

LISTE DES CARTES

<u>Carte n°1</u> : Carte géographique de la zone de Maroantsetra.....	17
<u>Carte n°2</u> : Carte de complexe des aires protégées Masoala.....	45

LISTE DES GRAPHIQUES

Figure n°1: Pyramide des âges de la population de Maroantsetra 2007	23
Figure n°2: Présentation d'aire protégée.....	38
Figure n°3: Les visiteurs de Masoala de 2001à 2007 selon leurs nationalités	55
Figure n°4: Courbe de Lorenz Gini	68
Figure n°5: histogramme des bénéficiaires directs de l'activité touristique	79
Figure n°6: Histogramme comparatif du nombre des visiteurs	84

LISTE DES TABLEAUX

Tableau n°1: Répartition de la population par milieu (urbain et rural)	21
Tableau n°2: Répartition de la population par commune	21
Tableau n°3: Structure d'âge de la population selon le sexe.....	22
Tableau n°4: L'enseignement primaire (niveau I) du district Maroantsetra	27
Tableau n°5: Les établissements 2ndaires avec effectifs d'enseignants et d'élèves.....	28
Tableau n°6: Centres sanitaires du district de Maroantsetra.....	29
Tableau n°7: Production de paddy dans le district de Maroantsetra.....	31
Tableau n° 8: Diverses définitions de l'écotourisme selon les auteurs.....	35
Tableau n°9: Les établissements touristiques au sein du district de Maroantsetra	47
Tableau n°10: Les visiteurs du Parc national Masoala 2001-2007 par nationalité.	55
Tableau n°11: Tarifs des transports reliant Tamatave avec le district de Mtra.....	58
Tableau n°12: Les bénéficiaires directs de l'activité touristique.....	78
Tableau n° 13: L'évolution du nombre des visiteurs du parc Masoala 2001-2007.....	83
Tableau n°14: Comparaison du nombre des visiteurs locaux avec ceux nationaux.	83

TABLE DES MATIERES

SOMMAIRE

REMERCIEMENT

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

GLOSSAIRE

GLOSSAIRE.....5

INTRODUCTION.....6

PARTIE I: LA ZONE DE MAROANTSETRA ET SES POTENTIALITES TOURISTIQUES.....9

LA PRESENTATION DE LA ZONE DE MAROANTSETRA11

1.1 LA DESCRIPTION DE LA ZONE D'ETUDE ET SA POPULATION..... 11

1.1.1 Localisation..... 11

1.1.1.1 La situation géographique et physique..... 12

1.1.1.1.1 Le relief et paysage 12

1.1.1.1.2 Le climat..... 12

1.1.1.1.3 Le réseau hydrographie 13

1.1.1.1.4 La biodiversité..... 14

▪ Une végétation riche et dense..... 14

▪ La faune richissime..... 15

1.1.1.1.5 Les moyens d'accès..... 15

▪ Les liaisons aériennes 16

▪ Les voies maritimes 16

▪ Le réseau routier..... 17

1.1.1.1.6 Carte géographique de la zone de Maroantsetra..... 17

1.1.1.2 Survol sur l'histoire de la zone..... 19

1.1.2 Population et sa composition démographique 19

1.1.2.1 Ethnies: une population essentiellement betsimisaraka 19

1.1.2.2 La répartition de la population 20

1.1.2.2.1 Répartition par milieu..... 20

1.1.2.2.2 Répartition par commune..... 21

1.1.2.2.3 Structure de la population 22

▪ Pyramide des âges 22

FIGURE N°1: PYRAMIDE DES AGES DE LA POPULATION DE MAROANTSETRA 2007 23

1.2 L'ENVIRONNEMENT DE LA ZONE 23

1.2.1 Environnement social..... 23

1.2.1.1 Us et coutumes: cultures présentes 24

1.2.1.1.1 La circoncision..... 24

1.2.1.1.2 Le «famadihana» 25

1.2.1.1.3 Le «Tsaboraha» (*Rasa hariana*) 25

1.2.1.1.4 Le «Tsikafara» 26

1.2.1.2 L'éducation et enseignement..... 26

1.2.1.2.1 L'enseignement primaire: 26

1.2.1.2.2 L'enseignement secondaire (les collèges):..... 28

1.2.1.3 La santé et l'hygiène..... 28

1.2.1.3.1 Les infrastructures sanitaires 29

1.2.1.3.2 les maladies fréquentes 29

1.2.1.3.3 Le personnel médical 30

1.2.1.3.4 L'accès à l'eau potable 30

1.2.2 Environnement économique 31

1. 2. 2. 1	Les secteurs d'activités.....	31
1. 2. 2. 1. 1	L'agriculture et la pêche	31
1. 2. 2. 1. 2	L'artisanat et le commerce.....	33
LA SITUATION DE L'ECOTOURISME A MAROANTSETRA.....		34
2. 1 LES ATOUTS DE L'ECOTOURISME DE LA ZONE.....		34
2. 1. 1	Brèves précisions sur l'écotourisme.....	34
2. 1. 1. 1	Définitions et concepts.....	34
2. 1. 1. 2	Les Aires Protégées à Madagascar	37
2. 1. 1. 2. 1	Définition	37
2. 1. 1. 2. 2	La classification des aires protégées	37
2. 1. 1. 2. 3	Les caractéristiques des aires protégées	38
<u>FIGURE N°2: PRESENTATION D' AIRE PROTEGEE.....</u>		38
2. 1. 1. 3	L'écotourisme dans les Aires Protégées	39
2. 1. 1. 3. 1	Les principaux rôles des Aires Protégées.....	39
2. 1. 1. 3. 2	Atouts de l'écotourisme dans les Aires Protégées	40
2. 1. 2	Présentation des Aires protégées de la zone.....	41
2. 1. 2. 1	Le survol historique des Aires Protégées	41
2. 1. 2. 1. 1	Parc national Masoala	42
2. 1. 2. 1. 2	Réserve spéciale Nosy Mangabe	42
2. 1. 2. 2	Faune et flore des Aires Protégées de la zone	43
2. 1. 2. 3	Carte des Aires Protégées de la zone.....	45
<u>Carte n°2: Carte de complexe des aires protégées Masoala.....</u>		45
2. 1. 3	Infrastructure touristique dans la zone	45
2. 1. 3. 1	Les prestations touristiques de la zone	46
2. 1. 3. 1. 1	Les parcs hôteliers	46
2. 1. 3. 1. 2	La restauration	47
2. 1. 3. 1. 3	Les écolodges.....	48
▪	<i>Principes et concept.....</i>	48
▪	<i>Types d'écolodge.....</i>	48
○	L'écolodge à gestion privée.....	48
○	L'écolodge à gestion communautaire.....	48
2. 1. 3. 2	Les équipements touristiques dans les A.P. de la zone	48
2. 1. 3. 2. 1	Les parcs marins	48
▪	<i>Le parc marin de Tampolo.....</i>	49
▪	<i>Le parc marin Ambodilaitry.....</i>	49
▪	<i>Le parc marin Tanjona.....</i>	50
2. 1. 3. 2. 2	Les terrains de camping	50
▪	<i>Terrains de camping de destination</i>	50
▪	<i>Terrains de camping d'intégration</i>	50
2. 1. 3. 2. 3	Les circuits touristiques	51
▪	<i>Les circuits « découverte classique ».....</i>	51
▪	<i>Les circuits « aventure».....</i>	51
▪	<i>Les circuits naturalistes spécialisés.....</i>	51
▪	<i>Circuit «aventure».....</i>	52
-	L'axe Maroantsetra-Masoala	52
-	L'axe Maroantsetra-Cap-Est	52
-	Le tour de la presqu'île	52
▪	<i>Circuit «île de Nosy Mangabe»</i>	53
▪	<i>Circuit «baleine à bosse»</i>	53
▪	<i>Circuit «forêt littorale»</i>	53
▪	<i>Circuit «plante carnivore»</i>	53
▪	<i>Circuit «découverte marine».....</i>	54

▪	<i>Tourisme scientifique</i>	54
2. 1. 4	La fréquentation touristique	54
2. 1. 5	Le profil de la clientèle touristique	54
FIGURE N°3: LES VISITEURS DE MASOALA DE 2001 A 2007 SELON LEURS NATIONALITES		55
2. 2	LES OBSTACLES DE L'EVOLUTION DE L'ECOTOURISME DANS LA ZONE	56
2. 2. 1	Un manque grandissant d'infrastructures d'accueil.....	56
2. 2. 2	Un manque flagrant de personnel qualifié	56
2. 2. 3	L'approvisionnement limité de la zone	56
2. 2. 4	La faiblesse de niveau de communication et de sécurité.....	57
2. 2. 5	L'absence d'infrastructures de base.....	57
2. 2. 6	La desserte de la zone.....	58
2. 2. 6. 1	Les liaisons aériennes	58
2. 2. 6. 2	Les liaisons maritimes.....	59
2. 2. 6. 3	les liaisons routières	59
PARTIE II: LES INCIDENCES SOCIO-ECONOMIQUES DE L'ECOTOURISME ET LES PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT		61
LES INCIDENCES DE L'ECOTOURISME AU SEIN DE LA ZONE DE MAROANTSETRA		63
1. 1	LA CONTRIBUTION DE L'ECOTOURISME AU DEVELOPPEMENT SOCIO-ECONOMIQUE DE LA ZONE	63
1. 1. 1	Croissance et développement socio-économique.....	63
1. 1. 1. 1	La croissance économique.....	63
1. 1. 1. 1. 1	Définition et signification de «croissance».....	63
1. 1. 1. 1. 2	Croissance extensive	64
1. 1. 1. 1. 3	Croissance intensive	64
1. 1. 1. 2	Le développement socio-économique.....	64
1. 1. 1. 2. 1	Le développement social selon l'UNESCO.....	65
1. 1. 1. 2. 2	Croissance et développement.....	66
1. 1. 1. 3	Concepts et mesures de développement et bien-être	66
1. 1. 1. 3. 1	Répartition de revenu	66
1. 1. 1. 3. 2	Mesures des inégalités	67
1. 1. 1. 3. 3	Egalité et équité	69
1. 1. 1. 3. 4	Mesures de la pauvreté	69
1. 1. 1. 4	Les indicateurs du développement de PNUD	70
1. 1. 1. 4. 1	L'Indicateur de développement Humain (IDH).....	70
1. 1. 1. 4. 2	D'autres indicateurs du développement Humain (ISDH, IPH-I et II)	72
1. 1. 2	Les impacts de l'écotourisme au développement de la zone	74
1. 1. 2. 1	Impacts économiques:.....	74
1. 1. 2. 1. 1	Classement des impacts touristiques	74
1. 1. 2. 1. 2	Croissance et développement socio-économique.....	75
▪	L'écotourisme et le chômage.....	75
○	Quelques précisions sur le chômage.....	75
○	Différents types de chômage.....	76
<i>Chômage classique</i>	76	
<i>Chômage keynésien</i>	76	
<i>Chômage frictionnel</i>	76	
▪	L'influence de l'écotourisme sur le chômage: opportunité d'emplois	77
○	Emplois directs.....	77
FIGURE N°4: COURBE DE LORENZ GINI		68

FIGURE N°5: HISTOGRAMME DES BENEFICIAIRES DIRECTS DE L'ACTIVITE TOURISTIQUE	79
o Emplois indirects.....	80
▪ L'écotourisme et le revenu:.....	80
▪ Le tourisme et prix	81
1. 1. 2. 2 Autres effets du tourisme dans la zone (Socioculturels).....	82
1. 1. 2. 2. 1 Acculturation	82
1. 1. 2. 2. 2 Les pertes de systèmes de valeur	82
1. 1. 2. 2. 3 Le non respect des coutumes locales.....	82
1. 2 ANALYSE ET CRITIQUE DE LA SITUATION ACTUELLE DE L'ECOTOURISME LOCAL	82
1. 2. 1 Evolution de l'écotourisme.....	83
FIGURE N°6: HISTOGRAMME COMPARATIF DU NOMBRE DES VISITEURS NATIONAUX AVEC CEUX	
LOCAUX.....	84
1. 2. 2 Capacité d'accueil	84
1. 2. 3 Les retombées de l'écotourisme local	85
1. 2. 4 Les dépenses touristiques à Maroantsetra.....	86
VERS UN DEVELOPPEMENT LOCAL PROMETTEUR BASE SUR L'ECOTOURISME.....	87
2. 1 UN DEVELOPPEMENT LOCAL	87
2. 1. 1 Définition.....	87
2. 1. 2 Plan de développement local.....	87
2. 1. 2. 1 définition:	87
2. 1. 2. 2 Caractéristiques	88
2. 1. 2. 3 Contenu:.....	88
2. 1. 2. 3. 1 Recensement des facteurs moteurs de développement local....	88
2. 1. 2. 3. 2 Analyse des obstacles du développement.....	88
2. 1. 2. 3. 3 Détermination des axes stratégiques de développement	89
2. 2 SUGGESTIONS ET MESURES DE REDRESSEMENT	89
2. 2. 1 En matière de développement proprement dit de la zone	89
2. 2. 1. 1 Investissement en capital humain	89
2. 2. 1. 1. 1 Le capital humain	89
▪ Définition	89
▪ Eléments constitutifs	89
2. 2. 1. 1. 2 Investissement en capital humain	90
▪ L'éducation	90
o Accroître le niveau d' instruction de la population.....	90
- La lutte contre l'analphabétisme.....	91
o Amélioration de la qualité de l'éducation	92
o Renforcer les centres de documentation dans la zone.....	92
▪ Améliorer la santé publique	93
o Les centres de santé au service de la population	93
o Régulation de naissance:.....	93
o Exploitation des plantes médicinales.....	94
2. 2. 1. 2 Restauration et préservation de l'environnement.....	94
2. 2. 1. 2. 1 Recourir à la formation et à l'éducation	94
2. 2. 1. 2. 2 Réduire la pratique des cultures sur brûlis.....	95
2. 2. 1. 2. 3 Faire participer les paysans dans la restauration et la	
préservation de l'environnement	95
2. 2. 1. 2. 4 Autres mesures d'accompagnement	96
2. 2. 1. 3 Redressement au niveau de l'agriculture.....	96
2. 2. 1. 3. 1 Faciliter l'accès aux propriétés foncières et son exploitation	97
▪ Réduire le fermage	97

▪ Améliorer le régime de l'agriculture	97
○ L'agriculture collectivisée.....	97
○ L'exploitation agricole à grande échelle.....	97
2. 2. 1. 3. 2 Vulgariser l'agriculture	98
2. 2. 1. 3. 3 Construire et aménager les infrastructures agricoles	98
2. 2. 1. 3. 4 Inciter les investissements dans l'industrie agricole	99
2. 2. 1. 4 Donner des impulsions au secteur élevage	99
2. 2. 1. 5 Galvaniser le secteur pêche	100
2. 2. 1. 6 Renforcer la sécurisation	100
2. 2. 2 Les suggestions et mesures de redressements touristiques de la zone ..	100
2. 2. 2. 1 Les prestations offertes	101
2. 2. 2. 2 L'accueil	101
2. 2. 2. 3 Le service de guidage.....	101
2. 2. 2. 4 Les produits touristiques	102
2. 2. 2. 5 Appuyer les manifestations culturelles	102
2. 2. 2. 5 Accentuer la promotion du parc.....	103
CONCLUSION.....	105
BIBLIOGRAPHIE.....	107
ANNEXES	110
LISTE DES CARTES	115
LISTE DES GRAPHIQUES.....	115
LISTE DES TABLEAUX.....	115